

Pawel Sekowski

*Les Polonais en France au lendemain
de la seconde guerre mondiale
(1944-1949)*

Histoire d'une intégration



Contenu de ce PDF :

Chapitre 9

Quelle intégration à la société d'accueil, au lendemain de la seconde guerre mondiale, pour les Polonais immigrés et fixés en France dans l'entre-deux-guerres ? Pawel Sekowski examine divers aspects de ce processus progressif concernant, dans sa grande majorité, des hommes et des femmes relevant du statut des « travailleurs étrangers » dans les années 1944-1949, processus qui fut accéléré par les années d'hostilités et le contexte particulier de l'après-guerre.

La situation de la communauté immigrée des Polonais en France, son statut et les évolutions survenues en son sein sont étudiés dans leurs dimensions à la fois sociales, politiques et culturelles. Une place prépondérante est accordée à l'analyse de trois phénomènes caractéristiques de la vie des Polonais en France, « facteurs du maintien de la polonité » : l'enseignement polonais, l'aumônerie polonaise et surtout la vie associative des Polonais en France. Ces éléments sont présentés dans la perspective du rapatriement (*reemigracja*) organisé par les autorités polonaises de Varsovie et du conflit politique profond qui surgit entre les partisans du nouveau gouvernement de la Pologne populaire (dominé par les communistes) et les militants anticommunistes polonais en France.

La période étudiée constitue un véritable tournant dans le processus de l'intégration sociale des Polonais en France, notamment pour la « deuxième génération » des immigrés, ceux-ci devenant, de plus en plus, Français d'origine polonaise.

Illustration de couverture :
Rapatriés polonais en 1947 © Pirotte Julia : Droits réservés – Succession Julia Pirotte

ISBN :

979-10-231-3492-6

<https://sup.sorbonne-universite.fr>

LES POLONAIS EN FRANCE

Mondes Contemporains

collection dirigée par Éric Bussièrre et Olivier Forcade

Dernières parutions

Valéry Giscard d'Estaing et le Royaume-Uni.

Le rendez-vous manqué avec l'Europe ou le Brexit annoncé

Laurence Baratier-Negri

Les Batailles de 1916

Mission du centenaire de la Première Guerre mondiale

Musique et politique en Allemagne, du III^e Reich à l'aube de la guerre froide

Élise Petit

Exils intérieurs. Les évacuations à la frontière franco-allemande (1939-1940)

Olivier Forcade, Mathieu Dubois, Johannes Großmann,

Fabian Lemmes, Rainer Hudemann (dir.)

Moralité du pouvoir et corruption en France et en Roumanie (XVIII^e-XX^e siècle)

Silvia Marton, Frédéric Monier & Olivier Dard (dir.)

Jacques Foccart : archives ouvertes (1958-1974). La politique, l'Afrique et le monde

Jean-Pierre Bat, Olivier Forcade & Sylvain Mary (dir.)

La Grande Guerre des assiettes

Jean-Pierre Chaline (dir.)

Nicholas John Spykman, l'invention de la géopolitique américaine.

Un itinéraire intellectuel aux origines paradoxales de la théorie réaliste des relations internationales

Olivier Zajec

Les Gendarmeries dans le monde, de la Révolution française à nos jours

Jean-Noël Luc & Arnaud-Dominique Houte (dir.)

De Munich à Dantzig. Journal (30 août 1938-18 août 1939)

Paul de Villelume ; édition établie par Simon Catros

Génération politique. Les « années 68 » dans les jeunesses

des partis politiques en France et en RFA

Mathieu Dubois

Émile Guillaumin, paysan-écrivain bourbonnais,

soldat de la Grande Guerre

Nadine-Josette Chaline

Pawel Sekowski

Les Polonais en France
au lendemain de la
seconde guerre mondiale
(1944-1949)

Histoire d'une intégration

Ouvrage publié avec le concours de Sorbonne Université

Les SUP sont un service général de la faculté des Lettres de Sorbonne Université.

© Sorbonne Université Presses, 2019
ISBN : 979-10-231-0631-2

Mise en page 3d2s/Emmanuel Marc Dubois (Paris/Issigeac)
d'après le graphisme de Patrick Van Dieren

SUP

Maison de la Recherche
Sorbonne Université
28, rue Serpente
75006 Paris

sup@sorbonne-universite.fr

<https://sup.sorbonne-universite.fr>

tél. : (33)(0)1 53 10 57 60

*En hommage à Janine Ponty,
une tentative de poursuivre ses recherches*

Pawel Sekowski est docteur en histoire moderne et contemporaine de Sorbonne Université et docteur en sciences humaines (histoire) de l'université Jagellonne de Cracovie (Pologne). Il est maître de conférences à l'Institut d'histoire de l'université Jagellonne. Il est également l'auteur et l'éditeur scientifique de deux ouvrages et l'auteur de plus de vingt articles scientifiques. Sa recherche se concentre essentiellement sur l'histoire et la sociologie de l'immigration, l'histoire des réfugiés en Europe, l'histoire politique et sociale de la Pologne et de la France pendant et après la seconde guerre mondiale.

Mondes Contemporains

collection dirigée par
Éric Bussière et Olivier Forcade

Consacrée aux questions internationales, aux pays étrangers, aux grands problèmes de notre temps, **Mondes contemporains** est une collection fondée sur une approche historique qui veut unir la recherche dans les archives à la réflexion sur les enjeux, les conflits et les systèmes internationaux depuis le XIX^e siècle.

REMERCIEMENTS

Ce livre n'aurait pu voir le jour sans l'aide de nombreuses personnes. C'est ici l'occasion de leur exprimer ma gratitude. J'aimerais particulièrement remercier M. le professeur Olivier Forcade, qui a été non seulement mon directeur de recherche français pendant la préparation de la thèse de doctorat qui est à l'origine de ce livre, mais aussi un véritable parrain sur les sentiers de ma vie scientifique depuis 2009. Mes remerciements vont aussi à M. le professeur Wojciech Rojek, de l'université Jagellonne de Cracovie, mon directeur de recherche polonais, dont les conseils et les remarques ont été très précieux. M. Rojek, auquel je suis particulièrement reconnaissant de son appui, est décédé en 2015, quelques semaines à peine après la soutenance de ma thèse de doctorat. Je remercie M. le professeur Józef Łaptos, de l'Université Pédagogique de Cracovie, et M. le professeur Didier Musiedlak, de l'Université de Paris-Nanterre, qui étaient prérapporteurs de ma thèse, tout comme Mme le professeur Janine Ponty, la plus grande spécialiste de l'histoire des Polonais en France, décédée en 2017, qui fut membre du jury de soutenance et une relectrice attentive de ma thèse. Grâce à leurs conseils et à leurs remarques bienveillantes, le travail de remaniement de cette thèse de doctorat à des fins de publication a été considérablement facilité. Je remercie M. le professeur Krzysztof Zamorski, président du jury de soutenance, qui m'a encouragé dans toutes les démarches consécutives à la soutenance de ma thèse, tout en affrontant une situation délicate après le décès prématuré du professeur Rojek.

Les recherches systématiques dans les archives et les bibliothèques de trois pays exigent certains moyens financiers; je remercie par conséquent tous ceux qui ont contribué à les financer avec moi, aux diverses étapes de ce processus, et sans qui ce livre n'aurait certainement pas abouti. L'ambassade de France à Varsovie m'a attribué la bourse du gouvernement français pour effectuer mes recherches en France pendant dix mois. La Société historique et littéraire polonaise à Paris a financé, dans le cadre des bourses du fonds Jean et Suzanne Brzękowski, mes deux séjours d'un mois à Paris. La bourse du fonds Florentyna Kogutowska, attribuée par M. le recteur de l'université Jagellonne pour un séjour d'un mois à l'étranger, a quant à elle rendu possibles mes recherches à Londres. Mes trois séjours scientifiques hors de la Pologne ont été financés par la faculté d'Histoire de l'université Jagellonne, dans le cadre des concours pour le soutien aux jeunes chercheurs. Un soutien financier non négligeable m'a également été

attribué à deux reprises par la Société des doctorants de l'université Jagellonne (Towarzystwo Doktorantów UJ), par la voie des concours pour l'aide financière organisés par cette société.

Je remercie M. Maciej Morawski, fils du dernier ambassadeur à Paris du gouvernement polonais en exil, qui a bien voulu accepter de me confier ses souvenirs et ses observations, contribuant ainsi à l'enrichissement de ce travail.

Parmi tous les membres du personnel des institutions où j'ai conduit mes recherches, je voudrais remercier particulièrement Mme Ewa Rutkowska, responsable des manuscrits à la Bibliothèque polonaise de Paris, et M. le docteur Witold Zahorski, secrétaire de la Société historique et littéraire polonaise.

Mes remerciements vont à mes parents, Jadwiga et Tomasz, qui m'ont fortement encouragé pendant toute la période de la préparation de ma thèse de doctorat. Je remercie ma compagne Karolina de son soutien pendant le temps du remaniement de la thèse en vue de la présente publication.

10

Enfin, je remercie mes enfants Zofia et Jerzy qui ont patiemment subi les années de mon travail, d'abord sur la thèse de doctorat et ensuite sur ce livre, et qui ont fait preuve d'une grande indulgence pendant tout le temps nécessaire pour les mener à bien. Étant nés pendant la préparation de ma thèse, ils ne connaissaient jusqu'à présent pas d'autre temps.

NOTE DE L'AUTEUR

Ce livre étant rédigé en français, il a souvent bien évidemment fallu décider soit de l'emploi des expressions en langue polonaise, soit de leur traduction. Nous avons fait le choix de traduire les phrases issues des sources examinées, en n'y adjoignant les expressions originales que dans les cas où cela semblait indispensable.

Nous avons décidé d'écrire les patronymes et les prénoms des Polonais dans leurs versions originales, si c'était là l'usage voulu par les intéressés. Ainsi, dans ce travail sont par exemple mentionnés le recteur Franciszek Cegiełka ou les ambassadeurs Kajetan Morawski et Stanisław Skrzyszewski. Certaines personnalités se servaient de la forme française de leur prénom ou utilisaient les deux formes – polonaise et française – en fonction de la situation. Nous avons pris la décision de n'utiliser les formes françaises que dans le cas de Français d'origine polonaise qui en faisaient l'usage eux-mêmes, comme André Poniatowski ou François Pułaski (Pułaski).

Les signes diacritiques des patronymes et toponymes polonais sont conservés – Wrocław et Gdańsk, par exemple. En revanche, nous avons préféré utiliser les versions françaises des toponymes ayant une traduction usuelle – comme Varsovie et Cracovie (respectivement Warszawa et Kraków en polonais).

Concernant les sigles utilisés dans ce livre pour désigner les organisations polonaises les plus importantes en France, nous avons choisi leur version française, puisque des traductions usuelles et souvent même officielles ont déjà cours. Il s'agit surtout des principales organisations centrales des associations d'immigrés polonais en France de l'époque. C'est pourquoi la Centralny Związek Polaków we Francji (l'Union centrale des Polonais en France) est devenue l'UCPF, le Polski Komitet Wyzwolenia Narodowego we Francji (le Comité polonais de libération nationale en France), devenu par la suite le Rada Narodowa Polaków we Francji (le Conseil national des Polonais de France), s'est mué en CPLN, puis en CNPF, et la Polskie Zjednoczenie Katolickie (l'Union des associations catholiques polonaises) est mentionnée par le sigle UACP.

La majorité des noms des associations polonaises dont il est question dans ce livre sont cependant abrégés selon les sigles polonais dans les cas où une version française du sigle n'était pas d'usage – l'Organizacja Pomocy Ojczyźnie (l'Organisation d'aide à la patrie), par exemple, est mentionnée par le sigle OPO et la Federacja Emigrantów i Robotników Polskich (la Fédération des

ouvriers et émigrés polonais en France) par le sigle FREP. D'autres associations ou institutions polonaises ne sont évoquées que dans leurs formes complètes françaises, sauf lors de la première citation qui en est faite dans cet ouvrage, où leur nom polonais est mentionné entre parenthèses.

12 Les ministères des différents gouvernements auxquels il est fait allusion dans le livre sont d'habitude mentionnés sans qu'il soit précisé de quel gouvernement il s'agit. Dans l'hypothèse où l'appellation d'un ministère particulier serait identique pour plusieurs gouvernements ou dans le cas où la situation pourrait prêter à confusion, une précision sera apportée. Pour le portefeuille de l'Enseignement, par exemple, le gouvernement français comptait dans sa structure le ministère de l'Éducation nationale, le gouvernement polonais de Varsovie avait son ministère de l'Instruction (Ministerstwo Oświaty) et le gouvernement polonais en exil à Londres son ministère de l'Instruction publique et des Cultes (Ministerstwo Wyznań Religijnych i Oświecenia Publicznego). Ainsi, il n'est pas nécessaire d'apporter des précisions supplémentaires, sauf dans le cas de la première occurrence. De même, le gouvernement français comptait un ministère du Travail et les gouvernements polonais en concurrence avaient leurs ministères du Travail et de la Protection sociale (Ministerstwo Pracy i Opieki Społecznej), c'est pourquoi il n'a pas semblé nécessaire d'explicitier l'expression « ministre du Travail » ; mais il fallait préciser à quel gouvernement se réfère l'appellation « ministère du Travail et de la Protection sociale ». C'est aussi le cas des ministères de l'Intérieur (en polonais : Ministerstwo Spraw Wewnętrznych), car les trois gouvernements comptaient dans leurs institutions des portefeuilles nommés de cette façon.

Dans le cas particulier des ministères des Affaires étrangères des deux pays, nous avons pris la décision d'utiliser le sigle MAE pour le portefeuille français et le sigle polonais MSZ (Ministerstwo Spraw Zagranicznych) pour ceux des gouvernements polonais en concurrence. Ce sont les seuls ministères dont les noms sont abrégés dans ce livre.

TROISIÈME PARTIE

**L'évolution de la perception
du « maintien de la polonité » :
des aléas de l'entre-deux-guerres
à la fin des années 1940**

LA VIE ASSOCIATIVE DES IMMIGRÉS POLONAIS EN FRANCE

L'essor et la multiplication des associations polonaises en France, et ce dès l'entre-deux-guerres, sont caractéristiques de la communauté polonaise. C'est une donnée bien connue des historiens de l'immigration. La vie associative, tout comme le phénomène des moniteurs et des aumôniers polonais, est d'ordinaire présentée comme un obstacle important à l'intégration des immigrés d'origine polonaise à la société française et aux demandes de naturalisation au sein de cette communauté.

La création et le développement de nombreuses associations polonaises en France avaient pour but de maintenir le lien des immigrés avec leur patrie, une certaine communauté morale, mais aussi de freiner l'intégration de la communauté polonaise à la société française – aussi bien les ressortissants polonais que les naturalisés d'origine polonaise. D'après le sociologue et politologue américain Lubomyr Wynar, les « organisations ethniques » se distinguent par des traits suivants :

- elles sont créées par des individus qui se sentent membres du groupe ethnique ;
- elles mènent une activité ayant pour but de satisfaire les besoins essentiels du groupe auquel ses membres appartiennent ;
- elles se considèrent comme éléments à part entière du groupe ethnique¹.

Wynar distingue 14 types d'organisations ethniques, suivant leur champ d'intérêt² :

1. religieuses
2. d'entraide
3. d'aide sociale et philanthropiques
4. politiques et idéologiques
5. professionnelles
6. sociales, de loisirs et sportives
7. scientifiques

1 Grzegorz Babiński, *Więź etniczna a procesy asymilacji. Przemiany organizacji etnicznych. Zagadnienia teoretyczne i metodologiczne* [Le Lien ethnique. Les transformations des organisations ethniques. Questions théoriques et méthodologiques], Warszawa/Kraków, PWN, 1986, p. 49.

2 *Ibid.*, p. 50, 74-75.

8. de jeunesse
9. féminines
10. d'anciens combattants
11. culturelles
12. éducatives
13. financières
14. musées et bibliothèques

Naturellement, cette typologie n'est pas la seule possible, d'autant plus qu'elle a été créée dans le contexte américain, où le statut social et juridique des groupes ethniques immigrés était bien différent de celui qui avait cours en France. Cependant, il semble que l'application de la typologie de Wynar dans l'analyse de la vie associative des immigrés polonais en France peut s'avérer pertinente, à condition que l'on omette certains types pour le cas qui nous intéresse.

294

Un autre sociologue américain, Arnold M. Rose, partagea les organisations bénévoles entre organisations instrumentales et expressives. Les organisations instrumentales ont des buts bien définis et influencent pour que ces buts soient atteints. Les organisations expressives ont quant à elles pour seul but de rassembler des gens qui veulent échanger leurs idées et opinions ou tout simplement passer du temps ensemble. Cette distinction est d'ordre typologique et non catégorielle, dans la mesure où certaines associations peuvent remplir simultanément les deux fonctions³. En croisant la typologie de Rose avec celle distinguant entre les organisations intérieures (orientées vers un changement au sein de l'organisation) et extérieures (orientés vers un changement au-delà de l'organisation), nous obtenons la typologie proposée par le chercheur polonais Grzegorz Babiński⁴:

- organisations ethniques extérieures et institutionnelles;
- organisations ethniques intérieures et institutionnelles;
- organisations ethniques extérieures et expressives;
- organisations ethniques intérieures et expressives.

Nous partageons le point de vue de Grzegorz Babiński selon lequel une association ne rassemblant que des réfugiés politiques (ou des personnes qui se conçoivent, elles-mêmes, comme telles) ne constitue pas des organisations ethniques mais une organisation des réfugiés⁵. Cela ne signifie pas que des organisations ethniques ne peuvent pas se charger des questions purement

3 *Ibid.*, p. 75.

4 *Ibid.*, p. 80.

5 *Ibid.*, p. 79.

politiques ou se concentrer exclusivement sur ce genre de questions (le type 4 de la typologie de Wynar).

Ce chapitre a pour but d'étudier la question de la vie associative des immigrés polonais en France dans l'immédiat après-guerre, en se concentrant sur la participation des immigrés à la vie associative de la communauté polonaise en France.

LA NAISSANCE ET LE DÉVELOPPEMENT DE LA VIE ASSOCIATIVE DES IMMIGRÉS POLONAIS DANS L'ENTRE-DEUX-GUERRES

Dans l'entre-deux-guerres, quand la communauté polonaise en France constituait un « groupe primitif⁶ », d'après la catégorisation du sociologue américain Emerich Francis, modifiée par Grzegorz Babiński, le lien supralocal unissant les immigrés contribuait à l'essor des associations polonaises. Des leaders locaux firent leur apparition. Les premières associations polonaises en France furent créées par des Westphaliens, empreints de la culture de coopération, du sens de solidarité et de l'expérience de la vie associative polonaise telle qu'elle existait en Westphalie ou en Rhénanie. Autre héritage de la vie associative des Polonais en Allemagne : la défense de la conscience nationale comme un but important de toutes les initiatives associatives. Ces associations, à caractère confessionnel catholique pour la plupart – mais pas exclusivement, car c'étaient fréquemment aussi des Westphaliens qui avaient initié l'activité des associations polonaises de gauche⁷ –, furent souvent même littéralement transplantées d'Allemagne en France. Par ailleurs, au sein de la communauté polonaise, tant avant qu'après les hostilités, la distinction entre des associations laïques et religieuses n'était pas évidente comme elle pouvait l'être dans le cas de la vie associative des Français⁸. Bien des associations religieuses entraient dans les sphères de la vie laïque, tout comme celles laïques combinaient leur activité quotidienne avec des éléments de la religion catholique, conçus souvent comme des éléments de la tradition nationale polonaise.

Pendant tout l'entre-deux-guerres, la plupart des premiers leaders locaux de la communauté polonaise en France se recrutaient parmi ce groupe de Westphaliens. Leur influence était d'autant plus importante qu'ils appartenaient

6 Cette étape se caractérise par la création du lien et de la conscience supralocaux unissant les immigrés d'une même origine qui toutefois ne sont pas encore distincts de ceux du pays d'origine. Voir : *ibid.*, p. 14.

7 Janine Ponty, *Polonais méconnus. Histoire des travailleurs immigrés en France dans l'entre-deux-guerres*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2^e éd., 1990, p. 179-180.

8 Roman Dzwonkowski, « Przywódca grupa społeczna w historii polskiej emigracji zarobkowej we Francji, 1920-1980 » [La question du commandement social dans l'histoire de l'émigration polonaise en France, 1920-1980], *Studia Polonijne*, n° 5, 1983, p. 65.

à la classe ouvrière, de sorte qu'ils étaient conçus comme faisant partie de la population, davantage que les prêtres ou les moniteurs polonais⁹.

C'était le cas des deux principaux journaux polonais d'avant-guerre, *Narodowiec* et *Wiarus Polski* (Le Vaillant Combattant polonais). *Wiarus Polski* fut créé en 1890 à Bochum et commença à paraître à Lille en 1924. Le quotidien avait paru légalement sous le régime de Vichy, même après l'entrée des troupes allemandes dans le Sud de la France. En 1944, les autorités françaises interdirent le journal, dont la rédaction ferma. *Narodowiec* fut quant à lui fondé en 1909 à Herne et devint quotidien en 1913. Dès 1924 il eut son édition française – le quotidien était simultanément imprimé en Allemagne jusqu'en 1939 sous le titre *Naród* [La Nation]¹⁰. Contrairement à *Wiarus Polski*, la publication de *Narodowiec* fut interrompue dès l'Occupation.

296

Les associations relevant du « groupe primitif » des Polonais de France dans les années de l'entre-deux-guerres étaient pour la plupart des organisations « intérieures », selon la typologie de Babiński. La lutte active pour des intérêts du groupe au sein de la société d'accueil était encore rare¹¹. La vie associative des Polonais en France prit son essor dans les années 1930.

Si rôle des initiatives spontanées des premiers leaders locaux fut important, on ne peut pas négliger l'influence des éléments qui ne faisaient pas partie de la masse des immigrés, notamment des prêtres polonais (surtout dans les années 1920, quand la plupart des associations faisaient ensuite partie de l'Union des associations catholiques polonaises en France) et des autorités consulaires polonaises en France (notamment dans la seconde moitié des années 1930). Dans le cas des initiatives consulaires, c'était notamment Stanisław Kara, consul général à Lille entre 1932 et 1934, puis à Paris entre 1934 et 1938, qui agissait dans le sens de la « politique de consolidation » par la voie du Conseil d'entente des Unions polonaises en France (Rada Porozumiewawcza Związków Polskich we Francji) regroupant neuf associations polonaises en France. Cette fédération ne survécut pas à la fin de mission du consul Kara en France. En revanche, son idée de créer des comités des associations locales (*komitety towarzystw miejscowych*, KTM), formés dès 1934 et dont la tâche était de rassembler

9 Id., « Geneza i rola przywódczej grupy społecznej w historii polskiej emigracji zarobkowej we Francji, 1920-1945 » [« La genèse et le rôle du groupe social meneur dans l'histoire de l'émigration économique polonaise en France, 1920-1945 »], *Przegląd Polonijny*, n°3, 1979, p. 75.

10 Janine Ponty, *Polonais méconnus*, op. cit., p. 170-171. Voir plus de détails dans : Andrzej Paczkowski, *Prasa i społeczność polska we Francji, w latach 1920-1940* [La Presse et la population polonaise en France, 1920-1940], Wrocław/Warszawa/Kraków, Ossolineum, coll. « Biblioteka Polonijna/Komitet Badania Polonii PAN » [Bibliothèque sur les Polonais de l'étranger/Comité des recherches sur les Polonais de l'étranger de l'Académie polonaise des sciences], 1979, p. 76-80, 96, 104-115.

11 Grzegorz Babiński, *Więź etniczna a procesy asymilacji*, op. cit., p. 16.

toutes les associations polonaises à l'échelle locale de chaque colonie (ou de plusieurs communes voisines) fut reprise dans de nouvelles modalités après la seconde guerre mondiale¹². Tant avant la guerre qu'après les hostilités, les KTM n'avaient pas réussi à centraliser toute la vie associative polonaise en France. Cependant, au lendemain de la Libération, ils réussirent à gagner du terrain. Au mois de décembre 1938, l'Union des Polonais de France (*Związek Polaków we Francji*) fut créée, sur la base du Conseil d'entente. À la veille de la seconde guerre mondiale l'immigration polonaise en France restait très divisée sur le plan idéologique et politique, et l'Union des Polonais était vue comme l'instrument inspiré par le gouvernement polonais de la *sanacja*¹³.

Tadeusz Parczewski, qui était à l'époque lui-même militant anticommuniste, établit même, dans une étude sur les organisations politiques et sociales des immigrés polonais en France, la distinction entre les associations des anciens immigrés, celles créées par les Westphaliens et celles formées à l'initiative de l'ambassade de Pologne à Paris et des autorités consulaires polonaises¹⁴. Cette distinction qui est, certes, insuffisante n'était pas loin des réalités de l'entre-deux-guerres.

En 1936, 65 000 Polonais adhéraient à au moins une association en France, ce qui les plaçait au premier rang parmi toutes les nationalités étrangères dans le pays¹⁵.

D'après les données fournies pendant la seconde guerre mondiale par le Comité exécutif des émigrés polonais de France en Grande-Bretagne, à la veille des hostilités, l'Union des Polonais de France avait rassemblé environ 120 000 membres dans 27 associations et 2 300 sections locales¹⁶ – mais il faut prendre en compte le fait que beaucoup de militants associatifs adhéraient à plusieurs organisations.

12 Janine Ponty, *Polonais méconnus*, *op. cit.*, p. 331.

13 Janusz Albin, « La communauté polonaise en France et l'État polonais entre 1920 et 1939 », dans Edmond Gogolewski (dir.), *La Protection des Polonais en France. Problèmes d'intégration et d'assimilation*, Villeneuve-d'Ascq, conseil scientifique de l'université Charles-de-Gaulle (Lille 3), 1999, p. 54.

14 BPP, fonds T. Parczewski, art. prov. 1/II, Tadeusz Parczewski, *Émigration polonaise en France*, deuxième partie « *Organisations sociales* », s.l., 1954, p. 2-3.

15 Estimations de Ralph Schor citées dans : Yves Frey, *Polonais d'Alsace. Pratiques patronales et mineurs polonais dans le bassin potassique de Haute-Alsace (1918-1948)*, Besançon, Presses universitaires franc-comtoises, 2003, p. 220-221.

16 PISM, A.17/4, projet de la mobilisation des immigrés polonais en France, élaboré par le Comité des émigrés polonais de France, les 27 octobre et 7 novembre 1943, fol. 85. D'après les chiffres fournis par le ministère polonais de la Défense nationale (en septembre 1944), les associations membres de l'Union des Polonais de France comptaient à la veille des hostilités « plus de 100 000 » membres (BPP, vers. 4042, instruction du ministère de la Défense nationale sur le service de la protection et de la propagande en France, Londres, le 24 septembre 1944, p. 7).

Les Juifs polonais disposaient de leur propre réseau associatif, indépendant de celui des Polonais de culture catholique. Pendant l'entre-deux-guerres, leur réinsertion sociale au sein de la société française se fit surtout par leur activité au sein de la Fédération des sociétés juives de France. De nombreux immigrés entrèrent aussi au sein de *Landsgemeinschaften*, c'est-à-dire d'associations regroupant des personnes originaires de la même ville, comme Mińsk, Lublin, Kraśnik, Varsovie, etc.¹⁷.

Pendant les hostilités, la vie associative des immigrés polonais avait été autorisée dans la zone non occupée, jusqu'à l'entrée des troupes allemandes en novembre 1942. L'activité des principales organisations polonaises était interdite en zone occupée, avec toutefois une certaine tolérance envers les associations locales à caractère religieux, animées en général par des Westphaliens. En revanche, toutes les manifestations de la vie associative des Polonais étaient interdites dans les départements orientaux annexés de fait au Reich.

298

L'ACTIVITÉ DES ASSOCIATIONS FIDÈLES AU GOUVERNEMENT POLONAIS EN EXIL ET RASSEMBLÉES DANS L'UNION CENTRALE DES POLONAIS EN FRANCE (UCPF)

Dès la Libération, la vie associative de l'immigration polonaise reprit son cours. Après des transformations initiales des structures associatives sorties de la clandestinité, entre 1945 et 1949, la majorité des organisations polonaises en France se trouvaient sous la dépendance d'une de trois fédérations d'associations polonaises à l'échelle nationale :

- l'Union centrale des Polonais en France, fidèle au gouvernement polonais en exil ;
- l'Union des associations catholiques polonaises en France (UACP), d'obédience catholique, proche de la Mission catholique polonaise en France et, depuis 1947, de la ligne politique de Stanisław Mikołajczyk (c'est-à-dire indépendante des deux gouvernements polonais en concurrence) ;
- le Comité polonais de libération nationale en France (CPLN), transformé en juillet 1945 en Conseil national des Polonais de France (CNPF), fidèle au gouvernement polonais de Varsovie et dominé par les communistes.

Dans un ouvrage précieux pour les historiens, Leon Turajczyk étudia soigneusement l'activité de ces trois fédérations et leurs relations réciproques¹⁸.

17 Nancy L. Green, « Les Juifs étrangers à Paris », dans André Kaspi et Antoine Marès (dir.), *Le Paris des étrangers depuis un siècle*, Paris, Imprimerie nationale, 1989, p. 116.

18 Leon Turajczyk, *Spoleczno-polityczne organizacje polskie we Francji, 1944-1948* [Les Associations sociales et politiques polonaises en France, 1944-1948], Warszawa, Książka i Wiedza, 1978.

En revanche, il ne se concentra que sur la vie des associations et son attitude était par ailleurs teintée de partialité (bienveillante envers le CPLN/CNPF), ce qui est dû à l'époque à laquelle son ouvrage fut publié en Pologne.

Dès la Libération, l'activité des militants associatifs polonais fidèles au gouvernement de Londres fut poursuivie sous l'autorité du Comité central de lutte (CKW), créé dans la clandestinité pendant les hostilités et qui était sorti à la lumière du jour en septembre 1944. Le rôle de l'Union des Polonais de France d'avant-guerre n'était que secondaire. Le CKW restait dominé par les socialistes, tandis qu'au sein de l'Union des Polonais prédominaient les militants catholiques, en général moins politisés. L'Union n'était presque pas active, tandis que le Comité central de lutte développa ses structures sur le terrain. Le 9 septembre 1944, le CKW annonça la publication de son *Manifeste de l'émigration*, rédigé sur la base du « Programme de la Pologne populaire », et imprimé clandestinement dans la Pologne occupée par les Allemands par le PPS-Liberté-Égalité-Indépendance (PPS-Wolność-Równość-Niepodległość, PPS-WRN).

Les responsables du gouvernement polonais en France suggérèrent à Aleksander Kawałkowski de dissoudre les structures de la POWN, organisation principale de la Résistance polonaise en France fidèle aux autorités en exil, et de mettre en place, le plus vite possible, une organisation ayant des « activités normales¹⁹ », une fédération réunissant des organisations fidèles au gouvernement polonais de Londres, qui continuerait la tâche de l'Union des Polonais de France d'avant-guerre et qui inclurait les structures du Comité central de lutte. C'est pourquoi la conférence nationale, conçue comme l'assemblée constituante de la nouvelle Union centrale des Polonais en France (UCPF) et convoquée enfin les 27 et 28 mai 1945 à Paris, portait définitivement le nom d'« assemblée nationale de l'émigration polonaise en France », et non d'« assemblée de l'Union des Polonais ». Le retard dans l'organisation de cet événement était dû aux tensions internes au sein des militants fidèles au gouvernement polonais de Londres, notamment celles entre les socialistes du CKW et les militants catholiques de l'Union des Polonais d'un côté, et entre les socialistes et l'Union des associations catholiques de l'autre²⁰.

L'UCPF, constituée lors de l'assemblée nationale de l'émigration polonaise en France, avait été créée par l'accord passé entre l'Union des Polonais de France

19 BPP, BPP 1169, lettre : Władysław Banaczyk, ministre de l'Intérieur, à A. Kawałkowski, délégué pour la France, la Belgique et les Pays-Bas du gouvernement polonais, Londres, le 22 septembre 1944, fol. 15.

20 PISM, A.17/4, lettre : Stefan Moszczyński, vice-président de l'Union des Polonais de France, au CKW, Paris, le 6 avril 1945, fol. 149. Voir aussi Leon Turajczyk, *Spoleczno-polityczne organizacje polskie we Francji*, op. cit., p. 246.

et le Comité central de lutte, qui cessèrent ainsi leurs activités. Les associations qui faisaient partie de ces deux fédérations d'associations étaient dorénavant des organisations membres de l'UCPF, dont le siège social était situé à Paris. En dehors de l'Union restaient toutes les associations polonaises faisant partie du Comité polonais de libération nationale en France et de l'Union des associations catholiques. Au mois de juillet 1945, la déclaration idéologique de l'UCPF fut votée, dont les deux points majeurs étaient la loyauté envers le président de Pologne en exil et la condamnation du gouvernement provisoire d'unité nationale à Varsovie²¹.

300

Les dirigeants de l'UCPF considéraient toutes les associations qui faisaient partie avant la guerre des fédérations d'associations polonaises (surtout de leur dernière incarnation, l'Union des Polonais de France) comme des associations membres de l'UCPF, sauf avis contraire des intéressés – ce qui fragilise les propos mettant en avant l'importance de l'UCPF. Ce point de vue résultait du fait que les responsables de l'Union centrale la concevaient comme la représentation de toute l'immigration polonaise en France reconnaissant les autorités polonaises « légales », c'est-à-dire le gouvernement polonais en exil à Londres. C'est pourquoi certaines organisations décidèrent de collaborer avec l'UCPF après avoir été déjà déclarées par l'Union comme un de ses membres. Parfois, comme dans le cas de l'Union des commerçants et artisans polonais en France, des associations longtemps conçues par l'UCPF comme faisant partie de ses membres ne se reconnaissaient pas comme telles. L'Union des commerçants et artisans polonais prit la décision de ne pas intégrer une des trois fédérations d'associations d'immigrés polonais en France, mais ses dirigeants reconnurent le gouvernement provisoire d'unité nationale de Varsovie. L'UCPF la présentant comme faisant partie de ses membres, elle était par conséquent la seule association de l'Union à reconnaître les autorités varsoviennes! Cette politique n'était que pure fiction. Mais bien entendu, l'écrasante majorité des organisations considérées par le comité directeur de l'UCPF comme ses membres étaient effectivement liées étroitement à cette fédération.

L'activité de l'UCPF fut autorisée par la France au mois de septembre 1945²². Son premier président fut Wawrzyniec Baran, chef du Parti socialiste polonais en France et ancien président du Comité central de lutte, arrivé dans l'Hexagone en 1924. La fonction de secrétaire général était assurée par Piotr Kalinowski, arrivé en France en 1922, ancien secrétaire général de l'Union des Polonais de

21 BPP, BPP 1172, rapport sur l'activité du comité directeur de l'UCPF entre le 1^{er} juin et le 31 décembre 1945, fol. 22 (ce document se trouve aussi dans : BPP, vers. 4088, fiches non paginées).

22 BPP, vers. 4088, circulaire : comité directeur de l'UCPF aux comités des associations locales, Paris, le 8 octobre 1945, p. 1.

France d'avant-guerre, à ce titre rémunéré par le consulat général de Pologne à Lille, ensuite adjoint du chef suprême de la POWN dans la Résistance polonaise. Il était perçu comme l'intermédiaire privilégié entre les socialistes et les milieux ecclésiastiques polonais²³. Le caractère anticommuniste, « radical-social, vraiment démocratique et résolument indépendant²⁴ » de l'UCPF fut inscrit dans son rapport d'activité pour la seconde moitié de 1945. À la fin de 1945, l'Union disposait effectivement de 15 comités régionaux et 186 comités des associations locaux (KTM) dans des colonies polonaises qui constituaient les structures de l'Union proprement dite, même si les chiffres fournis par les statistiques officielles étaient d'ordinaire plus élevés (on apportait les données pour l'Union des Polonais de France d'avant-guerre) : 18 comités régionaux et 234 KTM. À la fin de 1946, l'UCPF disposait de 17 comités régionaux et 228 KTM²⁵. En outre, certaines associations disposant de leurs propres structures verticales faisaient partie de l'UCPF, en y étant affiliées et en profitant de ses subventions. En revanche, les personnes physiques ne pouvaient pas être membres de l'UCPF mais seulement d'une ou de plusieurs de ses associations membres.

Au mois de janvier de 1947, Wawrzyniec Baran, accusé de fraudes financières, quitta ses fonctions dans les postes clés qu'il occupait dans la vie associative des immigrés polonais et fut remplacé à la tête de l'Union par Aleksander Skrodzki. Socialiste comme Baran, arrivé en France en 1923, Skrodzki était trésorier de l'UCPF entre 1945 et 1947. Avant les hostilités, il avait été secrétaire de la Main-d'œuvre étrangère du syndicat des mineurs du Pas-de-Calais, au sein de la CGT²⁶.

La force de l'Union dans des colonies polonaises résultait avant tout de l'appartenance formelle des KTM à cette fédération, leur rôle augmentant par rapport à l'entre-deux-guerres. Ces KTM rassemblaient cependant le plus

23 BPP, vers. 4088, circulaire : comité directeur de l'UCPF aux comités régionaux UCPF, Paris, le 8 juillet 1945, p. 1 ; BPP, BPP 1169, certificat concernant Piotr Kalinowski, attesté par A. Kawałkowski, ministre plénipotentiaire de Pologne, Paris, le 1^{er} juillet 1959.

24 BPP, BPP 1172, rapport sur l'activité du comité directeur de l'UCPF, entre le 1^{er} juin et le 31 décembre 1945, fol. 22 ; trad. Pawel Sekowski (ce document se trouve aussi dans : BPP, vers. 4088, fiches non paginées).

25 PISM, A.17/25, rapport sur l'activité de l'UCPF dans les années 1945-1948, [Paris, 1948], fol. 264 ; BPP, BPP 1172, rapport sur l'activité du comité directeur de l'UCPF entre le 1^{er} juin et le 31 décembre 1945, fol. 23 (ce document se trouve aussi dans : BPP, vers. 4088, fiches non paginées). Voir aussi « Działalność CZP w 1946 r. » [L'activité de l'UCPF en 1946], *Biuletyn Informacyjny Centralnego Związku Polaków we Francji*, n° 4, 1^{er} avril 1947, p. 3.

26 BPP, vers. 4090, lettre : W. Baran, président de l'UCPF, aux membres de la présidence de l'UCPF, [s.l.], le 22 janvier 1947 ; « Kronika terenowa: Francja », *Polonia Zagraniczna*, n° 34, 15 février 1947 ; BPP, vers. 4088, note de renseignement sur le comité de rédaction du *Courrier polonais*, à autoriser par le service d'information de Radio France, [Paris], décembre 1946.

souvent tant des associations de l'UCPF que des organisations catholiques faisant partie de l'UACP et des associations non affiliées, parfois même quelques sections des associations issues du CNPF. Il n'était pas rare que l'autorité de l'Union centrale sur certains KTM fût tout à fait négligeable.

L'UCPF était néanmoins reconnue par le gouvernement polonais à Londres comme la fédération représentant l'ensemble des immigrés polonais en France, notamment ceux issus de l'ancienne immigration, qui restaient fidèles aux autorités polonaises en exil. L'Union centrale aidait les immigrés dans leurs démarches administratives en vue de l'obtention d'un « certificat de nationalité » polonaise ou d'autres documents (actes de naissance, de mariage et de décès, certificats de coutume, etc.) indispensables aux immigrés qui ne voulaient pas effectuer ces démarches auprès des consulats de la Pologne populaire. Selon l'indication de l'UCPF, les intéressés devaient écrire dans la rubrique « Observations » du formulaire de demande de document : « Je soussigné(e) [...], de nationalité polonaise, déclare expressément que je ne désire pas m'adresser aux autorités consulaires polonaises en vue de l'obtention du document dont j'ai besoin²⁷ ».

302

D'après le rapport d'activité de l'Union pour la seconde moitié de 1945, les associations de jeunesse, les associations féminines et les associations d'anciens combattants étaient les plus actives. Selon le document, 8 193 jeunes Polonais faisaient partie d'associations membres de l'UCPF répartis dans le Nord-Pas-de-Calais (la grande majorité), à Metz, à Montceau-les-Mines, à Saint-Étienne, à Moulins et à Toulouse. L'activité des associations à caractère strictement politique était moindre, et les associations regroupant l'intelligentsia polonaise résidant dans les grandes villes étaient très faibles²⁸. Parmi les organisations de jeunesse, l'Union centrale rassemblait aussi l'Union des éclaireurs polonais en France (Związek Harcerstwa Polskiego we Francji, ZHP), créée en 1936 et dont l'importance était primordiale, accompagnée par l'Association des amis des éclaireurs polonais en France (Związek Kół Przyjaciół Harcerstwa Polskiego we Francji), présidée en novembre 1944 par Walerian Budzyński, de Marles-les-Mines (Pas-de-Calais), et en 1948 par M. Kozal de Harnes (Pas-de-Calais), dont l'activité à l'époque était quasi nulle²⁹. En 1948, la présidente de

27 BPP, fonds M. Biesiekierski, art. prov. 4/l, instruction : présidence de l'UCPF aux comités régionaux de l'UCPF, [Paris], le 17 janvier 1946.

28 BPP, BPP 1172, rapport sur l'activité du comité directeur de l'UCPF entre le 1^{er} juin et 31 décembre 1945, fol. 24, 30 (ce document se trouve aussi dans : BPP, vers. 4088, fiches non paginées).

29 Walerian Budzyński, « Związek Kół Przyjaciół Harcerzy do Kół Przyjaciół Harcerswa Polskiego we Francji » [L'Association des amis des éclaireurs aux cercles locaux des Amis des éclaireurs polonais en France], *Sztandar*, n° 20, novembre 1944, p. 4 ; BPP, vers. 4090, liste des organisations groupées dans l'UCPF, pour les besoins du préfet de police de Paris, [Paris], le 30 juin 1948.

la ZHP, Maria Zdziarska-Zaleska, décida de quitter l'UCPF, s'attachant au bloc catholique pour entrer en 1949 au sein du Congrès de la Polonia de France. Dès les premiers mois de 1948, le nouveau règlement intérieur des éclaireurs confirmait en effet que le but de l'association était le travail avec la jeunesse polonaise « dans l'esprit polonais et catholique³⁰ ». Au mois de mars 1949, la ZHP en France comptait environ 5 000 adhérents et adhérentes³¹.

L'autre organisation rassemblant la jeunesse polonaise était l'Union des sociétés de gymnastique « Sokols polonais en France » (*Związek Towarzystw Gimnastycznych « Sokół »*), à caractère sportif, créée en 1926 à Lens et dirigée après la guerre par Franciszek Grzona de Lens, ensuite par Walenty Porzucek de Liévin (Pas-de-Calais). La structure des « Sokols » en France s'étendait aussi en Belgique et aux Pays-Bas. Selon les données apportées par Leon Turajczyk, en 1946 les « Sokols » français comptaient plus de 8 000 membres. Même si leur activité en France était visible, les « Sokols » français comptaient deux fois moins d'adhérents en 1948 qu'à la veille des hostilités. La Société gymnastique et sportive « Strzelec » [Tireur] (*Towarzystwo Gimnastyczno-Sportowe « Strzelec »*), dont le siège social était à Lens, était une organisation paramilitaire pour la jeunesse, dirigée par Stefan Moszczyński. Contrairement aux « Sokols », la Société « Strzelec » n'avait, au lendemain de la Libération, presque aucune activité. Mentionnons aussi la Fédération des sociétés de tir (*Związek Bractw Kurkowych*), créée avant la guerre à Auchy-les-Mines (Pas-de-Calais). En 1947, l'organisation était présidée par Józef Piszto³². En 1949, cette organisation quitta l'UCPF pour intégrer le Congrès de la Polonia de France nouvellement créé.

L'Association polonaise de football en France (*Polski Związek Piłki Nożnej we Francji, PZPN*), dont le siège était à Lens, jouissait d'une grande autonomie

30 « Kronika terenowa: Francja », *Polonia Zagraniczna*, n° 19, juin 1946 ; BPP, vers. 3220, règlement intérieur de la ZHP en France, voté lors de la réunion du comité directeur de la ZHP, le 18 janvier 1948 ; BPP, vers. 4090, liste des organisations groupées dans l'UCPF, pour les besoins du préfet de police de Paris, [Paris], le 30 juin 1948.

31 BPP, vers. 3220, lettre : Jerzy Jankowski à Zdeněk Švrček, Paris, le 12 mars 1949.

32 BPP, vers. 4090, note : présidence de l'UCPF pour l'Union mondiale des Polonais de l'étranger (*Światpol*), [Paris], le 26 juin 1947 ; *ibid.*, liste des organisations groupées dans l'UCPF, pour les besoins du préfet de police de Paris, [Paris], le 30 juin 1948 ; BPP, fonds Z. Lubicz Zaleski, vers. 3883/2, plan du travail du département culture et l'éducation de la PWML entre avril et juillet 1948 et pour la période 1948-1949, Paris, le 5 avril 1948, p. 13 ; BPP, fonds T. Parczewski, art. prov. 1/II, Tadeusz Parczewski, *Émigration polonaise en France*, *op. cit.*, p. 84 ; Bernard Woltmann, « Le sport dans les milieux ouvriers polonais en France après la seconde guerre mondiale », dans Edmond Gogolewski (dir.), *Les Ouvriers polonais en France après la seconde guerre mondiale*, Villeneuve-d'Ascq, université Charles-de-Gaulle (Lille 3) / *Revue du Nord*, 1992, p. 212, 216-217 ; Leon Turajczyk, *Spoleczno-polityczne organizacje polskie we Francji*, *op. cit.*, p. 291. Gabriel Garçon traduit « *Związek Bractw Kurkowych* » par « l'Union des sociétés [confréries] de ball-trap ». Voir : Gabriel Garçon, *Les Catholiques polonais en France. Les années de fondation (1919-1949)*, Lille, Rayonnement culturel polonais, 2004, p. 145 (réf. 174).

au sein de l'UCPF. Existant sous ce nom depuis 1938, elle organisait des compétitions entre des clubs composés d'immigrés. Lors de son assemblée plénière du mois de janvier 1946, la PZPN fédérait 12 clubs de football et un mois plus tard déjà 27 clubs avec quelque 4 000 membres, dont 843 footballeurs actifs. La présidence de l'association fut confiée à Antoni Radoła³³. En 1945, parmi les clubs, 14 équipes du Nord-Pas-de-Calais rivalisaient pour gagner le championnat de la PZPN en France, dans les deux groupes régionaux, de Lens et de Harnes³⁴. La PZPN quitta l'Union centrale en 1947, afin de garder des liens avec la Pologne et pouvoir recevoir des subventions de la part des autorités polonaises de Varsovie, dans le contexte de la crise financière de l'UCPF³⁵. Au mois de septembre 1947, la PZPN reprit l'organisation du championnat régulier, auquel participèrent 24 clubs³⁶. En 1949, plusieurs scissions eurent lieu au sein de la PZPN en France. Une partie des membres de la direction prit la décision d'intégrer le CNPF tandis que d'autres créèrent une nouvelle organisation sous le même nom, opposée à l'intégration à la fédération d'associations polonaises fidèles à Varsovie. Cette nouvelle PZPN était présidée par Stanisław Surma³⁷.

Quant aux organisations féminines, l'Union centrale comptait parmi ses membres l'Union des sociétés féminines polonaises en France (ou l'Union des sociétés des femmes polonaises, *Związek Towarzystw Kobietych*), l'Union pour le travail civil des femmes (*Związek Pracy Obywatelskiej Kobiet*) et l'Association des femmes polonaises diplômées (*Związek Kobiet z Wyższym Wykształceniem*), cette dernière étant élitiste. L'Union des sociétés féminines polonaises en France était active dans le Nord de la France, où elle était implantée depuis 1926. Au milieu de l'année 1946, l'organisation comptait environ 5 000 membres. Sa présidente, Katarzyna Konopczyńska, d'Escaudain (Nord), était aussi membre du Comité central de lutte (CKW), et vice-présidente de l'UCPF. La fête du 20^e anniversaire de l'Union des sociétés féminines, à Dourges (Pas-de-Calais), en septembre de la même année, réunit environ 1 000 Polonaises³⁸.

33 Bernard Woltmann, « Le sport dans les milieux ouvriers polonais en France après la seconde guerre mondiale », art. cit., p. 215 ; « Kronika terenowa: Francja », *Polonia Zagraniczna*, n° 10, 25 février 1946.

34 « Sport », *Sztandar Polski*, n° 27, 1^{er} juillet 1945, p. 2. Il s'agissait des équipes suivantes : la Gwiazda Bully, l'Urbania Lens, le Rapid Lens, le Promień Montigny, le Naprzód Rouvroy, la Diana Liévin, le Naprzód Grenay, la Gwiazda Lens, le Kurier Harnes, l'Iskra Évin, le Ruch Carvin, la Legia Fouquières, la Warta N. [Nœux-les-Mines ?], le Rapid Ostricourt.

35 Bernard Woltmann, « Le sport dans les milieux ouvriers polonais en France après la seconde guerre mondiale », art. cit., p. 215.

36 *Ibid.*

37 *Ibid.*

38 BPP, vers. 4087, lettre : Wawrzyniec Baran, président de l'UCPF, à Józef Kupś, membre de la direction de l'Union des agriculteurs polonais, [Paris], le 16 mai 1946 ; « Kronika terenowa: Francja », *Polonia Zagraniczna*, n° 17, 1^{er} juin 1946 ; « Kronika terenowa: Francja », *Polonia Zagraniczna*, n° 25, 1^{er} octobre 1946.

Lors de la deuxième assemblée plénière de l'Union, tenue à Waziers (Nord), au mois de juin 1947, l'organisation comptait déjà plus de 6 000 adhérentes³⁹. Après les hostilités, l'Union pour le travail civil des femmes, présidée par Jadwiga Ostrowska, ne joua pas un rôle actif parmi les anciens immigrés. En revanche, cette association gérait, dans la première moitié de 1945, un foyer pour des personnes déplacées polonaises venues d'Allemagne (soldats, anciens prisonniers de guerre ou déportés pour des travaux forcés). Ce foyer était situé dans le bâtiment de la Maison polonaise à Paris, jusqu'à ce que celle-ci soit réquisitionnée par les représentants des autorités polonaises de Varsovie⁴⁰.

Les associations d'anciens combattants, rassemblant d'anciens immigrés polonais, étaient regroupées au sein de la Fédération des unions des anciens combattants polonais en France (Federacja Polskich Związków Obrońców Ojczyzny, FPZOO), dirigée par Franciszek Kędzia, mineur de Hénin-Liétard (Pas-de-Calais), vice-président de l'UCPF et président du comité régional Nord de l'UCPF. Créée en 1936, la Fédération était basée à Waziers (Nord). Après la Libération, son siège social fut transféré à Paris, mais son activité resta principalement concentrée dans le Nord de la France⁴¹. Parmi les associations faisant partie de cette Fédération, on trouvait :

- l'Association des réservistes et des anciens combattants polonais (Związek Rezerwistów i byłych Wojskowych we Francji), créée en 1929 et reconstituée dès la Libération, sous la direction de Franciszek Kędzia. En 1945 l'association comptait 162 sections réunies dans 8 districts. Jusqu'en septembre 1946, le nombre de sections diminua à 153 et l'association revendiquait alors 4 000 membres⁴² ;
- l'Union des anciens de la Résistance polonaise en France POWN (Stowarzyszenie byłych Członków POWN), créée au mois de novembre 1945, rassemblant les membres de l'organisation principale de la Résistance polonaise en France. En septembre 1946, l'Union comptait

39 « Zw.[iązek] Towarzystw Polek stale wzrasta » [L'Union des sociétés féminines augmente toujours], *Gazeta Ludowa*, n° 22, 15 juin 1947, p. 5.

40 BPP, vers. 4087, lettre : présidence de l'UCPF à J. Ostrowska, présidente de l'Union pour le travail civil des femmes, [Paris], le 20 août 1946 ; BPP, fonds J. Jakubowski, art. prov. 25, lettre de remerciements : comité directeur de l'Union pour le travail civil des femmes à la direction de la CRP en France, Paris, le 20 juin 1945.

41 BPP, vers. 4087, invitation au 10^e anniversaire de la FPZOO, Waziers, le 31 juillet 1946 ; BPP, vers. 4090, liste des organisations groupées dans l'UCPF, pour les besoins du préfet de police de Paris, [Paris], le 30 juin 1948.

42 Franciszek Kędzia, « Odezwa do był.[ych] Kombatantów Rez.[erwistów] i był.[ych] Wojsk. [owych] » [Appel aux anciens combattants réservistes et anciens militaires], *Sztandar*, n° 13, novembre 1944, p. 4 ; BPP, vers. 4088, Leon Strutyński, secrétaire général de l'Union : rapport sur la reprise d'activité de l'Association des réservistes et des anciens combattants polonais en France, préparé à l'assemblée générale de l'association à Douai, [avant le 26 août 1945], p. 1, 3-4 ; « Kronika terenowa: Francja », *Polonia Zagraniczna*, n° 26, 15 octobre 1946.

- environ 4 000 membres réparties dans 300 sections locales. L'organisation était dirigée par Franciszek Kędzia puis, à partir de 1948, par Czesław Bitner. Aleksander Kawałkowski en devint le président d'honneur⁴³ ;
- l'Union des anciens insurgés de la Grande-Pologne (Związek Powstańców Wielkopolskich), créée en 1932 et présidée au lendemain de la Libération par W. Budzyński. En septembre 1946, elle comptait 8 sections et environ 350 membres⁴⁴ ;
 - l'Union des officiers polonais de réserve (Związek Oficerów Rezerwy), dont le siège social était à Lille, et présidée par Władysław Lach, de La Madeleine (Nord)⁴⁵ ;
 - l'Union des sous-officiers de réserve (Związek Podoficerów Rezerwy), constituée en 1934 et dirigée après la seconde guerre mondiale par Józef Strzemzalski. En septembre 1946, l'association revendiquait environ 200 membres, rassemblés dans 6 sections⁴⁶. Trois ans plus tard elle quitta l'UCPF pour rejoindre le Congrès de la Polonia de France nouvellement créé ;
 - l'Union des légionnaires (Związek Legionistów i Peowiaków), dont le siège social était à Lens, présidée au lendemain de la Libération par Karol Pustelnik d'Haillcourt (Pas-de-Calais). Son activité était presque nulle⁴⁷.

43 BPP, BPP 1168, protocole de la conférence constitutive de l'Union des anciens de la POWN, Paris, le 4 novembre 1945, fol. 50 ; *ibid.*, lettre : A. Kawałkowski, ministre plénipotentiaire de Pologne en France, au colonel Antoni Szymański, chef de la PWML, Paris, le 10 novembre 1945, fol. 49 ; *ibid.*, compte rendu de l'assemblée plénière de l'Union des anciens de la POWN, Lille, le 3 mars 1946, fol. 62 ; PISM, A.17/25, compte-rendu de la 2^e assemblée plénière de l'Union des anciens de la POWN qui se tint le 4 juillet 1948, Lille, le 3 septembre 1948, fol. 252-255.

44 Peut-être s'agit-il de Walerian Budzyński, de Marles-les-Mines, qui était président de l'Union des commerçants et artisans polonais en France et, juste après la Libération, président de l'Association des amis des éclaireurs polonais en France. PISM, A.46/14, mémorandum de la FPZOO, Lille, le 8 février 1947. L'insurrection en Grande-Pologne eut lieu au tournant des années 1918-1919 lorsque les Polonais de cette région se dressèrent contre les Allemands pour assurer l'appartenance de ces territoires à la Pologne reconstituée. Cette insurrection fut un succès.

45 BPP, vers. 4090, note : présidence de l'UCPF pour l'Union mondiale des Polonais de l'étranger (Światpol), [Paris], le 26 juin 1947 ; PISM, A.46/14, mémorandum de la FPZOO, Lille, le 8 février 1947 ; BPP, fonds T. Parczewski, art. prov. 1/II, liste des institutions, organisations et associations polonaises en France au 11 avril 1951, p. 2 ; *ibid.*, Tadeusz Parczewski, *Émigration polonaise en France*, *op. cit.*, p. 47.

46 BPP, vers. 4090, note : présidence de l'UCPF pour l'Union mondiale des Polonais de l'étranger (Światpol), [Paris], le 26 juin 1947 ; PISM, A.46/14, mémorandum de la FPZOO, Lille, le 8 février 1947 ; BPP, fonds T. Parczewski, art. prov. 1/II, liste des institutions, organisations et associations polonaises en France au 11 avril 1951, p. 2.

47 « Sprawozdania i komunikaty » [Informations et communiqués], *Sztandar*, n° 22, décembre 1944, p. 4 ; Leon Turajczyk, *Spoleczno-polityczne organizacje polskie we Francji*, *op. cit.*, p. 292 (réf. 159). Les « légionnaires » étaient les anciens soldats des trois brigades des légions polonaises, créées en 1914 et 1915 sur la base de deux légions (orientale et occidentale) formées en 1914 sous le commandement de Józef Piłsudski et ayant participé aux combats de la première guerre mondiale dans les rangs de l'armée de l'Autriche-Hongrie. En 1916, les légions furent transformées en corps auxiliaires polonais, qui furent dissous

- l'Union des anciens de l'armée Haller (ou l'Union des anciens combattants de l'armée polonaise en France / l'Union des vétérans de l'armée polonaise en France; Związek Hallerczyków), dont l'activité était presque nulle, la majorité de ses membres passant sous l'égide du Conseil national des Polonais;
- l'Amicale des engagés volontaires polonais de l'armée française (ou l'Union des anciens « Bayonnais »; Związek Bajończyków), n'existant plus pratiquement au lendemain de la seconde guerre mondiale (3 membres!)⁴⁸;

L'Union des familles des anciens combattants polonais (Związek Rodzin Polskich Obrońców Ojczyzny) faisait également partie de la FPZOO. Constituée en 1934, cette association réunissant notamment les femmes ou les veuves d'anciens combattants comptait en septembre 1946 200 membres répartis dans 6 sections locales sur tout le territoire français. Elle fut présidée à partir de 1947 par Zofia Ciszewicz, de Quiévrechain (Nord)⁴⁹. Il faut aussi mentionner l'Union des mutilés de guerre en France (Związek Inwalidów Wojennych we Francji), dont le siège social était initialement localisé à Lens, avant d'être transféré à Paris. L'association était dirigée par Józef Meller, de Sallarmes (Pas-de-Calais), puis, à partir de 1948, par Bolesław Jagiełowicz, de Paris. Mais cette organisation ne rassemblait qu'une minorité des membres qu'elle comptait avant guerre, d'autant plus qu'à la fin de 1948, Józef Meller et ses adhérents au sein de l'Union firent scission, en formant l'Union des mutilés de guerre en France du Nord (*Związek Inwalidów Wojennych Francji Północnej*), dont le siège social était situé à Lille. La majorité des sections de l'Union des mutilés de Guerre intégra en 1945 le Conseil national des Polonais⁵⁰.

en février 1918. En avril 1917, une partie des légions donna naissance aux Forces armées polonaises (Polnische Wehrmacht) qui ensuite se trouvèrent à l'origine de l'armée polonaise après la reconstitution de la république de Pologne. L'Union des légionnaires rassemblait aussi les anciens membres de l'Organisation militaire polonaise (Polska Organizacja Wojskowa, POW), à caractère clandestin, créée en 1914 dans le royaume de Pologne, c'est-à-dire sur les territoires polonais soumis à la Russie. Jusqu'en 1917, ce furent Piłsudski puis Edward Śmigły-Rydz qui en assurèrent le commandement suprême.

- 48 BPP, vers. 4087, protestation de la FPZOO au ministre de l'Intérieur de la France, Paris, le 17 août 1946; Leon Turajczyk, *Spółeczno-polityczne organizacje polskie we Francji, op. cit.*, p. 292 (réf. 159). Les « Bayonnais » (Bajończycy) étaient les volontaires de la 2^e compagnie du bataillon C de 2^e régiment de marche du 1^{er} régiment étranger, constituée dans les rangs de la Légion étrangère à Bayonne en 1914 et ayant combattu contre les Allemands jusqu'en 1915. La majorité des anciens « Bayonnais » rejoignit ensuite l'armée Haller.
- 49 BPP, vers. 4090, note : présidence de l'UCPF pour l'Union mondiale des Polonais de l'étranger (Światpol), [Paris], le 26 juin 1947.
- 50 *Ibid.* ; « Apel Związku Inwalidów » [Appel de l'Union des invalides], *Gazeta Ludowa*, n° 1, 3 janvier 1947, p. 8 ; « Inwalidzi polscy we Francji. Walne Zgromadzenie P.Z.I.W. w Paryżu » [Les mutilés polonais en France. L'assemblée plénière de l'Union des mutilés de guerre polonais à Paris], *Placówka*, n° 12, 18 septembre 1948, p. 4; Małgorzata Nossowska, *O Francuzce, która pokochała Polskę: Rosa Bailly i stowarzyszenie Les Amis de la Pologne* [À

Cependant, une partie des anciens membres de la POWN n'avait pas rejoint les rangs de l'Association des anciens, créée le 4 novembre 1945 à l'initiative d'Aleksander Kawalkowski, et décida plutôt de grossir les rangs de l'Association des résistants combattants polonais en France (Związek Uczestników Polskiego Ruchu Oporu we Francji, ZUPRO ; initialement Związek b. Członków POWN, Jeńców, Inwalidów oraz Żołnierzy z Polskich Jednostek), dirigée par le colonel Antoni Zdrojewski dit « Daniel », et dont le premier adjoint était le père Franciszek Cegiełka⁵¹. En 1945, Zdrojewski avait été appelé à Londres par les autorités militaires en exil mais il ne se subordonna pas, ce qui lui valut d'être en conflit avec le gouvernement de Londres. La ZUPRO n'entra pas au sein de l'UCPF, gravitant de plus en plus autour de la ligne politique de Stanisław Mikołajczyk, représentée en France par Michał Kwiatkowski et son journal *Narodowiec*, et par les responsables de la Mission catholique polonaise en France. Dans les années 1945-1947, le colonel Zdrojewski jouissait des faveurs des autorités militaires françaises et présenta des candidats aux décorations françaises, sans avis préalable de Kawalkowski. En 1947, quand fut reconnue à Kawalkowski la possibilité de présenter des candidats aux décorations françaises, Zdrojewski réclama que les demandes formulées par l'ancien chef suprême de la POWN soient cosignées par « Daniel » – ce qu'avait précisément réclamé Kawalkowski en 1945 à l'égard des demandes formulées par Zdrojewski⁵². Les deux associations finirent par se réconcilier en 1948. En 1949, la ZUPRO allait intégrer les rangs du Congrès de la Polonia de France.

L'autre association d'anciens combattants, très proche du Parti paysan polonais (PSL) en France, était l'Union des anciens combattants de la 2^e division de chasseurs internés en Suisse (Związek byłych Żołnierzy II Dywizji Strzelców Pieszych internowanych w Szwajcarii). Créée au lendemain de la guerre, cette association était présidée par Marian Wacław Pompa, secrétaire du comité central du PSL en France et elle ne rejoignit pas l'UCPF. Le PSL tint de nombreuses réunions dans les locaux de cette association dont le siège social se trouvait à Troyes (Aube), avant d'être transféré à Paris en mars 1947⁵³.

propos d'une Française qui est tombée amoureuse de la Pologne : Rosa Bailly et l'association Les Amis de la Pologne], Lublin, Wydawnictwo UMCS [Presses universitaires de l'université Marie-Curie-Skłodowska de Lublin], 2012, p. 354 (réf. 141).

51 BPP, BPP 1168, protocole de la conférence constituante de l'Union des anciens de la POWN, Paris, le 4 novembre 1945, fol. 51 ; *ibid.*, lettre : A. Kawalkowski, ministre plénipotentiaire de Pologne en France, au colonel Antoni Szymański, chef de la PWML, Paris, le 10 novembre 1945, fol. 49 ; « Związek byłych członków POWN » [L'Union des anciens de la POWN], *Dziennik Polski i Dziennik Żołnierza* [Journal polonais et Journal du soldat] (Londres), n° 267, 10 novembre 1945, p. 4.

52 PISM, A.46/14, notice relative aux objections formulées par le colonel A. Zdrojewski auprès du colonel Jossé, faite par A. Kawalkowski, [Paris, 1947].

53 « Walny Zjazd » [L'assemblée plénière], *Gazeta Ludowa*, n° 25, 1^{er} novembre 1946, p. 6 ; Wacław Marian Pompa, « Zjazd Związku B.[yłych] Intern.[owanych] » [L'assemblée de l'Union

La Fédération des ouvriers et émigrés polonais en France (*Federacja Robotników i Emigrantów Polskich*, FREP), rattachée à la CGT, s'occupait de la situation et du statut social des travailleurs polonais en France, question dont nous traiterons plus bas.

Les ouvriers agricoles et cultivateurs polonais pouvaient adhérer à l'Union des colons polonais (*Związek Osadników Polskich*), créée en 1932. Le nom de l'association fut changé lors de l'assemblée plénière de janvier 1945 pour l'Union des agriculteurs polonais (*Związek Rolników Polskich*). Le siège social de l'association, jusque-là situé à Toulouse, fut transféré à Paris. Durant l'entre-deux-guerres, les ouvriers agricoles n'avaient pas trop participé à la vie associative de sorte que c'étaient surtout les fermiers, les métayers et les propriétaires polonais de sept départements situés sur l'axe Toulouse-Agen-Périgueux-Limoges qui y étaient représentés. Le changement de nom avait pour but d'étendre la base sociale de l'association aux ouvriers agricoles polonais. Le secrétaire général du comité directeur de cette Union des agriculteurs polonais était Aleksander Janowski, militant polonais habitant à Toulouse. Entre 1945 et 1946, le président de l'association était Sylwester Lesisz, de Damet (Dordogne), qui fut aussi vice-président de l'UCPF. Au début de 1946, il fut remplacé à la tête de l'Union des agriculteurs par Edward Darul du département Tarn-et-Garonne. L'association jouissait d'une large autonomie, et était l'organisation prolondonienne la plus importante de la région toulousaine. D'après le rapport de l'assemblée plénière de l'Union des agriculteurs polonais du mois de février 1946, l'association revendiquait alors 3 493 membres, répartis dans 80 sections présentes dans 12 régions. Elle comptait 60 % de métayers, 30 % de fermiers et 10 % de propriétaires, la part des ouvriers agricoles restant toujours infime.

En novembre 1947, une partie majoritaire de militants de l'association décida de s'affranchir de l'UCPF, créant ainsi une scission au sein de l'Union des agriculteurs polonais. Parmi ces scissionnistes, le secrétaire général Janowski et le nouveau président Józef Kupś, qui intégra par la suite les rangs du CNPF. Une partie minoritaire des membres de l'association, dorénavant dirigée par Roman Kubiak, du département de l'Allier, restèrent fidèles à l'UCPF. L'association se trouva par conséquent profondément divisée et très affaiblie⁵⁴.

des anciens internés], *Gazeta Ludowa*, n° 30, 6 décembre 1946, p. 6 ; « Z naszej gromady » [De notre colonie], *Gazeta Ludowa*, n° 10, 7 mars 1947, p. 4 ; BPP, vers. 5011, lettre : comité central du PSL en France à la présidence du PSL à l'étranger [aux États-Unis], Paris, le 5 février 1948.

54 PISM, A.17/4, compte rendu de l'assemblée plénière de l'Union des colons polonais en France, tenue le 28 janvier 1945 à Toulouse, fait par l'ambassade de Pologne à Paris, Paris, le 2 février 1945, fol. 102-103 ; BPP, vers. 4115, compte rendu de l'assemblée plénière de l'Union des colons polonais en France, tenue le 28 janvier 1945 à Toulouse, fait par le président du

Les membres de la direction du PSL en France animaient une autre association à caractère agricole, l'Association des sociétés d'élevage polonaises (Związek Polskich Towarzystw Hodowlanych), dont le siège social se trouvait à Douai (Nord). Jusqu'en 1947, l'association faisait partie de l'UCPF, même si son président, Władysław Krawczyk, de Marles-les-Mines (Pas-de-Calais), était aussi président du PSL en France⁵⁵. En juin 1947, l'assemblée plénière de l'association, dont l'activité n'était pas importante, prit la décision d'intégrer le CNPF⁵⁶. L'importance de cette association n'était pas grande.

310

La principale association socialiste au sein de l'UCPF était l'Association de l'université ouvrière des émigrés polonais en France (Towarzystwo Uniwersytetu Robotniczego, TUR), créée en 1928, et dont le siège était situé à Lens⁵⁷. Son but était l'augmentation du niveau de la formation générale des ouvriers adultes. Avant les hostilités, la TUR en France constituait une branche étrangère de l'association, soumise à l'influence du Parti socialiste polonais (PPS) en Pologne. La plupart de leurs cellules avaient leur siège dans le Nord de la France, notamment dans le Pas-de-Calais. Au lendemain de la seconde guerre mondiale, la branche française de la TUR s'était déclarée indépendante vis-à-vis de la direction varsoivienne de l'association, devenue une structure dépendant du PPS légal dans la Pologne populaire (dont la ligne politique était procommuniste) et du PPR. Le président du comité directeur de la TUR en France était Wincenty Jaśniewicz, socialiste issu de l'ancienne immigration, habitant à Loos-en-Gohelle (Pas-de-Calais)⁵⁸. En 1947, la TUR disposait en

comité régional de l'Union des agriculteurs polonais à Toulouse, Toulouse, le 6 février 1945 ; BPP, vers. 4087, lettre : Michał Tomasik au comité directeur de l'UCPF, le 12 mars 1946 ; « Kronika terenowa: Francja », *Polonia Zagraniczna*, n° 12, 23 mars 1946 ; BPP, BPP 1171, rapport de l'ancien consul polonais à Toulouse, R. Wodzicki, sur la situation des Polonais du Sud-Ouest de la France, [Toulouse], le 11 juin 1946, fol. 128 ; *ibid.*, lettre : R. Wodzicki à A. Kawałkowski, Toulouse, le 22 juillet 1946, fol. 131 ; BPP, vers. 4090, note : présidence de l'UCPF pour l'Union mondiale des Polonais de l'étranger (Światpol), [Paris], le 26 juin 1947 ; *ibid.*, lettre : comité directeur de l'Union des agriculteurs polonais au comité directeur de l'UCPF, Toulouse, le 12 janvier 1948 ; PISM, A.46/15, lettre : Kajetan Morawski, ambassadeur de Pologne [du gouvernement de Londres] à Paris, à Adam Tarnowski, ministre des Affaires étrangères du gouvernement polonais de Londres, Paris, le 10 mars 1948 ; BPP, vers. 4090, lettre : comité directeur de l'Union des agriculteurs polonais, présidé par J. Kupś, au comité directeur de l'UCPF, Toulouse, le 22 avril 1948 ; *ibid.*, liste des organisations groupées dans l'UCPF, pour les besoins du préfet de police de Paris, [Paris], le 30 juin 1948.

55 BPP, vers. 4090, note : présidence de l'UCPF pour l'Union mondiale des Polonais de l'étranger (Światpol), [Paris], le 26 juin 1947 ; *ibid.*, liste des organisations groupées dans l'UCPF, pour les besoins du préfet de police de Paris, [Paris], le 30 juin 1948 ; BPP, fonds T. Parczewski, art. prov. 1/II, liste des institutions, organisations et associations polonaises en France au 11 avril 1951, p. 3.

56 « Z naszej gromady », *Gazeta Ludowa*, n° 23, 1^{er} juillet 1947, p. 8.

57 BPP, vers. 3269, statuts de la TUR en France, art. 3, [s.l.n.d.].

58 *ibid.*, procès-verbal du VII^e congrès de la TUR à Lens, le 28 octobre 1945, p. 9 ; BPP, vers. 4090, note : présidence de l'UCPF pour l'Union mondiale des Polonais de l'étranger (Światpol), [Paris], le 26 juin 1947.

France de 25 sections locales, dont 10 dans le Pas-de-Calais (comptant presque 200 membres), 9 dans le Nord (avec plus de 150 membres), une section à Paris (27 membres) et 5 dans d'autres régions de France (comptant environ 100 membres)⁵⁹.

Une certaine partie des anciens combattants polonais et des sympathisants du régime politique polonais d'avant-guerre animaient l'activité de la Fédération des sociétés culturelles polonaises en France « Józef Piłsudski » (Towarzystwo Kulturalno-Oświatowe im. Józefa Piłsudskiego). Le caractère de cette association était semblable à celui de la TUR, mais son orientation politique était différente. Le siège social de la Fédération se trouvait à Saint-Julien-les-Villas (Aube). L'activité de cette association existant depuis les années 1920 et présidée par Jan Kołczak, de Troyes (Aube), était peu développée au sortir de la seconde guerre mondiale. Elle comptait, en mars 1946, 45 sections locales rassemblées dans les 4 structures régionales⁶⁰.

Il faut aussi mentionner l'Union des sociétés de théâtre (Związek Towarzystw Teatralnych), l'Union des sociétés de musique (Związek Towarzystw Muzycznych) et l'Union des cercles de chant (Związek Towarzystw Śpiewaczych ou Związek Kół Śpiewaczych), membres, avant les hostilités, de l'Union des Polonais de France.

Lors de son assemblée plénière qui se tint en octobre 1945 à Douai (Nord), l'Union des sociétés de théâtre, créée en 1924 dans la même ville et présidée après la Libération par Władysław Jędrzejewski, de Somain (Nord), était composée de 33 cercles de théâtre. Dans la moitié de l'année 1948, l'Union était dirigée par Józef Maciejewski, de Marles-les-Mines (Pas-de-Calais)⁶¹. L'association quitta l'UCPF en 1949, lorsqu'elle intégra les rangs du nouveau Congrès de la Polonia de France.

En mars 1946, lors de l'assemblée plénière de l'Union des sociétés de musique – créée en 1926 et parfois nommée aussi « Union des sociétés musicales » –, les délégués de 15 associations musicales se prononcèrent pour la continuation de la coopération étroite avec l'UCPF. L'association était alors dirigée par

59 BPP, vers. 3269, liste des comités régionaux et sections locales de la TUR en France, [1947]. Lors du congrès de la TUR, à Lens, en octobre 1945, on dénombra 26 sections locales. *Ibid.*, procès-verbal du VII^e congrès de la TUR à Lens, le 28 octobre 1945, p. 2.

60 « Komunikaty związków i towarzystw » [Communiqués des unions et sociétés], *Sztandar Polski*, n° 27, 1^{er} juillet 1945, p. 2 ; BPP, vers. 4087, lettre : comité directeur de la Fédération des sociétés culturelles polonaises en France « Józef Piłsudski » au comité directeur de l'UCPF, Paris, le 20 mars 1946 ; BPP, vers. 4090, note : présidence de l'UCPF pour l'Union mondiale des Polonais de l'étranger (Światpol), [Paris], le 26 juin 1947 ; BPP, fonds T. Parczewski, art. prov. 1/II, Tadeusz Parczewski, *Émigration polonaise en France*, op. cit., p. 19.

61 « Kronika terenowa: Francja », *Polonia Zagraniczna*, n° 5, novembre 1945 ; BPP, vers. 4087, lettre : présidence de l'UCPF à W. Jędrzejewski, président de l'Union des sociétés de théâtre, [Paris], le 3 janvier 1946 ; BPP, vers. 4090, liste des organisations groupées dans l'UCPF, pour les besoins du préfet de police de Paris, [Paris], le 30 juin 1948.

Wojciech Matysiak, d'Avion (Pas-de-Calais), puis, à partir de 1947, par Karol Pasz de Marles-les-Mines. L'association quitta l'Union centrale en mai 1948 pour intégrer l'Union des associations catholiques⁶².

Quant à l'Union des cercles de chant, association créée en 1922 et dirigée après guerre successivement par Czacharowski et Bronisław Lech, elle adhéra à l'UACP. Les négociations menées en 1947 par la direction de l'UCPF visant à faire revenir l'association en son sein échouèrent. Au cours des années 1945-1946 déjà, la majorité des chorales religieuses adhérant à l'Union des cercles de chant entrèrent dans le « bloc catholique », constituant ainsi une organisation distincte : l'Union des chorales paroissiales⁶³.

Au sein de l'UCPF se trouvait aussi une organisation professionnelle, l'Association des ingénieurs et techniciens polonais en France (Stowarzyszenie Inżynierów i Techników Polskich we Francji, AITPF), présidée par l'industriel et ingénieur Adam Bogdan Rozen. L'association, créée en 1917, comptait à la fin des années 1940 environ 100 membres⁶⁴. L'AITPF et l'Association des femmes polonaises diplômées étaient les seules organisations représentant l'intelligentsia polonaise. D'autres organisations professionnelles avaient fait le choix de rester en dehors des fédérations d'associations. C'est le cas de l'Union des commerçants et artisans polonais (Związek Kupców i Rzemieślników Polskich we Francji), enregistrée officiellement en 1933 et dont le siège était à Lens. Au moment de sa dissolution en 1940, l'Union des commerçants et artisans polonais revendiquait environ 1 000 membres. Après la Libération, l'association fut recrée, présidée par Walerian Budzyński (qui fut également, immédiatement après la Libération, président de l'Association des amis des éclaireurs polonais en France). Son caractère indépendant s'inscrivait dans la logique de la neutralité

62 BPP, vers. 4087, compte-rendu de l'assemblée plénière de l'Union des sociétés de musique, tenue le 10 mars 1946 à Lens, Lens, le 14 mars 1946 ; « Kronika terenowa: Francja », *Polonia Zagraniczna*, n° 15, 4 mai 1946 ; BPP, vers. 4090, note : présidence de l'UCPF pour l'Union mondiale des Polonais de l'étranger (Światpol), [Paris], le 26 juin 1947 ; *ibid.*, lettre : comité directeur de l'Union des sociétés de musique à l'UCPF, Bruay-en-Artois (Pas-de-Calais), le 29 mai 1948 ; Gabriel Garçon, « La jeunesse polonaise et les organisations catholiques polonaises en France », dans Edmond Gogolewski (dir.), *La Protection des Polonais en France*, *op. cit.*, p. 127.

63 Leon Turajczyk, *Spoleczno-polityczne organizacje polskie we Francji*, *op. cit.*, p. 308 ; Gabriel Garçon, *Les Catholiques polonais en France*, *op. cit.*, p. 323 ; PISM, A.17/25, rapport sur l'activité de l'UCPF dans les années 1945-1948, [Paris, 1948], fol. 262-263. Gabriel Garçon utilise le nom « Union des cercles de chant » dans l'ouvrage susmentionné et « Union des chorales » dans un autre texte (voir : Gabriel Garçon, « La jeunesse polonaise et les organisations catholiques polonaises en France », *art. cit.*, p. 127).

64 BPP, vers. 3215, rapport sur l'action sociale et économique de l'Union des réfugiés de guerre polonais entre le 15 octobre 1949 et le 30 juin 1950, p. 6 ; Jan Gruszyński, « Integracja religijna Polaków we Francji » [L'Intégration religieuse des Polonais en France], *Studia Polonijne*, n° 4, 1981, p. 567. Voir aussi BnF, 4-WZ-6441 : *Association des ingénieurs et techniciens polonais en France – 50 ans*, [brochure], juin 1969.

dans les querelles politiques polonaises de l'époque⁶⁵. Par ailleurs, le caractère strictement neutre de cette organisation professionnelle contribuait à faire dire à l'UCPF d'un côté, et au CNPF de l'autre qu'elle appartenait à l'un ou l'autre « courant » de la vie associative polonaise en France. Dès 1947, les dirigeants de l'Union des commerçants et artisans polonais en France rendirent des visites de courtoisie et d'affaires aux représentants des organisations homologues en Pologne⁶⁶. Bien que le rapprochement pragmatique avec les autorités de la Pologne populaire fût manifeste, le XI^e congrès de l'Union, tenu en mai 1949 à Lens, confirma la neutralité politique de l'association⁶⁷. En 1949, l'Union des commerçants et artisans polonais en France était présidée par Franciszek Jasiński. Les effectifs de l'organisation comptaient alors plus de 1 000 membres (soit environ 80 % de l'ensemble des Polonais représentant ces métiers en France), dont 700 dans les deux départements septentrionaux⁶⁸.

De même, les principales associations à caractère intellectuel restaient en dehors des fédérations d'associations polonaises. Parmi celles-ci, il faut mentionner la Société historique et littéraire polonaise (Towarzystwo Historyczno-Literackie) à Paris, qui reprit son activité en juillet 1946, cinquante-trois ans après sa dissolution, grâce aux membres de la Bibliothèque polonaise de Paris (Biblioteka Polska w Paryżu) – et cela même si les institutions et le groupe gravitant autour de la Bibliothèque restaient en contact étroit avec les milieux des anticommunistes polonais, notamment avec les militants de la SPK⁶⁹.

Autre exemple d'une association indépendante de toutes les fédérations d'associations polonaises, la Société des bibliophiles polonais de Paris (nommée aussi Société polonaise des amis du livre à Paris, Polskie Towarzystwo Przyjaciół Książki w Paryżu, PTPK), créée en 1924 et dont l'activité reprit en 1946⁷⁰.

65 Edmond Gogolewski, « Le *Kupiec Polski*, organe des commerçants et artisans polonais en France, 1934-1969 », dans Daniel Beauvois (dir.), *La Presse polonaise en France (1918-1984)*, Villeneuve-d'Ascq, université Charles-de-Gaulle (Lille 3)/*Revue du Nord*, 1988, p. 116 ; BPP, fonds T. Parczewski, art. prov. 10, protocole de la première réunion du conseil de la SPK en France, Paris, le 7 octobre 1946, p. 2 ; « Z naszej gromady », *Gazeta Ludowa*, n° 26, 15 août 1947, p. 8 ; BPP, vers. 3215, rapport sur l'action sociale et économique de l'Union des réfugiés de guerre polonais entre le 15 octobre 1949 et le 30 juin 1950, p. 7.

66 Edmond Gogolewski, « Le *Kupiec Polski*, organe des commerçants et artisans polonais en France, 1934-1969 », art. cit., p. 128-129.

67 *Ibid.*, p. 133.

68 *Ibid.*, p. 119. Il faut toutefois prendre en compte le fait qu'un certain nombre d'adhérents de l'Union des commerçants et artisans polonais étaient des Français d'origine polonaise, de sorte que la part des membres de l'association dans l'ensemble des représentants de ces métiers ayant la nationalité polonaise était probablement inférieure à 80 %.

69 Sur l'histoire de la Bibliothèque polonaise de Paris au lendemain de la Libération, voir le chapitre 4, « Le fonctionnement des réseaux diplomatiques et consulaires de l'État polonais en France ».

70 Notice biographique de Bolesław Przegaliński, voir : Agata Judycka et Zbigniew Judycki, *Les Polonais en France. Dictionnaire biographique*, Paris, Concorde, 1996, p. 151-152.

En 1947, la PTPK, présidée par Bolesław Przegaliński, comptait 51 membres en France, 7 membres résidant en Pologne et 5 habitant dans d'autres pays. Elle collaborait avec ses associations homologues comme la Société de bibliophiles polonais à Varsovie ou la Société des amis du livre à Cracovie. Son siège social était situé dans le bâtiment de la Bibliothèque polonaise.

Au sein de la PTPK se trouvaient aussi bien des membres adhérant au gouvernement en exil que des militants communistes. Pour ne mentionner que certains d'entre eux : Rosa Bailly, poétesse, secrétaire générale des Amis de la Pologne ; Jan Brzękowski, poète et écrivain ; Irène Domanska (Irena Domańska), femme médecin et militante communiste, présidente entre 1945 et 1947 de la CRP en France ; Waclaw Godlewski, enseignant en langue polonaise à Lille et ancien directeur de l'école polonaise de Villard-de-Lans⁷¹ ; Irena Krzywicka, écrivaine et journaliste, attachée culturelle de l'ambassade de Pologne populaire à Paris entre 1945 et 1946 ; Stanisław Lam, directeur de la Librairie polonaise à Paris⁷² ; Aleksander Ładoś, ancien diplomate et ministre dans le gouvernement Sikorski, ministre plénipotentiaire à Berne entre 1940 et 1945, membre du PSL ; Henri de Montfort, journaliste et historien, polonophile ; Witold Ptaszyński, consul général de Pologne populaire à Marseille entre 1946 et 1947 ; François Pulaski (Franciszek Pułaski), directeur de la Bibliothèque polonaise de Paris ; Zdzisław Woydat, président de la YMCA polonaise en France ; Zygmunt Lubicz Zaleski, philosophe et écrivain, délégué du ministère de l'Instruction publique et des Cultes du gouvernement polonais en exil, ancien directeur de l'école de Villard-de-Lans⁷³.

En admettant que le niveau de l'activité des associations faisant partie de l'UCPF était lié aux subventions attribuées par cette fédération pour leur action, on peut constater que les organisations les plus actives au cours de l'année 1945 étaient : la FREP (420 000 francs de subventions), devant l'Union des agriculteurs polonais (297 000 francs de subventions), suivie par la ZHP (290 000 francs de subventions)⁷⁴. La lecture des sources concernant l'activité des associations polonaises en France confirme cette opinion. En revanche,

71 Sur Waclaw Godlewski, voir : Monika Salmon-Siama, « Chemins du destin de Waclaw Jan Godlewski (1906-1996), messager du peuple franco-polonais », *Synergies Pologne. Revue du Gerflint*, numéro spécial, 2011, p. 71-80.

72 Notice biographique de Stanisław Lam, voir : Agata Judycka et Zbigniew Judycki, *Les Polonais en France, op. cit.*, p. 114-115.

73 Polish Library POSK à Londres, 558/RPS, invitation à la première assemblée plénière de la PTPK après la seconde guerre mondiale, tenue le 19 janvier 1946 à Paris, Paris, le 12 janvier 1946 ; *ibid.*, compte rendu de l'assemblée plénière de la PTPK à Paris, Paris, le 30 mai [1947] ; *ibid.*, communiqué n° 1 du comité directeur de la PTPK à Paris, Paris, le 13 juin 1947 ; *ibid.*, information sur la première publication d'après-guerre de la PTPK à Paris, [Paris, 1949] ; *ibid.*, liste des membres de la PTPK à Paris au 31 mars 1947.

74 BPP, vers. 4088, liste des associations subventionnées en 1945 par l'UCPF, annexée au rapport financier de l'UCPF pour l'année 1945.

en 1946, l'Union des sociétés féminines, l'Union des Sokols et la PZPN, dont l'activité était aussi importante, ne reçurent aucune aide financière de la part de l'UCPF⁷⁵, ce qui démontre qu'on ne peut pas faire une simple transposition entre la somme des subventions et le niveau de l'activité des associations membres de l'Union centrale.

L'UCPF ne réussit pas à ramener à lui les associations membres de l'Union des associations catholiques polonaises de France, ce qui fut pourtant l'un des objectifs premiers de sa direction pendant toute la période 1945-1949. Les relations difficiles entre les deux fédérations ont déjà été soigneusement analysées, notamment par Gabriel Garçon⁷⁶. Il semble que la raison principale de cet échec soit à trouver d'un côté dans la volonté de la domination totale éprouvée par les responsables de l'UCPF qui étaient dans leur majorité socialistes (ce qui jouait également un certain rôle), et de l'autre côté dans la conscience qu'avait l'UACP (et de la PMK) de sa force parmi les immigrés du Nord de la France et dans sa position indépendante vis-à-vis non seulement des deux autres fédérations d'associations polonaises en France, mais aussi vis-à-vis des deux gouvernements polonais.

Les premiers symptômes de la crise au sein de l'UCPF étaient déjà perceptibles en 1946. Certaines sections de ses associations et des structures régionales de la fédération ne comptèrent bientôt qu'un nombre limité de militants actifs. Lors de la conférence régionale de l'UCPF organisée à Metz, à la fin de juin 1946, aucun délégué local ne voulut prendre part au comité régional de l'Union, tous réclamant que le nouveau comité soit composé d'employés à l'échelle régionale rémunérés par l'Union⁷⁷. En 1948, l'UCPF entra dans une crise profonde dont elle n'allait jamais sortir. Dans le même temps, la position des catholiques au sein de la communauté polonaise en France augmenta sensiblement, d'autant que le CNPF était affaibli par la perte de ses militants principaux (qui étaient retournés en Pologne) et les représailles contre les communistes étrangers entreprises par les autorités françaises à partir de 1948. Alors qu'en 1945 l'UCPF avait rémunéré 48 employés pour faire fonctionner son administration centrale et 19 personnes dans ses comités régionaux, en 1948 l'Union n'avait qu'un seul employé rémunéré ! Les associations faisant partie de l'UCPF manquaient de moyens financiers, notamment pour organiser les voyages de militants. Les

75 BPP, vers. 4087, lettre : Wawrzyniec Baran, président de l'UCPF à Józef Kupś, membre de la direction de l'Union des agriculteurs polonais, [Paris], le 16 mai 1946.

76 Gabriel Garçon, « Les relations entre l'Union des associations catholiques polonaises et l'Union centrale des Polonais, 1945-1949 », dans Edmond Gogolewski (dir.), *Les Ouvriers polonais en France*, op. cit., p. 35-47 ; Gabriel Garçon, *Les Catholiques polonais en France*, op. cit., p. 273-277. Sur cette question, voir aussi BPP, vers. 4088 (archives de l'UCPF).

77 BPP, BPP 1171, rapport de l'ancien consul de Pologne à Strasbourg, T. Nagórny, sur la situation des Polonais dans l'Est de la France, Bar-le-Duc, le 10 août 1946, fol. 71.

résultats des quêtes annuelles organisées pour les besoins de l'enseignement polonais indépendant en France étaient de plus en plus faibles.

À la fin de 1947, les derniers numéros du bulletin de l'Union (le *Biuletyn Informacyjny Centralnego Związku Polaków we Francji*) et du périodique pour les enfants *Polskie Pachole* [L'Enfant polonais] furent publiés. En 1947 déjà, les dirigeants de l'UCPF s'étaient tournés vers l'ambassadeur Morawski, en soulignant que le seul paiement de toutes les subventions arriérées pourrait les sauver. Or, le MSZ en exil répondit que toutes les subventions promises avaient été versées et qu'une annonce de l'attribution des fonds supplémentaires n'était que conditionnelle⁷⁸. Comme l'a remarqué Tadeusz Parczewski, militant anticommuniste polonais en France, complaisant envers l'UCPF, au moment où le gouvernement en exil limita fortement son financement, le « rôle prépondérant [de l'UCPF au sein de la communauté polonaise immigrée] s'[était] terminé⁷⁹ ».

316

Avant la fin de l'année 1948, l'Union des cercles de chant, l'Union des sociétés de musique et la PZPN (celle-ci déjà en 1947) quittèrent l'UCPF, notamment faute de subventions⁸⁰. Au mois de mai 1949, la direction de l'Union des sociétés féminines prit la même décision, dans le but d'entrer au sein de la nouvelle fédération d'associations laïques, créée sur la base de l'Union des associations catholiques⁸¹. Le cas des éclaireurs était un peu différent – leur choix n'était pas motivé par une raison financière –, mais ce fut justement leur départ qui affaiblit le plus l'UCPF. Enfin, en juin 1949, trois associations membres de l'UCPF, l'Union des sociétés de théâtre, la Fédération des sociétés de tir et l'Union des sous-officiers de réserve quittèrent ses rangs dans le but de rejoindre le nouveau Congrès de la Polonia de France⁸². Enfin, des tensions apparurent au sein de la présidence de l'Union centrale. À la fin de 1948, lors de l'assemblée plénière de l'UCPF, son trésorier, Franciszek Kędzia, démissionna, accusant le président Skrodzki de ne pas l'avoir admis aux opérations financières de

78 PISM, A.17/25, rapport sur l'activité de l'UCPF dans les années 1945-1948, [Paris, 1948], fol. 264; PISM, A.46/24, lettre: K. Morawski, ambassadeur de Pologne [du gouvernement de Londres] à Paris, à Władysław Folkierski, ministre de l'Instruction publique et des Cultes, Paris, le 28 août 1947; PISM, A.46/14, lettre: présidence de l'UCPF à K. Morawski, ambassadeur de Pologne [du gouvernement de Londres] à Paris, Paris, le 8 novembre 1947; *ibid.*, lettre: Tadeusz Gwiazdoski, MSZ de Pologne à Londres à K. Morawski, ambassadeur de Pologne [du gouvernement de Londres] à Paris, le 16 novembre 1947.

79 Cité d'après BPP, fonds T. Parczewski, notice sur les centres d'orientation des Polonais indépendants en France, le 25 avril 1951.

80 PISM, A.17/25, rapport sur l'activité de l'UCPF dans les années 1945-1948, [Paris, 1948], fol. 262-263.

81 Gabriel Garçon, « Les relations entre l'Union des associations catholiques polonaises et l'Union centrale des Polonais, 1945-1949 », art. cit., p. 47; *id.*, *Les Catholiques polonais en France*, op. cit., p. 437.

82 Leon Turajczyk, *Spoleczno-polityczne organizacje polskie we Francji*, op. cit., p. 359.

l'organisation⁸³. Rappelons que le socialiste Aleksander Skrodzki avait remplacé dans les fonctions de président de l'UCPF son camarade du PPS Wawrzyniec Baran lorsque ce dernier, accusé de fraudes financières, avait renoncé à tout poste dans la vie associative des Polonais en France.

Tableau 19. Évolution de la situation de l'Union centrale des Polonais en France dans l'immédiat après-guerre

Champ d'activité de l'UCPF	En 1945	En 1946	En 1947	En 1948
Nombre d'associations membres	21	19	18	16
Nombre de comités régionaux UCPF	15	17	19	16 *
Nombre de comités d'associations locales	186	228	234	234
Nombre de points de l'enseignement polonais	79	96	43 **	29 **
Nombre d'enfants dans les colonies de vacances d'été	700	1 000	270	220
Somme collectée dans le cadre de la quête annuelle pour l'enseignement polonais en France (en francs)	626 467	615 311	219 478	« résultats maigres »

Source : PISM, A.17/25, rapport d'activité de l'UCPF pour les années 1945-1948, [Paris, 1948], fol. 264.

* Cette information est citée d'après : BPP, vers. 4090, liste des comités régionaux de l'UCPF, pour les besoins du préfet de police de Paris, [Paris], le 8 juin 1948. Ce document donne la liste complète de tous les comités régionaux de l'UCPF. Le nombre de 16 comités régionaux, fourni par ce document, est différent de celui apporté par le rapport de l'activité de l'UCPF, préparé à la fin de 1948 qui donne le chiffre de 19 comités régionaux de l'Union centrale en 1948.

** Ces chiffres sont différents de ceux fournis par le délégué du ministère de l'Instruction publique et des Cultes du gouvernement polonais de Londres, le professeur Zygmunt Lubicz Zaleski (voir tableau 16).

Le tableau ci-dessus peut être un peu trompeur car, visiblement, le nombre de KTM augmenta d'une année à l'autre jusqu'en 1947, pour ensuite rester inchangé jusqu'à la fin des années 1940. En 1948, on comptait plus de comités régionaux de l'UCPF que trois ans plus tôt. Or, en 1948, les comités régionaux de l'Union ne fonctionnaient qu'en théorie, faute de moyens pour rémunérer au moins chacun un employé. L'appartenance des KTM à l'Union n'était que théorique depuis au moins la seconde moitié de 1945, et leur dépendance réelle du comité directeur de l'UCPF était, au moins depuis le début de 1947, littéralement nulle.

La crise n'était en effet pas à chercher du côté de l'orientation trop uniformément socialiste de la direction de l'UCPF, même si la prédominance des socialistes dans les organes de pouvoir de l'Union pendant toute la période examinée était évidente.

⁸³ Franciszek Kędzia, « Fundusze CZP tajemnicą dla wszystkich – nawet dla skarbnika! » [Les fonds de l'UCPF mystérieux pour tous – même pour son trésorier!], *Narodowiec*, 23 décembre 1948. Voir aussi Leon Turajczyk, *Spoleczno-polityczne organizacje polskie we Francji*, op. cit., p. 293.

La raison principale de la décadence progressive de cette fédération au cours de la seconde moitié des années 1940 était son manque d'attractivité pour la communauté polonaise résidant en France étant donné que son autorité suprême – le gouvernement polonais en exil – était lui-même de moins en moins respecté par les immigrés polonais. Ce problème ne concernait pas les deux autres fédérations d'associations polonaises en France puisque pour le CNPF, le point de référence était le gouvernement polonais de Varsovie, qui exerçait son pouvoir sur le territoire et sur la population du pays d'origine des immigrés, tandis que l'UACP bénéficiait de l'influence et de l'autorité morale et sociale de l'Église catholique polonaise, très importantes pour les Polonais de France, même si l'on prend en considération des changements dans la conscience des immigrés (analysés dans le troisième chapitre de cet ouvrage). L'Union centrale des Polonais en France ne disposait pas d'une autorité telle qu'elle lui aurait permis de s'estimer représentative de la communauté polonaise immigrée en France – le gouvernement polonais en exil de Londres ne pouvant être considéré comme une autorité de référence pour des masses des immigrés, puisqu'il n'était pas reconnu par la communauté internationale et ne disposait pas de moyens financiers lui permettant de subventionner ses politiques envers les ressortissants polonais de l'étranger.

De plus, à partir de l'année 1948, de graves tensions apparurent au sein de l'orientation légaliste des Polonais de Londres. Cependant, l'UCPF poursuivit son activité, bien après les années 1940, quoique devenant de plus en plus insignifiant pour la vie des immigrés polonais en France.

**L'ACTIVITÉ DES ASSOCIATIONS RECONNAISSANT LE GOUVERNEMENT VARSOVIEN
RASSEMBLÉES DANS LE COMITÉ POLONAIS DE LIBÉRATION NATIONALE (CPLN),
PUIS LE CONSEIL NATIONAL DES POLONAIS DE FRANCE (CNPF)**

La première cellule de la fédération associative des immigrés polonais communistes, le Comité polonais de libération nationale (CPLN), fut créée dans la clandestinité en février 1944 dans l'Est de la France. Au mois d'avril 1944, à l'issue d'une conférence à Denain (Nord), le CPLN créa une branche dans le Nord de la France, qui devint ensuite la direction centrale de l'organisation. Au cours du même mois, une branche du CPLN fut créée dans le Sud du pays. Le premier président du CPLN en France fut Władysław Chwistek, ensuite remplacé par Tomasz Piętka, mineur dans le Nord de la France⁸⁴.

⁸⁴ *Ibid.*, p. 78; Mieczysław Juchniewicz, *Polacy w europejskim ruchu oporu, 1939-1945* [Les Polonais dans la Résistance en Europe, 1939-1945], Warszawa, Interpress, 1972, p. 42.

En décembre 1944, le CPLN disposait de 160 comités locaux et 16 comités régionaux⁸⁵.

La première assemblée générale du CPLN, qui prétendait représenter toute l'« émigration polonaise en France », se tint les 17 et 18 décembre 1944 à Paris. La présidence d'honneur du CPLN fut alors confiée à Irène Joliot-Curie, prix Nobel de chimie de 1935, fille de Marie Curie (née Maria Skłodowska à Varsovie) et de Pierre Curie⁸⁶. Sur la tribune d'honneur se trouvait aussi Maria Mickiewicz, petite-fille d'un grand poète polonais, Adam Mickiewicz, et fille du militant patriote polonais en France Władysław Mickiewicz⁸⁷. Le CPLN appuyait le régime politique établi en Pologne après la fin de l'occupation allemande et reconnaissait les autorités polonaises installées sur le territoire polonais libéré par l'Armée rouge, c'est-à-dire tout d'abord son homologue, le CPLN, dont le siège était à Lublin ; puis, à partir du 1^{er} janvier 1945, le gouvernement provisoire de la république de Pologne, dont le siège fut transféré en février à Varsovie ; enfin depuis le 29 juin 1945, le GPUN. Lors de sa deuxième assemblée générale, au mois de juillet 1945, la fédération des Polonais reconnaissant le gouvernement polonais de Varsovie prit le nouveau nom de Conseil national des Polonais de France (CPLN).

Dès les premiers mois suivant la Libération, l'activité du CPLN fut particulièrement forte dans le Sud de la France, vidé d'un nombre important des militants polonais du courant anticommuniste qui s'étaient engagés dans les Forces armées polonaises. La domination du CPLN sur les structures du Comité central de lutte, ensuite l'UCPF, fut confirmée par des délégués du gouvernement polonais en exil⁸⁸. L'influence du CPLN parmi les anciens immigrés du Sud de la France fut aussi soulignée dans un rapport de l'agent de la Section spéciale de l'état-major polonais de Londres, préparé à la fin du mois de septembre 1944⁸⁹. Cette popularité était liée à la perspective d'un rapatriement rapide dans une Pologne dirigée par les représentants de la classe ouvrière. La propagande des militants du CPLN (CNPf ensuite) et de leurs associations membres encourageant le retour des travailleurs polonais fût extrêmement

85 Leon Turajczyk, *Spółeczno-polityczne organizacje polskie we Francji*, op. cit., p. 80 ; Edmond Gogolewski, « L'enseignement élémentaire du polonais en France après la seconde guerre mondiale », dans *id.* (dir.), *Les Ouvriers polonais en France après la seconde guerre mondiale*, op. cit., p. 177 (réf. 6).

86 Notice biographique d'Irène Joliot-Curie, voir : Agata Judycka et Zbigniew Judycki, *Les Polonais en France*, op. cit., p. 86-87.

87 Leon Turajczyk, *Spółeczno-polityczne organizacje polskie we Francji*, op. cit., p. 82.

88 BPP, BPP 1171, compte rendu de la conférence des officiers polonais et britanniques à Lyon, le 3 novembre 1944, fol. 158.

89 SPP, A.5.2.9., dépêche n° 189 : « Migdał » à « Warta » [Section spéciale de l'état-major du commandant en chef de l'armée polonaise], [France], le 27 septembre 1944, fol. 69.

importante au cours de toute l'année 1945 et l'année suivante, et restait toujours forte en 1947⁹⁰.

Le CPLN jouissait de la faveur de certains cercles français, notamment grâce à son statut d'organisation membre du CADI, fédération des associations des immigrés issus de la Résistance, dont la coloration politique était très à gauche. Le CADI représentait les immigrés au sein d'un Front national faisant partie du Comité national de la Résistance⁹¹. Or, Joël Michel a bien remarqué que les communistes polonais en France jouaient un double jeu puisque d'un côté ils répondaient aux instructions provenant de l'ambassade de Pologne populaire et, surtout, prenaient part dans l'organisation de la campagne de rapatriement des immigrés polonais de France, tandis que de l'autre côté ils participaient aux travaux du CADI, dont le but majeur était de faciliter l'intégration progressive des immigrés de toutes les origines nationales à la société française, y compris grâce aux naturalisations⁹². Cinq représentants du CPLN en France furent nommés pour représenter l'immigration polonaise en France au sein du parlement provisoire polonais à Varsovie, le Conseil national d'État (Krajowa Rada Narodowa)⁹³. Après les élections à la Diète constituante polonaise du mois de janvier 1947, la représentation des Polonais de l'étranger au parlement national fut abandonnée.

Lors de la deuxième assemblée plénière des émigrés polonais en France, organisée les 28-30 juillet 1945 à Paris par des adhérents du gouvernement provisoire d'unité nationale (GPUN) à Varsovie, le CPLN fut transformé en Conseil national des Polonais de France (CNPF). La conférence fut organisée en grande pompe, avec la participation d'invités spéciaux venus de Pologne et des représentants d'organisations françaises de gauche. Encore une fois, Irène

90 Cette question est développée par Joanna Szulc et Aneta Nisiobęcka dans leurs thèses de doctorat respectives. Voir : Joanna Szulc, *De l'émigration à la réémigration. Le retour des Polonais au pays de 1945 au début de la guerre froide*, thèse de doctorat en histoire sous la dir. d'Olivier Dard, université de Lorraine (Metz), 2012, p. 207-209, 270-271, 276-277, 290-292, 296-298 ; Aneta Nisiobęcka, *Reemigracja Polaków z Francji oraz ich adaptacja w Polsce Ludowej w latach 1945-1950* [Le Rapatriement des Polonais de France et leur adaptation en Pologne populaire dans les années 1945-1950], thèse de doctorat en sciences politiques sous la dir. de Maria Pasztor, université de Varsovie, 2015, p. 137-141, 159, 171, 177-178.

91 Sur le CADI pendant les hostilités, voir le prologue au présent ouvrage, « Les antécédents et le contexte de la présence étrangère en France au lendemain de la seconde guerre mondiale », p. 23.

92 Joël Michel, « Il wojna światowa a przemiany społeczności polskiego pochodzenia zamieszkałej na terytorium północnej Francji » [La seconde guerre mondiale et l'évolution de la communauté polonaise du Nord de la France], dans Hieronim Kubiak et Andrzej Pilch (dir.), *Stan i potrzeby badań nad zbiorowościami polonijnymi* [L'État des connaissances et les besoins de la recherche sur les communautés polonaises à l'étranger], Wrocław/Warszawa/Kraków/Gdańsk, Ossolineum/PAN [Académie polonaise des sciences], 1976, p. 594.

93 Leon Turajczyk, *Społeczno-polityczne organizacje polskie we Francji*, op. cit., p. 87 ; Stefan Jędrychowski, *Przedstawicielstwo PKWN i Rządu Tymczasowego RP we Francji* [La Représentation du CPLN et du gouvernement provisoire de la Pologne en France], Warszawa, MSZ, coll. « Materiały i Studia Historyczne », 1987, p. 36.

Joliot-Curie et Maria Mickiewicz prirent place sur la tribune d'honneur. Le militant communiste Józef Łuka fut élu à la fonction de premier président du CNPF. L'assemblée plénière du CNPF vota la réservation d'une place dans son comité directeur pour un représentant de l'Union des associations catholiques polonaises⁹⁴ – tout comme l'avait fait deux mois plus tôt l'assemblée de l'UCPF. Les « catholiques » renoncèrent à ces deux propositions, en restant la troisième fédération d'associations d'immigrés polonais en France, indépendante vis-à-vis des courants londonien et varsovien.

Lors de la troisième assemblée des organisations démocratiques polonaises (c'est-à-dire du CNPF), qui se tint au mois de mai 1947, les délégués choisirent à la tête du Conseil national des Polonais Szczepan Stec, moniteur polonais et militant communiste⁹⁵. Il allait exercer cette fonction jusqu'à la dissolution de la fédération.

Les trois principales associations faisant partie du CPLN/CNPF étaient les mêmes qui avaient donné naissance, dans la clandestinité, au Comité : l'Organisation d'aide à la patrie (OPO), l'Union de la jeunesse polonaise « Grunwald » et l'Union des femmes polonaises « Maria Konopnicka »⁹⁶.

L'OPO, présidée par Ludwik Zgraja, était la plus forte de toutes les associations du courant provarsovien. Elle revendiquait, en juillet 1945, environ 29 000 membres et en mars 1946 comptait déjà environ 40 000 adhérents. Dix-sept mois plus tard, les effectifs de l'OPO avaient bien diminué (environ 19 500 membres), ce qui était dû aux retours massifs en Pologne des militants de l'association. C'était l'OPO qui se faisait la plus grande propagandiste en faveur du rapatriement des immigrés polonais de France⁹⁷.

Au mois de mai 1945, l'Union « Maria Konopnicka » comptait 10 087 membres, rassemblées dans 132 sections locales. Le développement de ses structures était constant⁹⁸. En mai 1946, l'association rassemblait en effet plus de 250 sections et 16 085 membres, c'est-à-dire trois fois plus que son homologue faisant partie de l'UCPF. L'activité de l'association féminine du courant communiste était si importante que sa domination était même confirmée par la présidente de l'Union des sociétés des femmes polonaises, d'obédience londonienne⁹⁹.

94 Leon Turajczyk, *Spoleczno-polityczne organizacje polskie we Francji*, op. cit., p. 102, 107, 312.

95 *Ibid.*, p. 167.

96 Voir le prologue au présent ouvrage, « Les antécédents et le contexte de la présence étrangère en France au lendemain de la seconde guerre mondiale », p. 23.

97 Leon Turajczyk, *Spoleczno-polityczne organizacje polskie we Francji*, op. cit., p. 135 ; Joanna Szulc, *De l'émigration à la réémigration*, op. cit., p. 266.

98 Leon Turajczyk, *Spoleczno-polityczne organizacje polskie we Francji*, op. cit., p. 73.

99 Joanna Szulc, *De l'émigration à la réémigration*, op. cit., p. 265 ; Katarzyna Konopczyńska, « Akcja kobieca », *Polonia Zagraniczna*, n° 30, 15 décembre 1946. Voir aussi la thèse de doctorat consacrée à l'Union des femmes polonaises « Maria Konopnicka » : Anna

L'Union « Grunwald » rassemblait en novembre 1945 plus de 13 000 membres, soit un nombre beaucoup plus élevé que l'ensemble des membres de toutes les associations de jeunesse au sein de l'UCPF (plus de 8 000 à la fin de l'année 1945)¹⁰⁰. En 1945, l'organisation était présidée par Stanisław Stęplewski¹⁰¹.

Les déclarations des dirigeants du CPLN/CNPF concernant ses associations membres rendaient difficile l'évaluation de ses effectifs. Le problème était bien différent de celui évoqué dans le cas des documents de l'UCPF. En effet, les communistes polonais en France et leurs collaborateurs annonçaient souvent que telle ou telle association avait intégré leur fédération, quand il y avait eu lieu une scission en son sein, ou même si une ou plusieurs cellules d'une association polononienne avaient déclaré leur adhésion au courant provarsovien.

322

Au sein de l'Association de l'université ouvrière des émigrés polonais en France (TUR), les adhérents du nouveau gouvernement varsovien firent scission, en créant une association concurrente sous le même nom dont la présidence fut assurée par Józef Szczerbiński, le seul membre du comité directeur de la TUR en France élu lors de son congrès en 1938 qui avait reconnu le GPUN. Il fut rejoint par des partisans de la coopération étroite de la TUR avec les communistes, qui avaient été révoqués de la direction de l'organisation en 1938, comme l'ancien secrétaire général, J. Sieg, ou l'ancien trésorier, M. Kot¹⁰². La TUR de Szczerbiński coopéra avec la direction nationale de la TUR à Varsovie. En mars 1947, au moment du VIII^e congrès de la branche française de la TUR qui se tint à Waziers (Nord), l'association provarsovienne comptait 40 sections locales dans toute la France¹⁰³.

La même situation se fit jour au sein de l'Union des agriculteurs polonais, lorsque la majorité de ses membres, dirigée par le nouveau président de l'association Józef Kupś et le secrétaire Aleksander Janowski, décidèrent de

Nowakowska-Wierchoś, « *Konopniczanki* ». *Związek Kobiet Polskich we Francji im. Marii Konopnickiej w latach 1944-1950* [« Konopniczanki ». L'Union des femmes polonaises en France « Maria Konopnicka » dans les années 1944-1950], thèse de doctorat en histoire sous la dir. de Małgorzata Gmurczyk-Wrońska, Institut d'histoire de l'Académie polonaise des sciences, Varsovie, 2014.

100 Leon Turajczyk, *Spoleczno-polityczne organizacje polskie we Francji, op. cit.*, p. 135 ; BPP, BPP 1172, rapport sur l'activité du comité directeur de l'UCPF entre le 1^{er} juin et le 31 décembre 1945, fol. 24 (ce document se trouve aussi dans : BPP, vers. 4088, fiches non paginées).

101 Marek Szczerbiński et Krzysztof Zdanewicz, « Les problèmes de l'émigration polonaise en France à travers la presse polonaise entre 1944 et 1949 », dans Edmond Gogolewski (dir.), *Les Ouvriers polonais en France après la seconde guerre mondiale, op. cit.*, p. 148.

102 M. Czekaj, J. Sieg, M. Kot, « Niech żyje demokratyczny TUR! » [Vive la TUR démocratique], *Niepodległość*, n° 26, juin 1945, p. 2 ; « Prawdziwe stanowisko TUR » [La véritable attitude de la TUR], *Sztandar Polski*, n° 38, 16 septembre 1945, p. 1 ; BPP, vers. 3269, procès-verbal du VII^e congrès de la TUR à Lens, le 28 octobre 1945, p. 3.

103 Leon Turajczyk, *Spoleczno-polityczne organizacje polskie we Francji, op. cit.*, p. 124 (réf. 122).

quitter l'UCPF en novembre 1947. Une partie minoritaire de ces scissionnistes, dirigée par Kupś, entra ensuite au sein du CPLN¹⁰⁴.

Les communistes polonais, membres de la CGT, disposaient aussi de leur propre organisation au sein du CNPF, concurrente de la FREP, anticommuniste : la Fédération des émigrés polonais (Federacja Emigrantów Polskich, FEP), ou plus précisément une partie minoritaire des membres de l'ancienne FEP qui n'avaient pas intégré les rangs de la nouvelle FREP, association membre de l'UCPF.

Le courant communiste disposait de sa propre Union des éclaireurs polonais (ZHP), dirigée par Pelagia Lewińska, ancienne déportée à Auschwitz et communiste fervente. La ZHP, appartenant au courant de la gauche polonaise, formait les jeunes en insistant sur l'éducation communiste et rejetait les idées du scoutisme de Robert Baden-Powell. Les éclaireurs collaboraient étroitement avec l'Union « Grunwald ». Lors du rassemblement national de la jeunesse polonaise en France, organisé par « Grunwald » à Bruay-en-Artois à la fin de 1944, le CPLN réussit à rallier environ 6 000 personnes¹⁰⁵.

Alors que les militants des organisations polonaises faisant partie de l'UCPF s'attachaient à discréditer les associations membres du CPLN/CNPF, ce dernier tentait de donner l'impression que de nombreuses structures ou des militants importants de l'ancienne Union des Polonais et de l'UCPF l'avaient rejoint. C'est pourquoi le manifeste de la commission d'organisation de la deuxième assemblée nationale des émigrés polonais en France – autrement dit le II^e congrès du CPLN – du mois de juin 1945 fut signé, entre autres, par le vice-président de l'UCPF à Nice, les présidents de la FRP (organisation des ouvriers polonais, faisant partie de l'UCPF) à Saint-Étienne et en Meurthe-et-Moselle, ou le président de l'Union des anciens insurgés de la Grande-Pologne à Ostricourt. De même, deux membres de l'Union des commerçants et artisans polonais en France signèrent ledit manifeste « au nom » de cette association, sans pour autant avoir recherché ni obtenu l'accord de son comité directeur¹⁰⁶. Le CNPF comptait en son sein, surtout dans le Nord de la France, un certain nombre d'associations de théâtre, de musique ou de chorales¹⁰⁷.

104 BPP, vers. 4088, déclaration des délégués régionaux : Troyes, Clermont-Ferrand, Angers, Périgueux et des quelques délégués de la région parisienne de l'Union des agriculteurs polonais en France, [1948].

105 BPP, fonds J. Jakubowski, art. prov. 35, note sur les Polonais en France et leur vie associative, [s.l., après le 29 juin 1945], p. 4.

106 « Jednościowa Komisja Zjazdowa. Głos Wychodźstwa » [La commission unitaire de l'assemblée. Le parole des émigrés], *Niepodległość*, n° 25, juin 1945, p. 2 ; « Nowe zgłoszenia do Centralnej Jednościowej Komisji II Zjazdu Emigracji » [De nouveaux accès à la commission centrale unitaire de la 2^e assemblée de l'émigration], *Niepodległość*, n° 26, juin 1945, p. 1.

107 BPP, vers. 3209, rapport sur le contrôle effectué dans le bureau de la délégation régionale de la CRP à Lille entre le 15 et le 21 novembre 1945, p. 9.

C'était parfois la majorité des membres de certaines associations qui choisissait de faire entrer leur association au sein du CNPF. Ce fut le cas de l'Union des mutilés de guerre polonais, dont le siège était à Paris et dont le président, Dorożala, décida d'intégrer le Conseil national des Polonais et de ne pas entrer au sein de l'UCPF en 1945. Cette association, créée en 1928, comptait en septembre 1946 environ 1 200 membres, rassemblés dans 21 sections locales. Une partie minoritaire de cette Union décida de rester au sein de l'Union centrale¹⁰⁸. Même situation dans le cas de l'Union des anciens de l'armée Haller. En 1945, la majorité de ses membres prit la décision de quitter les rangs de l'UCPF et de la FPZOO pour intégrer le CNPF. L'Union des mutuelles polonaises (Związek Kas Wzajemnej Pomocy), présidée par Franciszek Kasprzak, décida elle aussi d'adhérer au CNPF, et ce malgré le fait que la majorité des mutuelles polonaises participaient toujours à l'activité des KTM dans des colonies¹⁰⁹. Au mois de juin 1947, l'assemblée plénière de l'Association des sociétés d'élevage polonaises (Związek Polskich Towarzystw Hodowlanych), par les voix des délégués de ses 43 sections locales, vota la sortie de l'UCPF et l'intégration au CNPF¹¹⁰. Enfin, au mois d'août 1949, la majorité de la direction de l'Association polonaise de football en France (PZPN), ayant quitté l'UCPF en 1947, intégra le CNPF¹¹¹.

Il existait également une association réunissant des travailleurs polonais de l'agriculture provarsoviens, l'Union des colons et ouvriers agricoles (Związek Osadników i Robotników Rolnych, ZORR), qui se voulait la concurrente de l'Union des agriculteurs polonais, relevant de l'UCPF¹¹². Or, l'influence du CNPF parmi les colons polonais – propriétaires, fermiers et métayers – était particulièrement faible ; et cela notamment du fait de l'anticommunisme traditionnel des paysans polonais, opposés à la collectivisation des campagnes (même si, jusqu'en 1948, les communistes en Pologne ne prévoyaient pas de suppression de la propriété privée des paysans).

Il faut aussi mentionner l'Union des Polonais anciens résistants (Związek Polaków byłych Uczestników Ruchu Oporu), créée au sein du CNPF, qui réunissait surtout les anciens des FTP-MOI.

¹⁰⁸ BPP, vers. 4090, lettre : présidence de l'UCPF au comité régional de l'UCPF à Saint-Étienne, [Paris], le 13 février 1947.

¹⁰⁹ Leon Turajczyk, *Społeczno-polityczne organizacje polskie we Francji*, op. cit., p. 106 ; BPP, BPP 1172, rapport sur l'activité du comité directeur de l'UCPF entre le 1^{er} juin et le 31 décembre 1945, fol. 23 (ce document se trouve aussi dans : BPP, vers. 4088, fiches non paginées).

¹¹⁰ « Z naszej gromady », *Gazeta Polska*, n° 23, 1^{er} juillet 1947, p. 8 ; Leon Turajczyk, *Społeczno-polityczne organizacje polskie we Francji*, op. cit., p. 135.

¹¹¹ Bernard Woltmann, « Le sport dans les milieux ouvriers polonais », art. cit., p. 215.

¹¹² BPP, BPP 1171, rapport de l'ancien consul de Pologne à Toulouse, R. Wodzicki, sur la situation des Polonais dans le Sud-Ouest de la France entre le 1^{er} avril et le 25 juillet 1946, fol. 122.

La tactique développée par le courant communiste du « doublage » des associations faisant partie des fédérations de tendance anticommuniste par ses propres organisations était aussi employée par les communistes en Pologne. Il ne s'agissait pas d'emprunter les noms d'associations anticommunistes dans le seul but d'entrer en concurrence avec elles, mais de choisir des noms qui étaient déjà connus par les immigrés polonais en France ou en Pologne. Il s'agissait donc d'une tentative d'attirer un certain nombre de compatriotes par une marque réputée et déjà connue (notamment des personnes peu au fait des nuances politiques de l'immédiat après-guerre), mais aussi de se présenter comme successeur d'organisations d'avant-guerre.

Contrairement à l'UCPF, et bien évidemment à la fédération catholique, le CPLN/CNPF comptait parmi ses membres une association de juifs polonais, l'Union des juifs polonais en France (nommée aussi l'Organisation des juifs polonais). Cette association était peu représentative de la communauté des juifs polonais en France, puisqu'elle ne rassemblait que des personnes intéressées par la question polonaise et conservant des liens avec leur pays d'origine. Les membres de l'Union des juifs polonais en France soulignaient avant tout que la nouvelle Pologne populaire était devenue une véritable patrie pour ses ressortissants juifs, jusque-là exposés à l'antisémitisme grandissant dans la « Pologne fasciste » d'avant-guerre.

Certaines organisations faisant partie du CPLN/CNPF n'avaient que peu d'importance, même si leurs noms pouvaient suggérer une large ampleur de leur clientèle. Les anciens des Brigades internationales pouvaient adhérer à l'Union des anciens des Brigades internationales (*Związek byłych ochotników Brygady im. Jarosława Dąbrowskiego*). Mieczysław Bibrowski, l'ancien président du Club de l'intelligentsia travaillante polonaise de Paris, structure clandestine des années de l'occupation, animait au lendemain de la Libération l'activité de l'Union de l'intelligentsia polonaise en France (*Związek Inteligencji Polskiej*)¹¹³.

Plus encore que son prédécesseur, le CNPF se présentait comme la fédération représentant toute l'immigration polonaise en France, et c'était la raison pour laquelle un certain nombre d'associations en faisant partie ne révélaient pas ouvertement leurs idées communistes. D'où des conflits intérieurs entre les communistes et les apolitiques, ou même les anticommunistes qui s'étaient inscrits à l'Union de la jeunesse polonaise « *Grunwald* » ou à l'Union des femmes polonaises « *Maria Konopnicka* ». Des adhérents du gouvernement en

113 « Jednościowa Komisja Zjazdowa. Głos Wychodźstwa », *Niepodległość*, n° 25, juin 1945, p. 2-3.

exil rapportèrent le témoignage d'une telle situation, par exemple dans le bassin minier de Gardanne-Biver (Bouches-du-Rhône)¹¹⁴.

En 1946, au cours de sa XVII^e assemblée plénière, tenue à Lille, l'Union des instituteurs polonais en France (Związek Nauczycielstwa Polskiego we Francji, ZNP), sorte de syndicat des enseignants polonais en France, créée en 1924, adhéra au CNPF, oubliant l'indépendance à laquelle elle s'était contrainte jusque là. Dorénavant, l'association constituait la chaîne de transmission dans le domaine de l'enseignement polonais en France pour l'inspection de l'Éducation auprès de l'ambassade de Pologne à Paris et sa politique éducative, de plus en plus idéologique. En janvier 1950, les autorités françaises durent dissoudre la ZNP pour son activité « antinationale », c'est-à-dire procommuniste. Le président de l'Union, Władysław Strąk, et son adjoint, Stanisław Bar, furent ainsi expulsés¹¹⁵.

326

Les militants du CNPF, et de l'OPO notamment, participèrent activement à l'organisation du « scrutin populaire » polonais parmi les immigrés en France. Il s'agissait d'un référendum effectué en Pologne le 30 juin 1946. Cette initiative avait pour but que les Polonais de France reconnaissent la légitimité du pouvoir communiste en leur posant trois questions. Les réponses positives à ces trois questions étaient perçues comme le signe de l'appui de la base pour la politique de la Pologne populaire. Or, les questions étaient construites de telle sorte qu'elles impliquaient une réponse par l'affirmative¹¹⁶. Le Conseil national des Polonais en France (CNPF), successeur du CPLN, mena une campagne active au sein des colonies polonaises installées sur le territoire français, pour que les immigrés signent, en donnant leur nom, prénom et l'adresse de leur domicile, des fiches portant des déclarations favorables (vote « Trois fois oui ») au gouvernement polonais de Varsovie. Les responsables de l'UCPF appelèrent les Polonais de France à ne pas participer dans cette action¹¹⁷. D'après le CNPF,

114 *Ibid.*, lettre : L. T. Mazur à Adam Pragier, ministre de l'Information et de la Documentation du gouvernement polonais de Londres, Marseille, le 4 août 1946, fol. 138.

115 BPP, vers. 3218, *Jednodniówka: Kilka słów o Związku Nauczycielskim we Francji* [Brochure éphémère. Quelques mots sur l'Union des instituteurs en France], Union indépendante des instituteurs polonais, [après janvier 1950], p. 18; Edmond Gogolewski, « L'enseignement élémentaire du polonais en France après la seconde guerre mondiale », art. cit., p. 187 (réf. 26).

116 Les trois questions concernaient les problèmes suivants : 1. la suppression du Sénat, 2. l'appui à la réforme agraire effectuée en 1944 et à la nationalisation des branches principales de l'industrie effectuée dès le début 1946; 3. le soutien à la fixation des frontières occidentales de la Pologne (sans dire un mot de la perte des territoires orientaux d'avant-guerre au profit de l'Union soviétique).

117 Joanna Szulc, *De l'émigration à la réémigration*, op. cit., p. 226; Leon Turajczyk, *Społeczno-polityczne organizacje polskie we Francji*, op. cit., p. 136-137; BPP, BPP 1171, rapport sur la situation des Polonais dans la région lilloise fait par un militant du gouvernement polonais de Londres, Paris, le 18 juin 1946, fol. 148-149.

101 474 Polonais de France prirent part à ce référendum, parmi lesquels 99 % votèrent trois fois « oui »¹¹⁸.

Les militants du CNPF participèrent aussi à la campagne d'enregistrement des citoyens polonais, en transmettant ensuite les fichiers aux consulats polonais¹¹⁹.

Le ralentissement de la réalisation du rapatriement des anciens immigrés et ensuite la critique des lacunes de cette opération constituaient les raisons principales de l'affaiblissement de l'influence du gouvernement polonais de Varsovie et de ses représentants en France au sein de la communauté immigrée polonaise dans ce pays.

Au fur et à mesure que la campagne de rapatriement prenait de l'ampleur, l'influence du CNPF diminuait. À la fin de 1947, la plupart des adhérents convaincus par le régime politique de la Pologne populaire quittèrent la France, tout comme l'écrasante majorité des immigrés polonais qui décidèrent de retourner dans leur pays d'origine pour d'autres raisons que politiques ou idéologiques. Les associations comme l'OPO ou « Grunwald », dont le caractère était le plus « combatif », étaient celles qui se trouvaient les plus affaiblies par le retour en Pologne de leurs militants, et cela même si c'était précisément l'organisation du rapatriement qui avait stimulé l'activité et le développement de ces associations¹²⁰.

L'action sociale bien délimitée de la CRP en France contribuait aussi à l'augmentation du mécontentement dans les colonies polonaises, d'autant plus que l'insuffisance de son aide avait été fortement attaquée par les adhérents du CPLN avant que son organisation ne passe aux mains des gens de Varsovie¹²¹.

Dans le même temps, la révocation des ministres PCF du gouvernement français (en mai 1947) et le soutien ouvert des communistes polonais en France aux grèves dirigées par la CGT en automne de la même année contre la politique du gouvernement français installèrent le CNPF dans un conflit avec les autorités françaises. La situation des militants communistes polonais devint particulièrement difficile lorsque le socialiste Jules Moch devint ministre de l'Intérieur en décembre 1947.

Dès le début de l'année 1948, les premières arrestations de militants communistes polonais eurent lieu. Parmi eux se trouvait Czesław Ciupa,

118 Joanna Szulc, *De l'émigration à la réémigration, op. cit.*, p. 227. L'auteur donne plus de précisions concernant ledit référendum (p. 227-231). Leon Turajczyk a apporté d'autres chiffres : sur 132 423 votants, 131 991 auraient voté trois fois « oui » (*Społeczno-polityczne organizacje polskie we Francji, op. cit.*, p. 137). Par ailleurs, il semble que cet événement n'ait pas été perçu comme important dans la vie de la communauté polonaise en France.

119 Sur la campagne d'enregistrement des citoyens polonais en France, voir le chapitre 4, « Le fonctionnement des réseaux diplomatiques et consulaires de l'État polonais en France ».

120 Joanna Szulc, *De l'émigration à la réémigration, op. cit.*, p. 295.

121 Voir entre autres : « Zjazd Okręgowy CZP w Lyonie » [La conférence régionale de l'UCPF à Lyon], *Biuletyn Informacyjny Centralnego Związku Polaków we Francji*, n° 7, 15 avril 1946, p. 18.

commandant suprême de la ZHP varsoivienne en France¹²². Les rangs des associations membres du CNPF commencèrent à fondre. Au début de 1948, le ministère français de l'Intérieur ordonna de vérifier les liens qu'entretenaient les associations d'étrangers avec le mouvement communiste. Quelques dizaines de militants communistes parmi les plus actifs furent expulsés¹²³. D'après le rapport du secrétariat du PSL en France aux autorités suprêmes de ce parti, entre 1946 et 1948, le nombre de sections de l'Union des femmes polonaises (relevant du CNPF) passa de 58 à seulement 15¹²⁴. Au mois de juin 1948, les autorités françaises décidèrent la dissolution de la ZORR. Parmi les raisons de cette décision administrative, les autorités évoquèrent... l'incitation des immigrés polonais au retour en Pologne par des militants associatifs¹²⁵.

328

La majorité des arrestations, qui furent ensuite suivies par des expulsions, eurent lieu à la fin de l'année 1948, tout comme la répression de la participation active à la grève générale, organisée par la CGT, en automne de cette année-là. Un certain nombre de militants communistes de la vie associative polonaise en France furent expulsés au mois de novembre. Parmi eux, Władysław Degórski, président du comité directeur de l'OPO et Szmulewski, secrétaire de l'Union des anciens des BI et membre de la direction du CNPF. Les arrestations des militants des associations membres du CNPF – y compris à l'échelle locale – continuèrent jusqu'au début de 1949¹²⁶. Une nouvelle vague de représailles dirigée contre les communistes polonais eut lieu à la fin de 1949. C'était la réponse française aux arrestations des Français par les autorités de la Pologne populaire. Parmi les personnes arrêtées se trouvaient, entre autres, le président du CNPF, Szczepan Stec, et le rédacteur en chef du quotidien communiste polonais en France *Gazeta Polska*, Artur Kowalski¹²⁷.

C'est dans le cadre de ce durcissement de la politique française envers les communistes étrangers que le CADI et son organe de presse, *Unis*, furent

122 Leon Turajczyk, *Społeczno-polityczne organizacje polskie we Francji*, op. cit., p. 179.

123 BPP, art. 5011, lettre : Marian Pompa, secrétaire du comité central provisoire du PSL en France à M. Raczkowski, Paris, le 20 février 1948 ; *ibid.*, lettre : M. Pompa, secrétaire du comité central provisoire du PSL en France à Władysław Krawczyk, président du PSL en France, Paris, le 9 janvier 1948.

124 *Ibid.*, lettre : secrétariat du PSL en France à la présidence du PSL à l'étranger à Washington, [Paris, 1948].

125 *Ibid.*, lettre : M. Pompa, secrétaire du comité central du PSL en France, à Stanisław Kot, délégué du comité exécutif suprême du PSL pour l'Europe de l'Ouest, Paris, le 23 juin 1948.

126 Alexis Spire, *Étrangers à la carte. L'administration de l'immigration en France (1945-1975)*, Paris, Grasset, 2005, p. 70-71 ; BPP, fonds M. Biesiekierski, art. prov. 4/1, rapport n° 10 sur la situation dans le domaine du travail et de la protection sociale entre le 1^{er} octobre 1948 et le 31 janvier 1949, [Paris, après le 31 janvier 1949], p. 11-12.

127 Dariusz Jarosz et Maria Pasztor, *Conflits brûlants de la guerre froide. Les relations franco-polonaises de 1945 à 1954*, Panazol, Lavauzelle, 2005, p. 229. Sur la crise des relations franco-polonaises à la fin de 1949, voir le chapitre 4, « Le fonctionnement des réseaux diplomatiques et consulaires de l'État polonais en France ».

dissous. Justin Godart, radical-socialiste de gauche, initia la constitution du nouveau Comité français de défense des immigrés – une nouvelle incarnation du CADI –, d'une ampleur toutefois bien plus limitée et qui ne disposait d'aucun organe de presse.

Toutes ces expulsions furent ordonnées « en urgence absolue », c'est-à-dire sans droit au recours à une instance supérieure. En 1949, les communistes polonais ne disposaient plus d'organisme pouvant fédérer leur vie associative en France, d'ailleurs quasiment liquidée. En novembre, le ministère français de l'Intérieur décida la dissolution de tous les clubs de football polonais membres du CNPF¹²⁸. Au mois de janvier 1950, les autorités françaises prirent la décision officielle de dissoudre complètement le Conseil national des Polonais de France et ses sept associations membres : l'OPO, l'Union des femmes polonaises « Maria Konopnicka », l'Union de la jeunesse polonaise « Grunwald », la TUR, l'Union des mutilés de guerre polonais, l'Union des instituteurs polonais en France et l'Union des Polonais anciens résistants¹²⁹.

LA VIE ASSOCIATIVE DU « BLOC CATHOLIQUE » : L'ACTIVITÉ DE L'UNION DES ASSOCIATIONS CATHOLIQUES POLONAISES EN FRANCE (UACP) ET DE SES ORGANISATIONS MEMBRES

L'Union des associations catholiques polonaises en France (Polskie Zjednoczenie Katolickie we Francji, UACP) fut créée en 1924 à Lens, initialement sous le nom d'Union des associations paroissiales polonaises (Związek Polskich Towarzystw Kościelnych), et porta le nom d'UACP à partir de juin 1939¹³⁰. À la veille des hostilités, au mois de mars 1939, les associations membres de l'UACP comptaient au total 30 890 adhérents¹³¹. Après la seconde guerre mondiale, l'organisation reprit son activité à l'occasion de la réunion de son conseil suprême, tenue le 7 janvier 1945 à Lens et ensuite de la conférence des représentants de 14 associations catholiques qui se tint le 23 août 1945. Dès

¹²⁸ Bernard Woltmann, « Le sport dans les milieux ouvriers polonais », art. cit., p. 215.

¹²⁹ Marek Szczerbiński et Krzysztof Zdanewicz, « Les problèmes de l'émigration polonaise en France à travers la presse polonaise entre 1944 et 1949 », art. cit., p. 156.

¹³⁰ Entre-temps, le nom officiel de l'organisation, tant en français qu'en polonais, fut changé à plusieurs reprises. En 1926, cette fédération d'associations prit le nom d'Union des associations catholiques polonaises (UACP), en polonais Związek Polskich Towarzystw Katolickich (ce qui ne changea pas le sigle en polonais). Trois ans plus tard, l'organisation prit le nom d'Union des sociétés catholiques polonaises en France, en polonais dorénavant Zjednoczenie Polskich Towarzystw Katolickich. Gabriel Garçon, *Les Catholiques polonais en France*, op. cit., p. 71-72, 95, 204-205. Garçon écrit dans un autre texte que le premier changement pour UACP (et en polonais Związek Polskich Towarzystw Katolickich) eut lieu en 1927, et non en 1926 (« La jeunesse polonaise et les organisations catholiques polonaises en France », art. cit., p. 128).

¹³¹ Id., *Les Catholiques polonais en France*, op. cit., p. 204.

le mois de janvier 1945, les dirigeants de l'UACP avaient renoncé à reconnaître l'autorité du Comité central de lutte¹³².

Le 26 août 1945, l'assemblée officielle des délégués des associations membres de l'UACP se tint à Lorette, dans la Loire. Un nouveau comité directeur y fut élu, dont la présidence était dorénavant assurée par un laïc, Jan Szambelańczyk (et ce pendant toute la période examinée dans ce livre). En revanche, le secrétaire général était un religieux, le père Alojzy Nosal, remplacé en juin 1946 par le père Mieczysław Januszczak, puis en octobre 1946 par le père Leon Plutowski, de Harnes (Pas-de-Calais)¹³³. Le comité directeur de l'Union était composé tant de laïques que de prêtres. Chaque association membre de l'UACP comptait un assistant religieux, en plus de ses responsables laïques¹³⁴.

330

Les deux réunions du mois d'août étaient le résultat de l'impossible accord des militants catholiques avec les responsables de l'UCPF. Le rôle du comité directeur de l'UACP était symbolique, les associations membres jouissant d'une large autonomie et de la tutelle des prêtres polonais délégués par la Mission catholique polonaise (PMK). Le recteur de la PMK était le véritable leader du courant catholique de la vie associative des immigrés polonais en France. L'activité des organisations catholiques et l'influence de l'UACP étaient concentrées dans les deux départements septentrionaux. Le problème des associations catholiques des immigrés polonais a déjà été profondément étudié par Gabriel Garçon dans la monographie tirée de la thèse de doctorat qu'il a soutenue en 2003 à l'université Charles-de-Gaulle (Lille 3)¹³⁵.

Les principales associations membres de l'UACP étaient :

- l'Union des sociétés catholiques polonaises d'hommes polonais en France (Związek Katolickich Stowarzyszeń Mężów Polskich we Francji) : créée en 1931, cette organisation regroupant toutes les associations masculines et dont le siège se situait à Aubry (Nord) était présidée après les hostilités par Franciszek Ratajczak ;
- l'Union des associations catholiques de la jeunesse polonaise masculine (Związek Katolickich Stowarzyszeń Młodzieży Polskiej Męskiej), dont le

¹³² *Ibid.*, p. 71-72, 276 ; *id.*, « Les relations entre l'Union des associations catholiques polonaises et l'Union centrale des Polonais, 1945-1949 », art. cit., p. 37-38 ; « Kronika terenowa: Francja », *Polonia Zagraniczna*, n° 1, 7 septembre 1945.

¹³³ Gabriel Garçon, *Les Catholiques polonais en France*, *op. cit.*, p. 342, 473 ; « Kronika terenowa: Francja », *Polonia Zagraniczna*, n° 3, 10 octobre 1945 ; Leon Turajczyk, *Spoleczno-polityczne organizacje polskie we Francji*, *op. cit.*, p. 309 ; PISM, A.46/13, lettre : Kajetan Morawski, ambassadeur de Pologne [du gouvernement de Londres] à Paris, à Adam Tarnowski, ministre des Affaires étrangères du gouvernement polonais de Londres, Paris, le 17 juin 1946.

¹³⁴ BPP, vers. 3386, *Duszpasterstwo polskie we Francji*, [L'Aumônerie polonaise en France], état au 1^{er} mars 1947, brochure, 1947, p. 2.

¹³⁵ Gabriel Garçon, *Les Catholiques polonais en France*, *op. cit.*

- siège était à Dourges (Pas-de-Calais). Elle fut dirigée par Alojzy Ambroży et à partir de mars 1949 par Bolesław Szambelańczyk ;
- l'Union des associations catholiques de la jeunesse polonaise féminine (Związek Katolickich Stowarzyszeń Młodzieży Polskiej Żeńskiej), dont le siège était à Dourges. Elle fut dirigée après les hostilités par Teresa Durczyńska, et à partir de depuis mars 1949 par Józefa Szymańska ;
 - l'Union des associations d'Enfants polonais (Związek Stowarzyszeń Dzieci Polskich¹³⁶), créée en 1932 et dirigée au lendemain de la seconde guerre mondiale par le père Ludwik Makulec, depuis janvier 1947 par le père Bronisław Wiater, remplacé en 1948 par le père Piotr Oramowski. Son siège social se trouvait à Paris ;
 - l'Union des confréries du rosaire (Związek Bractw Różańcowych), créée en 1929 et présidée dès son origine et après la seconde guerre mondiale par Stanisława Witkowska. Son siège était situé à Sallaumines (Pas-de-Calais).
 - L'Union des chorales paroissiales (Związek Polskich Chórów Kościelnych), dont le siège était à Aubry, fut créée en 1945 par la plupart des chorales religieuses, jusque-là membres de l'Union des cercles de chant. L'association fut dirigée par Kazimierz Majcherek, et depuis avril 1949 par Roman Wiśniewski¹³⁷.

Les deux organisations de jeunesse – féminine et masculine – faisaient partie d'une même Union des associations catholiques de la jeunesse polonaise en France (Katolickie Stowarzyszenie Młodzieży Polskiej), créée en 1930 à Lens. C'est en 1933 que l'on sépara formellement les deux organisations selon le sexe. Au début de l'année 1947, l'organisation comptait au moins 33 associations féminines et 22 masculines¹³⁸.

Toutes ces organisations étaient dirigées par des présidents laïques choisis de manière démocratique, dont l'action était supervisée par des ecclésiastiques nommés par la Mission catholique polonaise.

¹³⁶ Leon Turajczyk utilisa le nom « Związek Katolickich Organizacji Dziecięcych » [Union des associations catholiques des enfants]: Leon Turajczyk, *Społeczno-polityczne organizacje polskie we Francji, op. cit.*, p. 308.

¹³⁷ Gabriel Garçon, *Les Catholiques polonais en France, op. cit.*, p. 99-100, 174, 323, 473-476 ; BPP, fonds T. Parczewski, art. prov. 1/II, Tadeusz Parczewski, *Émigration polonaise en France, op. cit.*, p. 53 ; Leon Turajczyk, *Społeczno-polityczne organizacje polskie we Francji, op. cit.*, p. 308, 352 ; « Z naszej gromady », *Gazeta Ludowa*, n° 1, 3 janvier 1947, p. 8.

¹³⁸ Gabriel Garçon, *Les Catholiques polonais en France, op. cit.*, p. 99-100 ; *id.*, « La jeunesse polonaise et les organisations catholiques polonaises en France », art. cit., p. 135 ; *id.*, « Le Mède serce, journal de l'association de la jeunesse catholique polonaise KSMP en France, 1946-1953 », dans Daniel Beauvois (dir.), *La Presse polonaise en France (1918-1984)*, Villeneuve-d'Ascq, université Charles-de-Gaulle - Lille 3/*Revue du Nord*, 1988, p. 195-196.

Le nombre d'adhérents des associations membres de l'UACP entre 1945 et 1949 oscillait entre 20 000 et 23 000, en prenant en compte le fait qu'il n'était pas rare de faire partie de plus d'une organisation membre du « bloc catholique »¹³⁹. Plus de 80 % de ces membres habitaient dans le Nord-Pas-de-Calais, et une grande majorité d'entre eux étaient des Westphaliens, une spécificité de la fédération catholique par rapport aux deux autres fédérations d'associations des Polonais en France.

Contrairement à l'UCPF et au CPLN/CNPF, le « bloc catholique » ne disposait pas, après les hostilités, de ses propres structures d'un échelon infranational pouvant représenter la fédération sur le terrain. Seules les organisations membres de UACP possédaient des sections locales, parfois des structures régionales. Le Nord-Pas-de-Calais était la seule région où existaient quatre districts de l'UACP (Lens, Bruay-en-Artois, Douai et Valenciennes), dont le rôle était davantage technique que décisif¹⁴⁰.

332

En plus, dans toute la France, surtout dans les régions minières, on comptait de nombreuses associations religieuses d'ampleur locale, créées par des Westphaliens et qui n'étaient pas centralisées à l'échelle nationale. Parmi celles-ci, on peut mentionner les Sociétés de Sainte-Barbe (Towarzystwa Świętej Barbary), les Sociétés polonaises de Saint-Michel (Towarzystwa Polskie Świętego Michała), les Sociétés catholiques de Saint-François (Towarzystwa Katolickie Świętego Franciszka), les Sociétés paroissiales de Saint-Stanislas (Towarzystwa Parafialne Świętego Stanisława), etc.

Dès la fin de l'année 1947, il était évident que l'UACP se rapprochait de la ligne politique de Stanisław Mikołajczyk et s'éloignait par conséquent du gouvernement polonais de Londres, ce que l'ambassadeur Kajetan Morawski rapporta au MSZ de Londres au début de l'année suivante¹⁴¹. Dans le même temps, l'influence de l'UACP ne cessait d'augmenter, surtout au détriment de l'UCPF – en 1946, déjà, l'Union des cercles de chant avait choisi d'y adhérer. En juillet 1947, vingt-cinq ans après sa création, l'association comptait environ 2 000 membres, rassemblés dans 30 chœurs répartis dans 6 régions (3 dans le Nord de la France, une dans le Sud du pays, une à l'Est et une à Paris)¹⁴². En 1948, la même décision fut prise par les militants de l'Union des sociétés de musique,

139 *Id.*, *Les Catholiques polonais en France*, *op. cit.*, p. 345. Selon Leon Turajczyk, à la fin de l'année 1945, toutes les associations membres de l'UACP comptaient environ 37 000 adhérents, dont 7 000 femmes et 10 000 adolescents. Voir : Leon Turajczyk, *Społeczno-polityczne organizacje polskie we Francji*, *op. cit.*, p. 313.

140 Gabriel Garçon, *Les Catholiques polonais en France*, *op. cit.*, p. 330, 332-333.

141 PISM, A.46/3, lettre : K. Morawski, ambassadeur de Pologne [du gouvernement de Londres] à Paris, à Adam Tarnowski, ministre des Affaires étrangères du gouvernement polonais de Londres, Paris, le 3 janvier 1948.

142 « Srebrne gody śpiewacze we Francji » [L'anniversaire argenté des chœurs en France], *Gazeta Ludowa*, n° 24, 15 juillet 1947, p. 5.

jusqu'à la fin de cette année-là, l'Union des éclairés polonais décida de quitter l'UCPF pour rallier l'UACP dans son idée de constituer une nouvelle fédération dont la dimension dépasserait le caractère religieux de l'Union des associations catholiques¹⁴³. Enfin, en mai 1949, l'Union des sociétés féminines quitta l'UCPF pour rejoindre cette nouvelle initiative¹⁴⁴.

La deuxième assemblée plénière de l'UACP se tint le 19 septembre 1948, à Lens, dans la salle du Syndicat libre des mineurs du Pas-de-Calais – ce qui démontrait d'ailleurs le rapprochement entre les milieux catholiques polonais en France et les syndicats chrétiens français. Parmi les personnes présentes dans l'assemblée on peut mentionner le rédacteur en chef du quotidien *Narodowiec*, Michał Kwiatkowski, le recteur de la Mission catholique polonaise en France, le père Kazimierz Kwaśny, et le chef des sections polonaises de la Confédération française des travailleurs chrétiens (CFTC), François (Franciszek) Szczepaniak. Lors de cette assemblée, on valida l'entrée au sein de l'UACP de deux nouvelles associations membres : l'Association universitaire catholique polonaise « Veritas » (Polskie Katolickie Stowarzyszenie Uniwersyteckie « Veritas ») et la Fédération des sections polonaises du Syndicat libre des mineurs.

On comptait alors 3 335 membres dans 93 associations locales de l'Union des associations catholiques des hommes polonais en France; 13 043 personnes adhérant à l'Union des confréries du rosaire; environ 10 000 membres dans 121 sections locales de l'Union des associations catholiques de jeunes gens polonais et de l'Union des associations catholiques de jeunes filles polonaises¹⁴⁵.

L'UACP était à l'origine de la création, le 19 juin 1949, à Lens, du Congrès de la Polonia de France (Kongres Polonii Francuskiej, CPF). L'utilisation du terme « Polonia » (*Polonia, polonijny*) au lieu de « Polonais » (*Polacy, polski*) élargissait l'audience de l'organisation, y incluant les descendants des immigrés polonais ou de certains immigrés de la première génération eux-mêmes qui étaient déjà francisés mais qui conservaient la conscience de leur origine polonaise. Il s'agissait là d'une nouveauté importante dans la vie associative des immigrés polonais par rapport au mode de pensée qui considérait que le rôle des associations était la lutte contre la dépolonisation des immigrés et ainsi contre leur francisation¹⁴⁶. Son

143 Sur ces plans, voir entre autres : Gabriel Garçon, « Les relations entre l'Union des associations catholiques polonaises et l'Union centrale des Polonais, 1945-1949 », art. cit., p. 45-46.

144 *Ibid.*, p. 47 ; *id.*, *Les Catholiques polonais en France, op. cit.*, p. 437.

145 Leon Turajczyk, *Społeczno-polityczne organizacje polskie we Francji, op. cit.*, p. 352-353 ; Gabriel Garçon, *Les Catholiques polonais en France, op. cit.*, p. 344-345.

146 Gabriel Garçon traduit le nom « Kongres Polonii Francuskiej » par « le Congrès des Polonais de France » (voir : *ibid.*, p. 436). Conformément à ce que nous expliquons, nous choisissons de ne pas traduire le mot *Polonia* puisqu'il semble n'avoir pas été choisi au hasard.

premier président était Bronisław Lech, immigré de Fouquières-lès-Lens (Pas-de-Calais) et président de l'Union des cercles de chant. Ce tour de force résultait de la décision définitive des milieux ecclésiastiques polonais en France que la fusion des « catholiques » avec l'Union centrale des Polonais, de plus en plus faible, aurait été peu profitable pour eux. On choisit ainsi de mettre sur pied une nouvelle fédération, le CPF qui, à côté de l'UCPF, regrouperait aussi des organisations strictement laïques. Le recteur de la Mission catholique polonaise en France, le père Kazimierz Kwaśny, fut choisi pour mener à bien cette initiative. Par ce choix, l'UACP entra en concurrence directe avec les deux fédérations d'associations laïques déjà existantes, tant le CNPF que l'UCPF¹⁴⁷.

Le CPF regroupait 10 associations : les 6 principales organisations catholiques membres de l'UACP, l'Union des sociétés féminines, la ZHP en France, l'Union des cercles de chant et l'Association universitaire catholique polonaise « Veritas ». Parmi toutes les organisations membres du CPF, plus de la moitié des membres étaient rassemblés au sein de l'Union des confréries du rosaire (environ 13 000 adhérents) ou dans l'une des deux unions des associations catholiques de jeunes – l'Union des associations catholiques de jeunes gens polonais et l'Union des associations catholiques de jeunes filles polonaises (environ 10 000). Le nombre d'adhérents aux associations à l'origine de la création du CPF était de 40 683¹⁴⁸. Au mois de juillet 1949, l'Union des sociétés de théâtre rejoignit le CPF¹⁴⁹. D'après Gabriel Garçon, l'effectif total des associations membres du CPF comptait alors entre 30 000 et 32 000 adhérents¹⁵⁰.

La création du CPF ne sonna pas la fin de l'UACP, qui n'entra d'ailleurs pas dans les rangs du Congrès de la Polonia en France – seules ses organisations membres l'avaient fait. L'UACP, constituant dorénavant le bloc des associations strictement religieuses, célébra solennellement son 25^e anniversaire au mois d'août 1949 à Bruay-en-Artois (Pas-de-Calais)¹⁵¹. Au tournant des années 1948-1949, l'ensemble des six associations de l'UACP comptait environ 23 400 membres¹⁵².

147 Sur les préparations à la constitution du Congrès de la Polonia de France, voir : *ibid.*, p. 435-438.

148 *ibid.*, p. 438 ; *id.*, « Les relations entre l'Union des associations catholiques polonaises et l'Union centrale des Polonais, 1945-1949 », art. cit., p. 47 ; Jerzy Klechta, *Najstarsza w świecie: Polska Misja Katolicka we Francji, 1836-2006* [La Plus Vieille au monde. La Mission catholique polonaise en France, 1836-2006], Paris, Polska Misja Katolicka we Francji, 2006, p. 192 ; Roman Dzwonkowski, « Przywódcza grupa społeczna w historii polskiej emigracji zarobkowej we Francji, 1920-1980 » [La question du commandement social dans l'histoire de l'émigration polonaise en France, 1920-1980], *Studia Polonijne*, n° 5, 1983, p. 72 ; Leon Turajczyk, *Spółeczno-polityczne organizacje polskie we Francji, op. cit.*, p. 359.

149 Gabriel Garçon, *Les Catholiques polonais en France, op. cit.*, p. 442.

150 *ibid.*, p. 443.

151 *ibid.*, p. 356, 439-440.

152 *ibid.*, p. 448, 471.

Dans la mesure où les autorités françaises avaient dissous le CNPF et que l'UCPF plongeait dans une crise de plus en plus profonde, le CPF devint immédiatement la fédération principale de la vie associative des immigrés polonais en France, bien que n'étant pas parvenu à centraliser toute la vie associative des Polonais en France, ni même toutes les associations anticommunistes.

LE FONCTIONNEMENT DES PARTIS POLITIQUES POLONAIS EN FRANCE

L'activité des partis politiques des immigrés n'était pas autorisée par les autorités françaises ni prévue par la loi de 1901 sur les associations étrangères. Ainsi, ils n'étaient pas membres des fédérations d'associations polonaises en France. Cependant, cette activité était tolérée et les partis polonais en France étaient proches de l'une ou l'autre fédération d'associations d'immigrés polonais. Autrement dit, les partis politiques polonais en France, dont la marge de manœuvre était très réduite, menaient leur activité et essayaient d'influencer la communauté polonaise en France par l'intermédiaire des organisations sociales que ces partis tentaient d'influencer¹⁵³.

L'organisation prépondérante au sein du CPLN/CNPF, c'est-à-dire le Parti ouvrier polonais (PPR), n'en faisait pas officiellement partie. En tant que parti politique étranger, le PPR (communiste), ne pouvait pas exercer son activité sur le territoire français, mais le faisait néanmoins par des moyens semi-légaux, étant accepté de fait par les autorités françaises, comme tous les autres partis politiques polonais en France. La section française du PPR fut créée en janvier 1946. La première assemblée plénière du PPR en France se tint en juillet de la même année à Sallaumines (Pas-de-Calais). Parmi 449 délégués, 306, soit 68,15 % de l'ensemble des délégués, étaient anciens membres des « groupes de langue » polonais du PCF. À la fin de 1946, le PPR comptait en France 25 762 membres, dont la majorité étaient issus des sections polonaises de l'ancienne Confédération générale du travail unitaire (CGTU) et du PCF. Dès le début de l'année 1947, le rapatriement des immigrés polonais contribua à l'affaiblissement progressif de l'effectif du parti. Les premiers retours massifs en Pologne des membres de la section française du PPR eurent lieu en juillet de l'année précédente, mais durant la seconde moitié de 1946 l'afflux de nouveaux membres compensa toutefois ces pertes d'effectifs. La chute du nombre de personnes encartées au PPR s'amorça en 1947 et, au mois d'août de cette même année, 17 389 membres déjà étaient retournés en Pologne¹⁵⁴.

¹⁵³ Voir : BPP, fonds T. Parczewski, art. prov. 1/II, Tadeusz Parczewski, *Facteurs nationaux et traditionnels* [s.l.n. d.], p. 3.

¹⁵⁴ Leon Turajczyk, *Spoleczno-polityczne organizacje polskie we Francji*, op. cit., p. 126, 130, 132 ; Joanna Szulc, *De l'émigration à la réémigration*, op. cit., p. 238.

Le premier secrétaire du PPR en France était Jan Blacha, mineur et issu de l'ancienne immigration ; l'ensemble de son comité directeur était composé d'anciens immigrés, également anciens membres du PCF¹⁵⁵.

Dans le nouveau contexte international, les communistes polonais commencèrent à invoquer le patriotisme et les sentiments nationaux des immigrés pour les inciter au retour à la patrie, la nouvelle Pologne populaire. Pour des raisons idéologiques, les communistes français soutinrent ce point de vue, bien que la perte de la main-d'œuvre expérimentée et de ses familles ne fût pas dans l'intérêt économique ni démographique de la France. Cette attitude « nationaliste » du PPR en France n'était pas contraire au fait que chaque membre de ce parti devait adhérer à la CGT et à ses sections polonaises¹⁵⁶. Néanmoins, un certain nombre de camarades polonais – des anciens des « groupes de langue » polonais au sein du PCF – n'intégrèrent pas les rangs du PPR parce qu'ils ne désiraient pas rentrer en Pologne, bien que dorénavant « populaire » et dirigée par les communistes¹⁵⁷. Toute l'activité du PPR en France, sa propagande et son organisation, était orientée vers le soutien de la campagne de rapatriement des immigrés polonais de France. C'est pourquoi dans l'immédiat après-guerre les communistes polonais, dans leur action politique, ne témoignaient pas réellement leur solidarité avec la classe ouvrière française, bien qu'ils eussent pris part aux grèves générales ordonnées par leurs camarades français (en 1947 et en 1948).

Dès le commencement du conflit diplomatique entre la France et la Pologne, dans la seconde moitié de 1947, les structures du PPR en France furent de plus en plus contrôlées par les services français. Les premiers locaux furent réquisitionnés. En février 1948, le premier secrétaire Blacha et ses trois collaborateurs furent arrêtés par la police¹⁵⁸. Cette situation contribua à l'effondrement des structures du parti communiste polonais en France. Ses membres commencèrent à intégrer les rangs de l'Organisation d'aide à la patrie, dont l'activité – contrairement à celle du PPR – était officiellement autorisée par les autorités françaises¹⁵⁹. Au mois de mars 1948, les autorités françaises rejetèrent la demande d'autorisation de l'Association des amis du PPR (qui aurait servi de couverture pour le PPR en France). Le mois suivant, il devint illégal et expressément interdit d'être membre de la section française du PPR¹⁶⁰.

155 Leon Turajczyk, *Spoleczno-polityczne organizacje polskie we Francji*, op. cit., p. 132.

156 *Ibid.*, p. 128.

157 *Ibid.*, p. 127 (réf. 132).

158 *Ibid.*, p. 178.

159 BPP, art. 5011, lettre : Marian Pompa, secrétaire du comité central provisoire du PSL en France, à M. Raczkowski, Paris, le 20 février 1948.

160 Leon Turajczyk, *Spoleczno-polityczne organizacje polskie we Francji*, op. cit., p. 209 (réf. 307). Voir aussi BPP, art. 5011, lettre : M. Pompa, secrétaire du comité central du PSL en

Le parti politique le plus proche des structures de l'UCPF était le Parti socialiste polonais (PPS). L'unification du PPS du Nord de la France avec son homologue du Sud, actif durant les hostilités, eut lieu en décembre 1944. C'est Wincenty Jaśniewicz, immigré habitant à Loos-en-Gohelle (Pas-de-Calais), qui devint président de la section française du PPS mais le véritable leader des socialistes polonais en France était Zygmunt Zaremba, réfugié de l'après-guerre et l'une des personnalités les plus importantes du PPS en Pologne avant les hostilités et ensuite dans la Pologne occupée (PPS-WRN clandestin)¹⁶¹. Après la guerre, alors qu'il résidait en France, il devint président de la délégation étrangère du PPS à Paris, cellule créée en août 1946 et dont la tâche était le maintien du contact entre les socialistes émigrés et réfugiés et ceux vivant en Pologne. Zaremba devint ensuite président du conseil de tout le PPS à l'étranger. À l'issue de la conférence des sections étrangères du PPS, tenue au mois de mai 1948 à Pont-à-Lesse, en Belgique, Jaśniewicz, un immigré de l'ancienne génération, devint vice-président du même conseil du PPS à l'étranger¹⁶².

Les autres immigrés de France entrèrent au sein de cette structure en tant que membres ordinaires : Teodor Krawczyński, Jan Dudała, de Condé-sur-l'Escaut (Nord), Edward Łabędź, de Montceau-les-Mines (Saône-et-Loire)¹⁶³. La section parisienne du PPS, la plus active en France, organisait des réunions une fois par mois¹⁶⁴. Les membres du PPS ne pouvaient adhérer à d'autres partis politiques que la SFIO, ce qui fut même recommandé par le congrès du PPS en France qui se tint à Lille en mai 1946. Lors de ce congrès, les délégués de 38 sections locales étaient présents¹⁶⁵. Au mois d'avril 1949, la branche française

France, à M. Białosiewicz, Paris, le 6 juillet 1948.

161 W. Boryna, « PPS w południowej Francji w latach 1940-1944 », *Światło* [PPS du Sud de la France dans les années 1940-1944], vol. 1, n° 3, 1947, p. 69. Anna Siwik, en se référant à un article paru dans la revue londonienne *Robotnik Polski w Wielkiej Brytanii* [L'Ouvrier polonais de Grande-Bretagne], écrit que la conférence du mois de décembre avait porté à la tête du PPS en France Wawrzyniec Baran, chef du CKW. La rédaction de cette revue socialiste avait en effet commis une erreur. Voir : Anna Siwik, *Polska Partia Socjalistyczna na emigracji w latach 1945-1956* [Le Parti socialiste polonais en exil dans les années 1945-1956], Kraków, Księgarnia Akademicka, 1998, p. 189.

162 *Zjazd PPS na Obczyźnie w dniach 24-30 maja 1948 r. w Pont-à-Lesse w Belgii. Uchwały Zjazdu* [Congrès du PPS de l'étranger, tenu les 24-30 mai 1948 à Pont-à-Lesse, Belgique. Les résolutions du congrès], London, 1948, p. 2, 7 ; BPP, fonds T. Parczewski, art. prov. 1/1, Tadeusz Parczewski, étude sur la presse et les partis politiques français en France, [1954], p. 23 ; Anna Siwik, « Les socialistes polonais en France et l'idée de l'Europe », dans Antoine Marès, Wojciech Prażuch et Inga Kawka (dir.), *Les Exilés polonais en France et la réorganisation pacifique de l'Europe (1940-1989)*, Frankfurt am Main, Peter Lang, 2017, p. 81-82.

163 Anna Siwik, *Polska Partia Socjalistyczna na emigracji w latach 1945-1956*, op. cit., p. 82.

164 BPP, vers. 3270, lettre : Lucjan Krawiec, secrétaire du PPS en France à Piotr Drożdżik, Paris, le 26 juillet 1949.

165 BPP, vers. 3269, statuts du Parti socialiste polonais en France, art. 2, [s.l.n.d.] ; « Rezolucja polityczna PPS » [La résolution politique du PPS], *Sztandar Polski*, n° 22, 15 mai 1946,

du PPS fut déclarée à la préfecture de Paris en tant qu'association étrangère comptant 215 membres¹⁶⁶.

L'aile provarsovienne du PPS disposait de structures distinctes qui étaient toutefois beaucoup plus faibles que celles du PPS de Zaremba, Baran et Jaśniewicz. On ne peut cependant pas dire que ce PPS communiste était une formation artificielle, créée pour les besoins des communistes. C'étaient tout simplement les socialistes, souvent liés pendant les hostilités à la Résistance fidèle au gouvernement polonais en exil, qui au lendemain de la Libération avaient reconnu les autorités varsoviennes et qui s'étaient prononcés pour la coopération avec les communistes du PPR. Les principaux militants de ce PPR communiste en France étaient Henryk Jabłoński (avant qu'il ne revienne en Pologne au mois d'octobre 1945) et les présidents consécutifs du parti, Stefan Janicki (en juillet 1945), Jan Jabłonowski (fin juillet 1945-juillet 1946), Józef Szczerbiński (juillet 1946-septembre 1947), et le secrétaire général Henryk Birecki¹⁶⁷. La plupart des dirigeants du PPS provarsovien en France n'étaient pas issus de l'ancienne immigration de l'entre-deux-guerres¹⁶⁸, et même dans le cas de ceux qui en étaient issus, leur activité précédente n'était pas connue au sein de la communauté polonaise, sauf celle de Józef Szczerbiński. Ce deuxième PPS, qui en mai 1947 comptait plus de 1 500 membres dans 50 sections locales¹⁶⁹, n'entraînait aucune relation avec la SFIO¹⁷⁰. L'organisation de jeunesse du PPS (l'Organisation de la jeunesse de l'Association de l'université ouvrière des émigrés polonais, Organizacja Młodzieży Towarzystwa Uniwersytetu Robotniczego) menait son activité aussi en France mais, malgré un nombre relativement élevé de sections (environ 50), elle était très faible et ses effectifs

338

p. 2 ; « Stanowisko emigracyjne PPS » [La ligne du PPS à l'étranger], *Sztandar Polski*, n° 24, mai 1946, p. 2.

¹⁶⁶ BPP, vers. 3270, lettre : Lucjan Krawiec, secrétaire du PPS en France, Paris, le 20 avril 1949.

¹⁶⁷ Leon Turajczyk, *Społeczno-polityczne organizacje polskie we Francji*, op. cit., p. 118-119, 121 ; Anna Siwik, *Polska Partia Socjalistyczna na emigracji w latach 1945-1956*, op. cit., p. 190-191. Cependant Anna Siwik, dans sa monographie consacrée au PPS à l'étranger, a apporté l'information que c'était Jan Jabłonowski qui avait été élu premier président du PPS varsovien en France à la fin du mois de juin 1945 (voir : *ibid.*, p. 190).

¹⁶⁸ Leon Turajczyk, *Społeczno-polityczne organizacje polskie we Francji*, op. cit., p. 122.

¹⁶⁹ *Ibid.*, p. 125. Dans le même ouvrage, l'auteur écrit cependant qu'au début de 1947 le PPS provarsovien en France comptait 2 500 adhérents : *ibid.*, p. 135. Ce chiffre de 2 500 membres a été repris dans un autre ouvrage pour le début du mois de novembre de la même année : *ibid.*, p. 125. En revanche, Anna Siwik écrit qu'en 1947 le PPS varsovien en France comptait « environ 1 000 personnes » (voir : *Polska Partia Socjalistyczna na emigracji w latach 1945-1956*, op. cit., p. 191).

¹⁷⁰ Leon Turajczyk, *Społeczno-polityczne organizacje polskie we Francji*, op. cit., p. 125. Cependant, selon Anna Siwik, les socialistes français de la SFIO essayèrent tout d'abord de conserver l'équilibre dans leurs relations avec les deux PPS en France (voir : *Polska Partia Socjalistyczna na emigracji w latach 1945-1956*, op. cit., p. 192). Mais en pratique, ils n'entretenaient des relations qu'avec les socialistes anticommunistes, en boycottant le PPS varsovien.

étaient peu nombreux (250 membres)¹⁷¹. Les socialistes reconnaissant le GPUN avaient une revue intitulée *Robotnik we Francji* [L'Ouvrier en France]¹⁷².

Vers la moitié de l'année 1946, le Parti paysan polonais (nommé aussi Parti populaire polonais, PSL) créa ses structures sur le territoire français. Le comité d'organisation du PSL en France fut formé en juin. En Pologne, où le Mouvement paysan du vice-Premier ministre du gouvernement provisoire varsovien, Stanisław Mikołajczyk, constituait la seule opposition légale à la domination des communistes, le PSL était très populaire et ses rangs très nombreux, ayant été alimentés non seulement par des paysans, mais par de nombreux ennemis du PPR, jusque-là éloignés de l'idéologie traditionnelle de ce mouvement politique. En France, le PSL ne réussit pas à s'imposer comme le mouvement représentatif des masses, bien que la ligne politique et la personne de Mikołajczyk aient été appuyées par des institutions éminentes parmi les immigrés polonais, comme la Mission catholique polonaise en France et le journal *Narodowiec*, et que ces idées aient trouvé une résonance importante parmi les travailleurs agricoles. Le personnage de Mikołajczyk – jusqu'en 1947 et sa participation à l'exercice du pouvoir à Varsovie, et plus encore après sa fuite de Pologne – était perçu par des Polonais en France comme le symbole d'une certaine ligne politique de la troisième voie, indépendante tant des autorités communistes de Varsovie que du gouvernement en exil à Londres. Dans le même temps, le PSL en France n'était qu'un des multiples partis politiques polonais dans ce pays, peu nombreux et peu actif comme la plupart des autres. D'autant plus que des tensions apparurent entre d'un côté le comité directeur de l'organisation française du PSL, composé d'anciens immigrés et présidé par Władysław Krawczyk, de Marles-les-Mines (Pas-de-Calais), et par le délégué personnel de Mikołajczyk pour l'Europe de l'Ouest, le professeur Stanisław Kot, résidant depuis 1948 en France.

La première assemblée plénière du PSL se tint au mois de mars 1947 à Paris¹⁷³. Au milieu de l'année 1947, le Parti comptait environ 600 membres répartis dans 33 sections locales. Au début de 1948, le PSL en France disposait de 38 sections (plus 5 « en cours d'organisation ») et 5 comités régionaux, rassemblant environ 800 membres. Un an plus tard, d'après les « sources françaises » du journaliste polonais Jerzy Jankowski, qui n'était pas lui-même sympathisant du PSL, ce parti comptait 1 180 membres¹⁷⁴. Les structures du PSL étaient relativement

171 Leon Turajczyk, *Spółeczno-polityczne organizacje polskie we Francji*, op. cit., p. 124 ; Anna Siwik, *Polska Partia Socjalistyczna na emigracji w latach 1945-1956*, op. cit., p. 191.

172 *Ibid.*, p. 190.

173 « Z rozwoju PSL we Francji » [Du développement du PSL en France], *Gazeta Polska*, n° 13, [28] mars 1947, p. 8

174 Leon Turajczyk, *Spółeczno-polityczne organizacje polskie we Francji*, op. cit., p. 339 ; BPP, vers. 3219, lettre : J. Jankowski à Janusz Zambrzycki de *Dziennik Polski* à Detroit, Paris, le 12 février 1949.

bien organisées dans le Centre de la France et dans le Centre-Sud du pays, alors que l'organisation était absolument inexistante dans l'Est de la France¹⁷⁵. Ce n'est qu'au mois d'avril 1948 que le comité exécutif suprême du PSL, installé depuis la fin de l'année 1947 aux États-Unis, valida la composition du comité central de la branche française du PSL¹⁷⁶. Un nombre extrêmement limité de sympathisants du parti paysan, appuyant l'idée d'une l'alliance de toutes les forces politiques sous la domination des communistes, créa le Parti paysan (Stronnictwo Ludowe, SL) en France. La réunion qui se tint au mois de février 1947 en vue d'organiser la structure rassembla 47 personnes, mais le SL en France ne mena aucune activité réelle après sa création¹⁷⁷.

Les autres partis politiques polonais en France au lendemain de la Libération n'étaient actifs que parmi les réfugiés de guerre et les Polonais arrivés en France dans l'immédiat après-guerre.

340

À la fin des années 1940, l'activité des « anciens » partis politiques faisant partie de l'exopolitie polonaise en France se trouva déjà bien limitée. Les immigrés n'étaient que peu attirés par l'activité politique au sein de sections françaises de partis existant en Pologne. Ce schéma ne répondait plus aux nouveaux besoins des immigrés polonais, dont la vie était de plus en plus ancrée en France.

En 1949, la première organisation politique polonaise d'un nouveau type vit le jour : la section française de l'Union des fédéralistes polonais. Afin de pouvoir exister tout en se conformant à la réglementation française de l'époque, les fédéralistes déclarèrent leur organisation comme association étrangère, ne constituant ainsi pas un parti politique¹⁷⁸. Les Français d'origine polonaise pouvaient adhérer à cette organisation au même titre que les ressortissants polonais en France. Le programme de l'Union des fédéralistes polonais était davantage concentré sur des questions européennes et de sécurité nationale que sur des problèmes concrets de l'organisation de la vie sociale et économique en Pologne. C'était le premier pas sur la voie vers la modification profonde de l'activité politique concentrée sur questions polonaises des Polonais et des Français d'origine polonaise en France.

175 BPP, vers. 5011, lettre : comité central provisoire du PSL en France à la présidence du PSL à l'étranger aux États-Unis, Paris, le 5 février 1948 ; *ibid.*, lettre : M. Pompa, secrétaire du comité central provisoire du PSL en France à W. Krawczyk, président du PSL en France, Paris, le 4 août 1947.

176 *ibid.*, lettre : secrétariat du PSL en France à W. Krawczyk, président du PSL en France, Paris, le 6 avril 1948.

177 [Stary Wróbel], « Podrzutek » [Le champi], *Gazeta Ludowa*, n° 7, 14 février 1947, p. 3.

178 Sławomir Łukasiewicz, *Jerzy Jankowski et les fédéralistes polonais en France après la seconde guerre mondiale*, dans Antoine Marès, Wojciech Prażuch et Inga Kawka (dir.), *Les Exilés polonais en France et la réorganisation pacifique de l'Europe (1940-1989)*, *op. cit.*, p. 131-132 ; Jan Sikora, *Ewolucja Polonii francuskiej. Obserwacje, hipotezy, refleksje* [L'Évolution de la Polonia de France. Observations, hypothèses, réflexions], Lublin, Polonia, 1988, p. 120.

La période de l'immédiat après-guerre se caractérisa par une forte compétition au sein de la presse polonaise, tant celle rédigée par les anciens immigrés que celle des réfugiés de guerre et des nouveaux venus de l'immédiat après-guerre. Les principaux courants politiques de l'immigration polonaise disposaient de leurs propres titres, quotidiens ou hebdomadaires.

Paru à Lens dès l'entre-deux-guerres, *Narodowiec* était le quotidien le plus populaire s'adressant à l'ancienne immigration. La publication de ce journal fut relancée en 1944, après la Libération et le retour de son fondateur et rédacteur en chef, Michał Kwiatkowski, réfugié en Angleterre pendant la guerre. À la fin des années 1940, il tirait à 45 000 exemplaires¹⁷⁹. Son rédacteur en chef adopta une ligne politique proche du mouvement chrétien démocrate et de la ligne politique de Stanisław Mikołajczyk. Jusqu'à la fin de 1946, *Narodowiec* appuya le GPUN de Varsovie et, après les élections à la Diète constituante, le journal était toujours solidaire avec la ligne du leader du mouvement paysan, dorénavant indépendante des deux gouvernements polonais. C'est la raison pour laquelle Kwiatkowski et son quotidien furent vivement critiqués, tant par les communistes que par des « intransigeants », fidèles au gouvernement de Londres. Sa neutralité fit de *Narodowiec* le journal le plus impartial aux yeux de nombreux anciens immigrés polonais, notamment dans le Nord de la France, où il était particulièrement lu, d'autant plus que le journal publiait des annonces et des informations concernant les activités des associations aussi bien polonaises que provarsoviennes, de la Mission catholique polonaise et de l'ambassade de la Pologne populaire et ses consulats en France.

En effet, dans l'immédiat après-guerre, ce journal adoptait une ligne propre. Tant que le mouvement paysan de Mikołajczyk participait au gouvernement provisoire à Varsovie, le journal évitait d'attaquer ouvertement le nouveau régime politique en Pologne, en se concentrant sur la critique de l'action concrète des communistes, du manque du respect des résolutions prises à Yalta, ou encore des conditions déplorables du rapatriement des immigrés et de la vie dans la Pologne populaire¹⁸⁰. À partir de l'année 1947, la situation changea profondément et *Narodowiec* devint un ennemi déclaré des autorités varsoviennes, et cela à tel point qu'au mois de juillet 1949 le gouvernement polonais de Varsovie lança une campagne de presse pour condamner le rédacteur

179 Janine Ponty, *Les Polonais en France de Louis XV à nos jours*, Paris, Le Rocher, 2008, p. 171, 181. Notice biographique de Michał Franciszek Kwiatkowski, voir : Agata Judycka et Zbigniew Judycki, *Les Polonais en France*, op. cit., p. 113-114.

180 « Wydawca "Narodowca" chce wychować zdrajców narodu » [Le rédacteur en chef de *Narodowiec* désire former des traîtres à la nation], *Gazeta Polska*, n° 156, 3-4 juillet 1949, p. 2.

en chef du journal au nom de tous les patriotes polonais, allant jusqu'à envisager de le priver de la nationalité polonaise.

Le principal journal soutien du gouvernement varsovien était *Niepodległość* [Indépendance], fondé dans la clandestinité en septembre 1941¹⁸¹. Le 1^{er} septembre 1945, le quotidien prit le nom de *Gazeta Polska*. Il s'agissait en réalité de l'organe de presse du PPR en France. À la fin de 1945, *Gazeta Polska* tirait à 50 000 exemplaires, pour ensuite chuter à 25 000 exemplaires trois ans plus tard¹⁸². Ce quotidien était connu pour la qualité de la rédaction technique de ses articles, qui fut même louée par l'ambassadeur du gouvernement en exil, Kajetan Morawski¹⁸³.

Dès le mois d'avril 1945, la Mission catholique polonaise se dota de son hebdomadaire, *Polska Wierna*, dont les articles traitaient majoritairement du fait religieux, mais qui s'occupait aussi des questions sociales et politiques. L'hebdomadaire était dirigé par le père Florian Kaszubowski, membre de la Société du Christ et ancien prisonnier du camp de Gross-Rosen. Dans les années 1945-1950, il pouvait tirer jusqu'à 10 000 exemplaires¹⁸⁴.

Ces trois titres furent les seuls à être publiés pendant toute la période 1944-1949. Le courant anticommuniste polonais s'exprimait dans plusieurs hebdomadaires relevant de tel ou tel courant politique des anticommunistes polonais.

Entre 1944 et 1946, les membres du Comité central de lutte (CKW), ensuite de l'UCPF, proches de l'ancienne direction de la POWN, lancèrent à Lens le journal *Sztandar* [L'Étendard] (à partir de la Libération jusqu'en février 1945), puis à Paris *Sztandar Polski* (février 1945-septembre 1946), publié deux fois par semaine. Ce journal représentait les adhérents du gouvernement polonais de Londres. Au fil de son existence, son tirage passa de 28 000 à 7 000 exemplaires¹⁸⁵.

181 Concernant ce journal, voir : Michał Szulkin, « Paryska "Niepodległość", organ wychodźstwa polskiego we Francji, 1944-1945 », [L'Indépendance parisienne, l'organe de presse de l'émigration polonaise en France, 1944-1945], *Rocznik Historii Czasopiśmiennictwa Polskiego*, vol. 14, n° 1, 1974, p. 73-84.

182 Joanna Szulc, *De l'émigration à la réémigration*, op. cit., p. 196 ; Janine Ponty, *Les Polonais en France de Louis XV à nos jours*, op. cit., p. 181.

183 PISM, A.46/2, rapport : K. Morawski, ambassadeur de Pologne [du gouvernement de Londres] à Paris, à Adam Tarnowski, ministre des Affaires étrangères du gouvernement polonais de Londres, Paris, le 14 janvier 1947.

184 Roman Dzwonkowski, « La presse catholique polonaise en France dans les années 1923-1983 », dans Daniel Beauvois (dir.), *La Presse polonaise en France (1918-1934)*, Villeneuve-d'Ascq, Université Charles de Gaulle (Lille 3), *Revue du Nord*, hors-série, coll. « Histoire », n° 4, 1988, p. 72.

185 Concernant ce journal, voir : Zbigniew Girzyński, « Inne spojrzenie na Kraj. Tygodnik "Sztandar Polski" jako próba alternatywnego prezentowania spraw polskich na emigracji we Francji w latach 1945-1946 » [Une autre vue sur le pays. L'hebdomadaire *Sztandar Polski* comme une tentative de présentation alternative des affaires polonaises à l'émigration en France dans les années 1945-1946], dans Ryszard Sudziński (dir.), *Emigracja polska wobec problemów przebudowy i sowietyzacji kraju po drugiej wojnie światowej* [L'émigration polonaise face

Ensuite, entre novembre 1946 et mi-juin 1947, l'hebdomadaire socialiste *Lud Polski* [Le Peuple polonais], portant le sous-titre *Wolność – Równość – Niepodległość* [Liberté – Égalité – Indépendance], rédigé par des militants du PPS en France, devint l'organe principal des immigrés polonais de France adhérents au gouvernement polonais de Londres. Le journal fut fondé par des socialistes arrivés en France après 1939.

En 1949, les socialistes de la section polonaise de la CGT-FO commencèrent à publier le mensuel *Głos Pracy* [La Voix du travail]. Le secrétaire général de cette section, Stefan Jesionowski, en était le rédacteur en chef.

Enfin, au mois de mars 1949, la FPZOO lança son hebdomadaire *Syrena* [La Sirène], dont la ligne était proche de l'ancien *Sztandar Polski*, lui aussi dominé par les adhérents de l'ancien régime polonais de la *sanacja*. Mais *Syrena* était déjà représentatif des réfugiés de guerre ou de l'immédiat après-guerre, notamment des officiers de profession, réunis au sein de la SPK.

Dans la mesure où *Narodowiec* se refusait toute proximité avec les autorités polonaises de Londres, le courant politique des anticommunistes « intransigeants » ne disposait d'aucun quotidien. Le 3 février 1946, le conseil suprême de l'UCPF vota une notice protestant contre le fait que les autorités françaises étaient l'objet de pressions de la part de l'ambassade de Pologne populaire à Paris et visant à interdire la parution de journaux d'inspiration londonienne. On y lisait en outre que l'immigration polonaise en France « ne possèd[ait] pas [de] quotidien que l'on [pourrait] qualifier d'impartial¹⁸⁶ ». La note fut envoyée, entre autres, au gouvernement français. Cette situation ne changea pas car même si *Narodowiec* était devenu après 1947 fortement anticommuniste, ce journal ne commença pas pour autant à sympathiser avec le gouvernement en exil.

Quant au courant indépendant, outre l'influent *Narodowiec*, l'hebdomadaire *Gazeta Ludowa* [La Gazette populaire] paraissait dans les années 1946-1947, rédigé par les militants du mouvement paysan rassemblés dans le PSL. À la fin du printemps de 1947, la crise de ce périodique était déjà évidente. Entre juin et août, le titre ne paraissait que tous les 15 jours. Le numéro 28, paru le 15 octobre 1947, fut le dernier à paraître. D'après le communiqué de la rédaction de la *Gazeta Ludowa*, la publication du journal devait être suspendue à cause de l'augmentation considérable des frais d'édition, alors que son prix de

aux problèmes de la reconstruction et de la soviétisation du pays après la seconde guerre mondiale], Toruń, Adam Marszałek, 2007, p. 173-186.

¹⁸⁶ BPP, BPP 1172, protestation du conseil suprême de l'UCPF, Lille, le 3 février 1946, fol. 75 (ce document se trouve aussi dans : BPP, fonds R. Bailly, vers. 2845/1, fiche non paginée). Voir aussi Leon Turajczyk, *Spoleczno-polityczne organizacje polskie we Francji*, op. cit., p. 263-264.

vente devait rester inchangé, conformément à la disposition du gouvernement français concernant toute la presse dans le pays¹⁸⁷.

D'après Andrzej Paczkowski, auteur d'une étude sur la presse polonaise en France dans l'entre-deux-guerres, ses fonctions étaient l'organisation de la communauté polonaise, la défense des intérêts des immigrés, le renforcement du lien avec leur pays d'origine et avec la France, la diffusion de l'éducation et de la culture¹⁸⁸. La presse polonaise qui paraissait en France au lendemain de la Libération jouait le même rôle qu'avant les hostilités, même s'il faut prendre en compte un caractère spécifique de ce renforcement des liens entre la Pologne par la presse anticommuniste : c'était la Pologne d'avant-guerre qui constituait le point de référence, et non la Pologne « réelle » de l'immédiat après-guerre, c'est-à-dire la Deuxième République, et non la Pologne populaire.

344

À la fin des années 1940, la presse polonaise qui paraissait en France n'était plus autant lue qu'autrefois, même si son lectorat restait toujours important. D'après l'enquête de l'Ined, au début des années 1950, 71 % des familles polonaises du Nord-Pas-de-Calais la lisaient, dont 30 % lisaient exclusivement la presse polonaise. Dans l'Aisne, 55 % des familles des ouvriers agricoles polonais lisaient les titres polonais, dont 38 % lisaient exclusivement des journaux polonais¹⁸⁹.

QUEL NIVEAU RÉEL DE PARTICIPATION DES IMMIGRÉS À LA VIE ASSOCIATIVE POLONAISE EN FRANCE ?

Les estimations concernant le niveau de l'intérêt des immigrés polonais pour des affaires politiques et la vie associative polonaise en France dépendaient de l'autorité fournissant les chiffres sur la question.

Selon l'ambassadeur en France du gouvernement en exil, Kajetan Morawski, au début de 1947, 20 à 25 % des immigrés polonais « faisaient activement partie » du courant anticommuniste, alors qu'entre 55 et 60 % des membres de cette communauté restaient passifs et plutôt hostiles au gouvernement polonais de Varsovie. L'ambassadeur Morawski percevait tant l'UCPF que l'UACP comme faisant partie du courant luttant pour l'indépendance de Pologne. On peut ainsi admettre qu'il y incluait non seulement les adhérents du gouvernement polonais de Londres, mais aussi les sympathisants de la ligne politique de Stanisław Mikołajczyk, ce qui signifie que le pourcentage des Polonais de France sympathisant avec le nouveau régime politique établi en Pologne oscillait entre 15

¹⁸⁷ « Stawiamy sprawę jasno » [Nous posons clairement la question], *Gazeta Ludowa*, n° 28, 15 octobre 1947, p. 1.

¹⁸⁸ Andrzej Paczkowski, *Prasa i społeczność polska we Francji*, op. cit., p. 185-212.

¹⁸⁹ Alain Girard et Jean Stoetzel, *Français et immigrés*, t. 1, *L'Attitude française. L'adaptation des Italiens et des Polonais*, Paris, PUF/Ined, coll. « Travaux et documents », 1953, p. 76.

et 25 %¹⁹⁰. Presque deux ans plus tard, Morawski estima à environ 20 % le nombre de Polonais en France qui appuyaient le gouvernement polonais de Londres et 20 % le nombre d'immigrés polonais adhérant au gouvernement polonais de Varsovie, les 60 % restant « prenant leurs distances avec les enjeux politiques, tout en étant hostiles aux communistes, dans leur quasi-totalité ». Morawski ajouta que les partis politiques polonais en France ne jouaient qu'un rôle mineur.

En effet, la majorité des immigrés polonais ne s'occupaient que de leur vie quotidienne, les associations ne comptant pas plus de quelques dizaines de milliers de membres – il faut néanmoins garder à l'esprit que les mêmes personnes étaient souvent inscrites dans plusieurs organisations¹⁹¹. Ce constat était encore plus frappant dans les années 1950, période durant laquelle, selon Tadeusz Parczewski, les Polonais adhérant à plusieurs associations étaient comptés autant de fois dans les statistiques. On sait par exemple, grâce à une lettre rédigée par sa femme, que Feliks Grzesiak, militant actif de la vie associative polonaise dans le Pas-de-Calais, occupait les fonctions de vice-président du comité régional de l'UCPF, pde résident du comité régional de l'Union des anciens de la POWN à Bruay-en-Artois, de président du Comité des associations locales à Calonne-Ricouart, et de président ou secrétaire des sections locales de diverses associations membres de l'UCPF dans l'arrondissement.

Autre phénomène à l'origine de cette distorsion de la réalité de la vie associative polonaise en France, l'existence d'organisations inactives, qui servaient de « raison d'être pour leurs présidents ». Parfois, la situation était plus complexe, il ne s'agissait pas seulement d'ambitions personnelles. Feliks Grzesiak, par exemple, malgré sa situation matérielle précaire et une famille nombreuse à charge, ne voulait pas renoncer à son activité afin de n'être pas considéré comme un « capitulard », à tel point que sa femme dut demander directement à la direction centrale de l'UCPF centrale de libérer Grzesiak de ses nombreuses fonctions associatives¹⁹².

D'après la direction de l'UCPF, en 1946, 10 à 15 % des immigrés polonais en France appuyaient le Conseil national des Polonais et son orientation procommuniste, alors qu'entre 25 et 30 % étaient « bien disposés envers l'UCPF ». L'influence des communistes était plus importante dans les petites

190 PISM, A.46/2, rapport : K. Morawski, ambassadeur de Pologne [du gouvernement de Londres] à Paris, à Adam Tarnowski, ministre des Affaires étrangères du gouvernement polonais de Londres, Paris, le 14 janvier 1947.

191 PISM, A.46/15, lettre : K. Morawski, ambassadeur de Pologne [du gouvernement de Londres] à Paris, à Adam Tarnowski, ministre des Affaires étrangères du gouvernement polonais de Londres, Paris, le 28 octobre 1948, trad. Pawel Sekowski. *Ibid.*, notice : Mieczysław Biesiekierski à K. Morawski, [Paris, après le 13 octobre 1948].

192 BPP, fonds T. Parczewski, art. prov. 1/II, Tadeusz Parczewski, *Facteurs nationaux et traditionnels*, op. cit., p. 1 ; BPP, vers. 4087, lettre : Łucja Grzesiak, femme de Feliks Grzesiak, au comité directeur de l'UCPF, Calonne-Ricouart (Pas-de-Calais), le 1^{er} juin 1946.

colonies polonaises. Le reste de la communauté polonaise en France restait indifférent à la vie associative des Polonais¹⁹³. À la fin de 1948, d'après le comité directeur de l'UCPF, plus de 80 % des tous les immigrés polonais en France étaient « audacieusement et résolument » antivarsoviens¹⁹⁴. Dans certaines régions, l'influence des communistes au sein de la population immigrée polonaise était particulièrement forte. C'est notamment le cas de la région toulousaine, où les ouvriers agricoles étaient particulièrement représentés¹⁹⁵, mais aussi dans l'arrondissement d'Alès (Gard) où les militants des associations anticommunistes ayant récemment servi dans les Forces armées polonaises en Grande-Bretagne étaient souvent victimes d'attaques physiques de la part de leurs compatriotes « antifascistes ». D'après le rapport d'un délégué de la CRP, au dernier trimestre de 1945, environ 80 % des immigrés polonais de l'arrondissement d'Alès sympathisaient avec l'orientation communiste du CNPF¹⁹⁶. À la fin de 1945 déjà, les associations membres de l'UCPF se trouvaient dans un état de marasme dans les régions de Metz, de Mulhouse, d'Alès, de Paris et de Toulouse (excepté l'Union des agriculteurs dans ce dernier cas)¹⁹⁷.

Dans certaines régions en revanche, comme l'arrondissement de Troyes (Aube) ou dans le très agricole département de la Seine-et-Marne, les communistes étaient très peu implantés. À titre d'exemple, une réunion publique organisée en janvier 1947 par le Conseil national des Polonais de Troyes rassembla seulement 48 personnes, alors que la ville comptait plus de 1 000 Polonais. À Provins (Seine-et-Marne) le progrès primitif du CPLN fut freiné par la surreprésentation dans ce mouvement des personnes considérées au sein de la communauté polonaise locale comme de « mauvais éléments », ce qui contribua au renforcement de l'influence des militants locaux du CKW¹⁹⁸. La question de

193 BPP, vers. 4089, lettre : comité directeur de l'UCPF à Karol Rozmarek, président du Polish American Congress, Paris, le 11 septembre 1946, p. 1-2 ; *ibid.*, lettres : comité directeur de l'UCPF aux ministres Marian Kukiel (Défense nationale) et Jan Kwapiński (vice-Premier ministre), [Paris], les 12 et 26 avril 1946, p. 1 (ce dernier document se trouve aussi dans BPP, BPP 1172, fol. 6).

194 PISM, A.17/25, rapport sur l'activité de l'UCPF dans les années 1945-1948, [Paris, 1948], fol. 260.

195 BPP, fonds T. Parczewski, art. prov. 1/l, Tadeusz Parczewski, *Émigration polonaise en France*, *op. cit.*, p. 4.

196 BPP, vers. 4115, lettre : comité régional de l'UCPF à Alès au comité directeur de l'UCPF, Alès (Gard), le 3 juillet 1945 ; *ibid.*, lettre : comité régional de l'UCPF à Alès au comité directeur de l'UCPF, Alès, le 4 octobre 1945 ; BPP, vers. 3209, rapport sur le contrôle effectué dans le bureau de la délégation régionale de la CRP à Marseille entre le 22 et le 27 octobre 1945, p. 3.

197 BPP, BPP 1172, rapport sur l'activité du comité directeur de l'UCPF entre le 1^{er} juin et le 31 décembre 1945, fol. 29 ; ce document se trouve aussi dans : BPP, vers. 4088, fiches non paginées.

198 W. Śruba, « Demokracja » [La démocratie], *Gazeta Ludowa*, n° 5, 31 janvier 1947, p. 7 ; BPP, fonds R. Bailly, vers. 2845/2, lettre privée : G. Robin à Rosa Bailly, Montrouge (Seine), le 1^{er} janvier 1945, p. 3.

l'appartenance à telle ou telle fédération provoquait parfois des conflits violents, comme à Dammarie-les-Lys (Seine-et-Marne), où le président du KTM, arrivé en France en 1923 et partisan de l'UCPF, fut violemment frappé parce qu'il ne voulait pas adhérer au CNPF – il ne put pas travailler pendant un mois après cet événement¹⁹⁹.

Les immigrés polonais n'étaient en général pas massivement impliqués dans la vie associative polonaise, celle-ci étant de plus en plus faible, une tendance qui se confirma après 1945, même si de certaines organisations étaient toujours très actives. Cette constatation n'entre pas en contradiction avec le fait que la majorité des Polonais en France qui s'intéressaient toujours aux questions politiques polonaises étaient méfiants à l'égard des autorités de la Pologne populaire et n'étaient en général pas hostiles au gouvernement polonais en exil. Il serait toutefois erroné et excessif de dire que la majorité des immigrés polonais reconnaissaient la légitimité des autorités de Londres.

La plupart des militants associatifs polonais en France issus de l'ancienne immigration de l'entre-deux-guerres, quelle que fut leur coloration politique ou leur appartenance sociale, gardaient leur nationalité polonaise. En revanche, il existait des Français d'origine polonaise qui étaient toujours actifs dans les milieux polonais. La naturalisation constituait parfois même la protection contre des mesures qui pourraient être entreprises par les autorités françaises – dans l'entre-deux-guerres, c'était surtout le cas des communistes polonais des « groupes de langue » polonais de la Main-d'œuvre émigrée (MOE), laquelle devint en 1932 la « Main-d'œuvre immigrée » (MOI), et de la CGTU, qui désiraient être davantage protégés contre d'éventuelles expulsions²⁰⁰.

Tout comme l'engagement volontaire dans les Forces armées polonaises de l'Ouest, entre 1944 et 1945, avait amoindri les effectifs des militants anticommunistes polonais, notamment dans le Sud de la France, le rapatriement organisé par les autorités de la Pologne populaire affaiblit le courant communiste des Polonais, étant donné que des militants les plus idéalistes étaient dans leur majorité retournés dans leur patrie, souvent pour y occuper des postes importants dans l'administration de la Pologne populaire ou dans l'appareil du parti communiste (PPR).

Les autorités françaises percevaient d'un mauvais œil la participation des travailleurs polonais aux activités des associations polonaises, considérant que cela entravait le processus de leur intégration à la société française. Plutôt que d'interdire ou de limiter l'activité des fédérations d'associations polonaises ou

199 BPP, fonds R. Bailly, vers. 2845/1, lettre privée : Karol Brudny, président de l'« UCPF » à Dammarie-les-Lys [du KTM à Dammarie-les-Lys], Dammarie-les-Lys (Seine-et-Marne), le 18 février 1946.

200 Janine Ponty, *Polonais méconnus, op. cit.*, p. 179.

des associations locales, le gouvernement français choisit d'offrir une alternative aux immigrés polonais : il intensifia sa stratégie visant à favoriser leur intégration, ce que nous avons présenté dans le chapitre 3. Certaines associations étaient toutefois promues par les autorités françaises. C'était par exemple le cas des organisations réunissant d'anciens prisonniers de guerre ou des déportés par les Allemands, et cela indépendamment de leur tendance politique. D'après les militants du gouvernement polonais en exil, on comptait plus de 20 000 Polonais appartenant à ces deux groupes. La plus importante de ces associations était l'Union polonaise des anciens détenus et déportés politiques en France (*Związek byłych Deportowanych i Więźniów Politycznych*), créée à Paris et présidée par le professeur Zygmunt Lubicz Zaleski²⁰¹.

D'une manière générale, la stratégie choisie par la France s'avéra efficace. Les immigrés eux-mêmes cherchaient de moins en moins à s'organiser dans des associations à caractère national polonais. Si l'activité de ces associations était toujours importante, c'était grâce aux cadres – de moins en moins nombreux cependant –, aux militants associatifs d'avant la guerre et aux représentants de l'État polonais – tant du gouvernement de Varsovie que de celui de Londres – et de l'Église polonaise en France.

Enfin, il nous faut souligner le fait que la présentation faite ci-dessus de la vie associative des immigrés polonais en France nous incite à réviser la distinction stéréotypée entre émigrés économiques et émigrés politiques. En effet, des immigrés économiques d'avant la guerre, jouissant du statut juridique de « travailleur étranger », étaient actifs au sein des associations à caractère politique. Les uns étaient des adhérents convaincus du nouveau régime politique établi en Pologne, tandis que d'autres étaient hostiles au nouvel ordre régnant sur la Vistule. Certains prirent même la décision de ne pas profiter de l'occasion de retourner en Pologne offerte dans le cadre de la campagne de rapatriement, organisée au lendemain de la seconde guerre mondiale, parce qu'ils étaient hostiles au pouvoir communiste. Par cette décision ils s'apparentaient quasiment aux conditions des réfugiés politiques ! Or, l'écrasante majorité des militants actifs et des membres ordinaires d'associations polonaises en France dans l'immédiat après-guerre étaient issus de cette ancienne immigration dite économique, et ils se politisèrent après leur arrivée en France. Si l'on observe ce processus du point de vue des immigrés hostiles au communisme, on constate qu'au lendemain de la seconde guerre mondiale, le « péril communiste » était le facteur qui contribuait le plus à cette politisation des anciens immigrés économiques. Mais les adhérents du

201 BPP, BPP 1171, lettre : R. Wodzicki à A. Kawałkowski, Toulouse, le 22 juillet 1946, fol. 131 ; BPP, fonds T. Parczewski, art. prov. 1/II, Tadeusz Parczewski, *Émigration polonaise en France, op. cit.*, p. 84.

nouveau régime installé sur la Vistule étaient pareillement politisés. Comme l'a remarqué Jan Sikora, dans l'immédiat après-guerre (et même déjà pendant les dernières années des hostilités) le niveau de politisation de la communauté polonaise en France devint plus élevé que jamais auparavant²⁰².

LA MODIFICATION DU CARACTÈRE DE LA VIE ASSOCIATIVE DES POLONAIS EN FRANCE AU LENDEMAIN DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE

Au lendemain de la Libération, les principales associations étaient celles défendant des intérêts de groupe ou proclamant une idéologie commune. Ce constat concernant l'immigration polonaise en France au lendemain de la Libération coïncide avec une observation faite par Alain Girard et Jean Stoetzel selon laquelle les associations polonaises en France s'étaient politisées pendant la seconde guerre mondiale ou au lendemain de la Libération (et de la création de la Pologne populaire)²⁰³. Les buts principaux des associations polonaises étaient toujours en rapport avec le pays d'origine, comme la représentation des idées politiques présentes en Pologne (ou parmi les Polonais de Londres), la revivification de la conscience nationale des Polonais, l'observation des traditions de la culture polonaise et des liens avec le pays d'origine, la pratique de la langue polonaise²⁰⁴, etc.

Dans l'immédiat après-guerre, à côté des initiatives venant de la base – notamment dans le cas des associations catholiques des Westphaliens, faisant partie de l'Union des associations catholiques polonaises en France (UACP) et des comités des associations locales polonaises –, les organisations, souvent animées et presque toujours subventionnées par les représentants d'un des deux gouvernements polonais en concurrence, jouaient un rôle immense, voire primordial, dans la reconstitution de la vie associative de la veille des hostilités. Au lendemain de la Libération, la prédominance des associations animées par les autorités polonaises de Varsovie ou par celles en exil était manifeste. Des initiatives venant de la base, et parfois même suscitées par des immigrés arrivés en France dans l'entre-deux-guerres directement des territoires polonais, s'étaient développées, mais il s'agissait là de militants politiques, souvent plus ou moins proches des autorités de Londres.

Janine Ponty a distingué pour l'entre-deux-guerres cinq groupes à l'origine du développement et de la promotion des associations polonaises en France : les immigrés eux-mêmes, des organismes centralisés sur le plan national ou

202 Jan Sikora, *Ewolucja Polonii francuskiej*, op. cit., p. 24.

203 Alain Girard et Jean Stoetzel, *Français et immigrés*, t. 1, op. cit., p. 477.

204 Grzegorz Babiński, *Więź etniczna a procesy asymilacji*, op. cit., p. 43.

international ouvrant leurs sections France, les consulats polonais en France, la Mission catholique polonaise en France, le patronat français (ce dernier plus indirectement que les précédents)²⁰⁵. En ce qui concerne la période de l'immédiat après-guerre, les trois principaux groupes à l'origine du développement de la vie associative des immigrés polonais étaient : l'ambassade et les consulats polonais – tant du gouvernement en exil à Londres qu'ensuite du gouvernement varsovien –, les trois fédérations d'associations (l'Union centrale des Polonais en France, l'Union des associations catholiques polonaises et le Conseil national des Polonais de France), et enfin la Mission catholique polonaise (agissant surtout par le truchement de l'UACP). Il faut toutefois être conscient que l'activité du CPLN/CNPF relevait directement de l'autorité du gouvernement polonais de Varsovie, tout comme celle de l'UCPF était animée par les militants anticommunistes reconnaissant le pouvoir du gouvernement en exil à Londres. Même si l'indépendance de l'UACP était bien plus large, cette fédération était entièrement soumise à l'autorité de la Mission catholique polonaise en France et à son recteur. Le patronat français n'avait déjà plus aucun rôle au niveau associatif et, après la seconde guerre mondiale, l'importance des initiatives provenant des immigrés eux-mêmes était minime.

Toutes les associations dont l'activité est étudiée ci-dessus étaient des organisations rassemblant avant tout les Polonais de l'ancienne immigration, c'est-à-dire arrivés en France avant les hostilités. Cette constatation se réfère tant aux mouvements catholiques, socialistes-anticommunistes et apolitiques qu'aux organisations communistes et communistes. De même, les cadres supérieurs des associations membres des trois principales fédérations étaient d'anciens immigrés, travailleurs étrangers le plus souvent. Cependant, il est vrai que les principales organisations adhérentes au CPLN/CNPF avaient été créées pendant les hostilités, comme mouvements clandestins de la Résistance polonaise en France, alors que celles faisant partie de l'UCPF et de l'UACP avaient été fondées avant la seconde guerre mondiale. Or, le CNPF allait être rejoint par un certain nombre d'associations d'avant-guerre, comme l'Union des mutilés de guerre polonais, l'Union des mutuelles polonaises, l'Union des instituteurs polonais et l'Association polonaise des sociétés de football en France.

Les réunions des associations polonaises locales se tenaient dans des restaurants, des bars ou dans des locaux privés. Au lendemain de la seconde guerre mondiale, pratiquement toutes les associations polonaises, même les associations à caractère culturel, de loisirs ou sportives, se politisèrent – par le seul fait de faire partie de l'une de trois fédérations, ce qui impliquait souvent le

²⁰⁵ Janine Ponty, *Polonais méconnus*, *op. cit.*, p. 164.

subventionnement par l'un des deux gouvernements polonais. Il est évident que la persistance de la vie associative très riche des Polonais en France au lendemain de la Libération était le résultat de ce soutien des gouvernements polonais²⁰⁶, ce qui n'exclut évidemment pas le besoin réel que ressentaient les immigrés de participer à la vie associative.

Au lendemain de la seconde guerre mondiale, l'activité des associations polonaises dans l'Est de la France était moindre que dans le reste de la France métropolitaine. La majeure partie des associations réellement actives se trouvaient d'ailleurs dans le Nord-Pas-de-Calais.

La crise de la vie associative des Polonais à la fin des années 1940 paraissait évidente. La création du Congrès de la Polonia de France en 1949, inspirée par des personnes et institutions qui en étaient conscientes, était d'ailleurs une façon de la surmonter. Cette crise touchait surtout les organisations sociales et professionnelles et les principales fédérations nationales d'associations d'immigrés polonais. Il y avait toutefois des exceptions : les associations catholiques, de loisirs (surtout les cercles de chœurs et des groupes de musique) et sportives étaient toujours importantes dans le paysage des colonies polonaises du Nord de la France, mais leur caractère restait avant tout local. Cette importance de l'échelle locale et le manque – ou le peu – de centralisation au niveau national des initiatives polonaises allaient devenir caractéristiques de la vie associative des immigrés polonais à la fin des années 1940 et dans les années suivantes. Autre constatation : des associations ayant pour but de freiner l'intégration des Polonais à la société française avaient de plus en plus de mal à trouver des adhérents au sein de la communauté polonaise, de plus en plus convaincu de la nécessité de son intégration ou du moins de celle de ses enfants.

Or les premières associations polonaises, importées en France par des Westphaliens dans les années 1920, avaient un caractère local. Tant dans l'entre-deux-guerres qu'au lendemain de la Libération, c'étaient les militants – affiliés à Varsovie ou Londres – et les représentants de l'Église polonaise en France (la Mission catholique polonaise) qui inspiraient toutes les tentatives importantes d'« unification », c'est-à-dire de centralisation de la vie associative polonaise. En 1949 il était déjà clair que les deux gouvernements polonais avaient échoué à s'imposer dans cette sphère de la vie des Polonais résidant en France depuis des années. La plus efficace était la Mission catholique polonaise, mais tant l'UACP, jusqu'au printemps 1949, que le Congrès de la Polonia de France, créé en 1949 sous l'égide du recteur de la Mission, ne réussirent pas à centraliser toute la vie associative des Polonais, ni même les organisations anticommunistes.

²⁰⁶ Sur cette dépendance, voir : Gérard Noiriel, *Le Creuset français. Histoire de l'immigration (XIX^e-XX^e siècles)*, Paris, Le Seuil, 1988, p. 182-183.

L'activité des partis politiques polonais en France était plus importante au lendemain de la Libération qu'avant les hostilités, restant toutefois d'ampleur assez restreinte. Enfin, il faut aborder la question de l'engagement dans la vie associative en France des représentants des immigrés polonais issus de la deuxième génération. Alors que leur activité dans des organisations polonaises était de plus en plus faible, les jeunes appartenant à cette catégorie au lendemain de la Libération commencèrent à être actifs dans des associations françaises, notamment sportives.

352

En 1946 déjà, on comptait des Polonais et des Français d'origine polonaise dans des clubs professionnels français, notamment dans le Nord de la France. Parmi les footballeurs de l'époque on peut mentionner des Westphaliens de la deuxième génération, arrivés en France durant leur enfance : Michał (Mieczysław) Lewandowski, Stanisław Łączny « Staho » et Czesław (César) Urbaniak, tous trois jouant au Club olympique Roubaix-Tourcoing, et Stefan Dembicki « Stanis », du Racing Club de Lens. Bolesław (Bolek) Tempowski du Valenciennes SC, qui joua ensuite au LOSC, et Bronisław (Bruno) Zboralski (Sboralski) du SC Douai, qui rejoignit le SO Montpellier, étaient nés en Pologne mais arrivés en France avant leur scolarité. Marian Jędrzejczak « Marresch », qui joua au SC Douai avant de revêtir les couleurs du Racing Club de Lens, était quant à lui né à Waziers (Nord). Stéphane Dakowski, qui jouait au Football Club de Sète 34 et qui deviendra gardien de but des Bleus, était né à Provins (Seine-et-Marne). Le basketball n'est pas en reste. Ainsi Jean Swidzinski, né à Tours (Indre-et-Loire), était-il à l'époque joueur de l'Avia Club de Paris. En 1949, il revêtit le maillot de l'équipe de France lors du championnat d'Europe de basketball qui se tint au Caire. Le cycliste Aleksander (Alexandre) Pawlisiak, Westphalien de la deuxième génération, faisait partie de l'équipe Rochet-Dunlop (48^e position dans le Tour de France en 1947). César Marcelak, de l'équipe Bertin puis Mercier, était lui aussi cycliste professionnel, champion de France sur route et vainqueur du Tour du Maroc en 1948. Naturalisé en 1947, il était aussi Westphalien de la deuxième génération. Parmi les boxeurs professionnels d'origine polonaise, on peut mentionner les poids moyens Jean Pankowiak et Lucien Krawczyk, le poids lourd Stéphane Olek, et Yanek (Jean) Walczak, champion de France des poids welters en 1948. Les trois premiers étaient arrivés en France durant leur enfance et Walczak était né à Hersin-Coupigny (Pas-de-Calais), un an après l'arrivée de ses parents²⁰⁷.

207 Sur la participation des Polonais et Français d'origine polonaise au sport français au lendemain de la seconde guerre mondiale, voir entre autres : R. Guillot, « Polacy w sporcie francuskim » [Les Polonais dans le sport français], *Gazeta Ludowa*, n° 4, 24 janvier 1947, p. 4.

Gérard Noiriel explique cela par le statut du football dans le milieu populaire : ce sport était propre à la culture ouvrière, puisque ce n'était que par lui que les enfants de mineurs immigrés pourraient « s'en sortir » et prendre leur revanche sociale. Si le nombre de Polonais et de Français d'origine polonaise membres d'une association sportive française prouvait que l'intégration au pays d'accueil était bien poussée, par rapport à l'entre-deux-guerres, il montrait également que les immigrés polonais subissaient eux aussi le processus de la logique de l'appartenance à une classe sociale, et pas seulement celle de l'identité nationale²⁰⁸.

Au terme de cette analyse de la vie associative des immigrés polonais en France, il faut ajouter plusieurs remarques concernant les organisations rassemblant les « nouveaux immigrés » qui s'étaient décidés à rester en France. Ceux-ci se concevaient pour la plupart comme réfugiés politiques, même s'ils ne jouissaient pas tous du statut légal de réfugié. Ils s'attachaient à maintenir les liens sociaux en créant des associations distinctes de celles fondées autrefois par l'ancienne immigration de l'entre-deux-guerres²⁰⁹. La vie associative de la « nouvelle » immigration polonaise en France avait ceci de particulier qu'elle mettait en avant la question de la représentation des réfugiés, plus que la question ethnique²¹⁰, ce qui la distinguait de la vie associative des immigrés polonais de l'entre-deux-guerres. Les associations regroupant ces nouveaux immigrés étaient presque par définition plus ou moins fortement marquées par l'anticommunisme.

En théorie, la fédération réunissant toutes les associations créées par les déplacés et réfugiés de guerre polonais était l'Union des réfugiés de guerre polonais (Zjednoczenie Polskiego Uchodźstwa Wojennego, ZPUW). En pratique, les associations de réfugiés étaient indépendantes, les organisations des militaires des Forces armées polonaises de l'Ouest étaient les plus actives, surtout l'Association d'entraide des anciens combattants polonais en France (SPK).

L'ACTIVITÉ DES POLONAIS DANS LES SYNDICATS FRANÇAIS

La meilleure illustration de l'émergence de la conscience de classe des immigrés polonais, et en même temps de leur intégration progressive à la société française, était bien évidemment leur activité dans la vie syndicale en France.

Les Polonais, comme tous les étrangers, ne pouvaient pas créer des syndicats étrangers mais ils pouvaient s'inscrire dans les organismes syndicaux français.

²⁰⁸ Gérard Noiriel, *Le Creuset français, op. cit.*, p. 320.

²⁰⁹ Voir entre autres : Jan Sikora, *Ewolucja Polonii francuskiej, op. cit.*, p. 60.

²¹⁰ Grzegorz Babiński, *Więź etniczna a procesy asymilacji, op. cit.*, p. 79.

Dans l'entre-deux-guerres on essaya de contourner cette interdiction, en créant, en 1924, la Société des ouvriers polonais en France (Związek Robotników Polskich we Francji, ZRP), d'inspiration catholique. Les Wespthaliens se trouvaient à son origine, mais l'association voulait englober tous les immigrés polonais. La ZRP n'était formellement qu'une association fonctionnant sur la base de la loi de 1901 mais elle remplissait dans les faits toutes les fonctions d'un syndicat. En 1936, cette Société rassemblait 20 000 adhérents ; son action était donc bien limitée²¹¹. En revanche, les Polonais continuaient à s'inscrire dans des syndicats français.

Dans l'entre-deux-guerres déjà, un certain nombre des travailleurs polonais faisaient partie de la Confédération générale du travail (CGT). En 1924, le syndicat signa un accord avec les syndicalistes polonais socialistes sur le cofinancement par les deux parties du directeur de l'action syndicale parmi les immigrés polonais, Stefan Jesionowski²¹². En 1932, la Fédération des émigrés polonais (Federacja Emigrantów Polskich, FEP) fut créée en tant que structure polonaise au sein de la CGT. Devant la loi, la FEP n'était qu'une association étrangère. En 1937, la ZRP entra au sein de la FEP, et de ce fait intégra la CGT. Les membres polonais de la CGT restaient rattachés à des sections communes avec les Français (et les autres étrangers). La FEP s'occupait de la lutte pour les intérêts des Polonais ou propres aux ouvriers étrangers en France, notamment pour l'égalité de traitement et la prise en compte des années de travail effectuées à l'étranger en vue du calcul de la pension de retraite²¹³. En 1937, la FEP comptait entre 40 000 (d'après le consulat général de Pologne à Lille) et 56 000 (d'après la FEP, elle-même) adhérents²¹⁴.

Une minorité des Polonais syndicalisés entrèrent au sein de la Confédération générale du travail unitaire (CGTU), d'obédience communiste. En 1930, l'organisation comptait entre 2 500 et 3 000 militants polonais²¹⁵. Ceux-ci étaient aussi actifs dans le « groupe de langue » polonais de la MOI et étaient très souvent membres clandestins du PCF.

C'est en Lorraine que, à la veille des hostilités, les Polonais avaient majoritairement rejoint les syndicats indépendants d'inspiration catholique. Avant la seconde guerre mondiale, le clergé polonais n'encourageait pas

²¹¹ Alain Girard, « Les Polonais dans les départements du Nord et du Pas-de-Calais », dans Alain Girard et Jean Stoetzel, *Français et immigrés*, t. II, *Nouveaux documents sur l'adaptation. Algériens, Italiens, Polonais : le Service social d'aide aux émigrants*, Paris, PUF/Ined, coll. « Travaux et documents », 1954, p. 202 ; Janine Ponty, *Polonais méconnus, op. cit.*, p. 191-192.

²¹² *Ibid.*, p. 200.

²¹³ *Ibid.*, p. 295-296, 328.

²¹⁴ *Ibid.*, p. 333.

²¹⁵ Diana Cooper-Richet, « Les mineurs polonais dans l'histoire de la France du ^{xx}e siècle : jalons, originalités, figures », *Synergies Pologne. Revue du Gerflint*, numéro spécial, 2011, p. 50.

la participation des immigrés à la Confédération française des travailleurs chrétiens (CFTC), craignant que son influence ne puisse contribuer à la francisation des Polonais²¹⁶. De même, une partie importante des militants associatifs polonais en France restaient méfiants à l'égard des syndicats français, redoutant la dépolonisation de leurs compatriotes. En outre, les patrons français préféreraient, eux aussi, tenir leur main-d'œuvre immigrée à l'écart de l'influence des syndicats, accusés de contaminer leurs adhérents, gagnés aux idées de la gauche sociale.

La réunification de la CGT suscita des tensions au sein des militants socialistes polonais. C'est pourquoi une partie des réformistes – les plus anticommunistes – fit scission au sein de la FEP, en créant en 1938 la Fédération des ouvriers polonais (*Federacja Robotników Polskich*, FRP). Ses militants principaux étaient Stefan Jesionowski et Julian Majorczyk, d'Éleu (Pas-de-Calais), tous les deux membres du PPS. Cette démarche ne fut pas un succès puisque la FRP ne comptait qu'environ 6 000 membres quatre mois après sa création²¹⁷. La majorité des socialistes réformistes décidèrent de rester dans l'ancien FEP.

En 1938, le bureau polonais de la Main-d'œuvre émigrée (MOE) de la CGT réunifiée en 1936 (par la fusion de la CGT avec la CGTU, après quinze ans de la division) s'occupa de quelque 100 000 à 120 000 Polonais syndicalisés, ce qui constituait déjà une part importante des travailleurs polonais en France – presque la moitié de leur effectif total. Ces estimations n'incluaient pas les Polonais, anciens sujets russes, dans leur majorité d'origine ukrainienne, qui faisaient partie de la section russe de la MOE²¹⁸. Dans le même temps, la CFTC ne rassemblait que quelque... 500 travailleurs polonais²¹⁹.

D'après Janine Ponty, les immigrés polonais choisirent le plus souvent d'adhérer à la CGT principalement parce qu'il s'agissait de « l'organisation la plus ancienne et la plus nombreuse », et non pour des raisons idéologiques²²⁰.

C'est grâce aux syndicats français que l'intégration des immigrés polonais à la vie sociale (et politique) de la France entama son processus²²¹. Les syndicats français prirent de l'importance dans la vie des immigrés polonais à partir de la seconde moitié des années 1930. La solitude des Polonais pendant la crise et les retours forcés de milliers de Polonais leur firent en effet prendre conscience que la solidarité ouvrière offerte par les syndicats constituait un avantage précieux.

²¹⁶ Janine Ponty, *Polonais méconnus*, op. cit., p. 186, 204.

²¹⁷ *Ibid.*, p. 333.

²¹⁸ *Ibid.*, p. 327-328.

²¹⁹ *Ibid.*, p. 329.

²²⁰ *Ibid.*, p. 231.

²²¹ Celina Bobińska et Adam Galos, « Poland: Land of Mass Emigration, XIXth and XXth Centuries », dans *Les Migrations internationales de la fin du XVIII^e siècle à nos jours*, Paris, CNRS, 1980, p. 492.

D'autre part, le gouvernement du Front populaire avait fait naître parmi les travailleurs polonais l'espoir que l'activité syndicale pouvait réellement changer leur vie. Depuis 1938, les ouvriers étrangers pouvaient voter aux élections des délégués syndicaux. En 1945, ils obtinrent le droit de vote aux élections aux caisses de secours²²².

Après la Libération, les socialistes anticommunistes polonais membres de la CGT réunifiée pouvaient ainsi adhérer à la Fédération des émigrés et des ouvriers polonais (Federacja Robotników i Emigrantów Polskich, FREP), créée lors de la conférence tenue en janvier 1946 à Lille, par la fusion de la FRP et de l'aile anticommuniste de la FEP d'avant-guerre. Julian Majorczyk devint président de la FREP et Stefan Jesionowski son secrétaire général²²³. Contrairement à la majorité des associations polonaises d'avant-guerre, les militants socialistes du CKW, ensuite de l'UCPF, encourageaient et même incitaient les immigrés à s'inscrire à la CGT réunifiée. On proclamait que ce n'était « pas le bon moment pour les polémiques ou les antagonismes futiles [...], la force se trouv[ant] dans l'unité²²⁴ ». Durant toute la période qui nous intéresse, les communistes polonais collaboraient étroitement avec les responsables de la CGT relevant du PCE. C'est pourquoi, entre la Libération et la fin de 1947, les sections polonaises de la CGT constituaient de véritables espaces de compétition entre les communistes et les socialistes réformistes. La structure la plus importante, celle centralisant l'activité de toutes les sections polonaises du syndicat des mineurs du Pas-de-Calais, était codirigée par le représentant des communistes, Jan Bloj, et le représentant des réformistes, Jan (Jean) Ostrowski. D'autres sections polonaises de la CGT furent créées, notamment dans les bassins de Lorraine (dirigées par Józef Mischczak) ou de Blanzy en Saône-et-Loire (coordonnées par Paweł Kubica)²²⁵. L'activité des communistes polonais encartés à la CGT était

356

222 Alain Girard, « Les Polonais dans les départements du Nord et du Pas-de-Calais », art. cit., p. 203 ; Jan Gruszyński, *Spółeczność polska we Francji, 1918-1978. Problemy integracyjne trzech pokoleń* [La Communauté polonaise en France, 1918-1978. Problèmes de l'intégration de trois générations], Warszawa, PWN, 1981, p. 107.

223 « Zjazd Federacji Robotników i Emigrantów Polskich » [L'assemblée de la Fédération des ouvriers et émigrés polonais], *Sztandar Polski*, n° 4, 27 janvier 1946, p. 1 ; « Kronika terenowa: Francja », *Polonia Zagraniczna*, n° 9, 4 février 1946 ; « Z naszej gromady », *Gazeta Ludowa*, n° 29, 29 novembre 1946, p. 6 ; BPP, vers. 4090, note : présidence de l'UCPF pour l'Union mondiale des Polonais de l'étranger (Światpol), [Paris], le 26 juin 1947.

224 « Syndykat Górników w Pas-de-Calais » [Le syndicat des mineurs du Pas-de-Calais], *Sztandar*, n° 5, octobre 1944, p. 2, trad. Paweł Sekowski. Voir aussi « Okręgowy Komitet Walki – Okręg Valenciennes » [Le comité régional de lutte – région valenciennoise], *Sztandar*, n° 11, octobre 1944, p. 4.

225 [Jan] Bloj, [Jan] Ostrowski, « Syndykat Górników w Pas-de-Calais » [Le syndicat des mineurs du Pas-de-Calais], *Sztandar*, n° 13, novembre 1944, p. 4 ; Jean Ostrowski, « Le syndicalisme ouvrier et les Polonais en France après la seconde guerre mondiale », dans Edmond Gogolewski (dir.), *Les Ouvriers polonais en France après la seconde guerre mondiale*, op. cit., p. 160.

centralisée par la FEP, l'aile procommuniste de l'ancienne FEP « unifiée », qui n'était pas entrée au sein de la nouvelle FREP²²⁶.

La plupart des membres des sections polonaises sympathisaient avec le courant réformiste, ce que les élections au secrétariat du mois de février 1945 confirmèrent, puisque Ostrowski obtint 90 % des voix, contre 10 % pour Bloj. Ostrowski était aussi le seul Polonais membre du secrétariat du bureau du syndicat des mineurs de la CGT du Pas-de-Calais. Dans le Pas-de-Calais, on comptait à ce moment-là 52 sections polonaises de la CGT, regroupant 18 620 membres²²⁷. L'affaiblissement de l'aile communiste au sein des sections polonaises de la CGT était aussi lié au rapatriement d'un certain nombre de militants au lendemain de la Libération. De même, Thomas Olszanski (Tomasz Olszański), leader majeur des structures polonaises au sein de la CGTU avant guerre, avait choisi de ne pas retourner en France. Expulsé de l'Hexagone en 1934, il se réfugia ensuite en Union soviétique où il vécut durant toute la seconde guerre mondiale, avant de retourner en Pologne. Les dirigeants du PCF lui donnèrent la permission d'intégrer le PPR, ce qu'Olszanski fit au mois de novembre 1945²²⁸. C'est ainsi que les cégétistes communistes polonais perdirent leur principal militant d'avant-guerre, très populaire parmi les travailleurs polonais du Pas-de-Calais.

Au mois de décembre 1947, les immigrés polonais anticommunistes quittèrent les rangs de la CGT pour intégrer ceux du nouveau syndicat socialiste : la CGT-Force ouvrière (FO). La section polonaise de la FO était dirigée par Stefan Jesionowski et Aleksander Skrodzki. Jan Ostrowski entra au sein du secrétariat du bureau du syndicat des mineurs CGT-FO du Pas-de-Calais. Au siège social du nouveau syndicat, à Paris, les sections polonaises étaient représentées par Witold Grochowski. La direction de l'UCPF appela officiellement les immigrés polonais à adhérer au nouveau syndicat socialiste réformiste et incita la FREP à entrer au sein de cet organisme²²⁹. En 1948, 30 sections polonaises de la FO menaient leur activité dans tout le Pas-de-Calais²³⁰.

Alors que les responsables français de la CGT – de nouveau « communisée » dès la fin de l'année 1947 – s'intéressaient aux problèmes des anciens immigrés polonais, en nourrissant l'espoir de les influencer à son avantage, les dirigeants

226] J. Wawrzyniak, « W sprawie F.E.P. » [Sur la FEP], *Niepodległość*, n° 25, juin 1945, p. 2.

227] Jean Ostrowski, « Le syndicalisme ouvrier et les Polonais en France après la seconde guerre mondiale », art. cit., p. 160, 162, 165.

228] Tomasz Olszański, *Życie tułacz* [La Vie errante], Warszawa, Książka i Wiedza, 1957, p. 358, 369.

229] Jean Ostrowski, « Le syndicalisme ouvrier et les Polonais en France après la seconde guerre mondiale », art. cit., p. 165-166 ; BPP, vers. 4090, opinion de la présidence de l'UCPF sur l'appartenance des Polonais en France aux syndicats français, [Paris], le 10 janvier 1948.

230] Jean Ostrowski, « Le syndicalisme ouvrier et les Polonais en France après la seconde guerre mondiale », art. cit., p. 166.

de la FO se concentraient quant à eux surtout sur les réfugiés de guerre et les anciennes personnes déplacées venus d'Allemagne²³¹.

Après la seconde guerre mondiale, le clergé polonais changea d'attitude à l'égard de la participation des travailleurs polonais aux syndicats français. Cela était strictement lié au fait que, dès le tournant de 1945 et 1946, la CFTC (le syndicat chrétien français) encourageait la création de ses sections polonaises²³². Bien que la première section polonaise du syndicat chrétien eût été créée dès 1932, le développement de ces structures dans toute la France datait du mois de juin 1945. Entre juin 1945 et mars 1947, 24 sections polonaises de la CFTC avaient été créées dans le Nord-Pas-de-Calais²³³. Le 8 novembre 1946, à Clamart, le clergé polonais de France réuni en assemblée plénière vota la résolution appuyant l'inscription des Polonais à des syndicats libres, c'est-à-dire à la CFTC²³⁴. De même, le conseil suprême de l'UACP, rassemblé le 28 décembre 1947, salua le développement des sections polonaises de la CFTC²³⁵. Le soutien du clergé polonais et des militants de l'UACP à la CFTC se fit de plus en plus affirmé. En 1945, la Fédération des sections polonaises du Syndicat libre des mineurs du Pas-de-Calais fut constituée. Elle était dirigée par Edmund Stocki et rassemblait plus de 3 000 membres²³⁶. À la fin de l'année 1948, François (Franciszek) Szczepaniak, de Lens, prit la direction des sections polonaises de la CFTC, la structure étant alors composée de plus de 30 sections et comptant 6 500 adhérents²³⁷.

Les Polonais de France adhéraient aux syndicats français pour des raisons diverses. Alain Girard et Jean Stoetzel rapportent l'exemple d'un Polonais qui s'était inscrit à la CGT pendant les hostilités « pour obtenir du ravitaillement » et qui avait ensuite rendu sa carte. En 1945, il était d'ailleurs (d'après ses dires) président du CNPF dans le Nord²³⁸. Un certain nombre de Polonais se sentaient

231 Georges Dupeux, « L'immigration en France de la fin du XVIII^e siècle à nos jours », dans *Les Migrations internationales de la fin du XVIII^e siècle*, op. cit., p. 171. En revanche, nous ne sommes pas d'accord avec Georges Dupeux lorsqu'il avance que la concentration sur les réfugiés de guerre aurait également été caractéristique pour la CFTC.

232 Gabriel Garçon, *Les Catholiques polonais en France*, op. cit., p. 411-412.

233 Jean-Pierre Jereczek, « Rôle du syndicalisme dans l'intégration des ouvriers polonais », dans Edmond Gogolewski (dir.), *La Protection des Polonais en France*, op. cit., p. 226-227.

234 BPP, vers. 3386, *Ze Zjazdu Duszpasterstwa Polskiego w Clamart*, op. cit., p. 14 ; « Kronika terenowa: Francja », *Polonia Zagraniczna*, n° 30, 15 décembre 1946. Voir aussi Gabriel Garçon, *Les Catholiques polonais en France*, op. cit., p. 413.

235 Leon Turajczyk, *Społeczno-polityczne organizacje polskie we Francji*, op. cit., p. 342.

236 Jean Ostrowski, « Le syndicalisme ouvrier et les Polonais en France après la seconde guerre mondiale », art. cit., p. 170 ; BPP, fonds J. Jakubowski, art. prov. 35, note sur les Polonais en France et leur vie associative, [s.l., après le 29 juin 1945], p. 2 ; BPP, fonds T. Parczewski, art. prov. 1/II, liste des institutions, organisations et associations polonaises en France au 11 avril 1951, p. 4.

237 Gabriel Garçon, *Les Catholiques polonais en France*, op. cit., p. 412.

238 Alain Girard et Jean Stoetzel, *Français et immigrés*, t. I, op. cit., p. 468, 477.

davantage protégés contre d'éventuelles représailles à l'égard des étrangers en étant encartés dans un syndicat français.

Les motifs qui poussaient les immigrés polonais à intégrer tel ou tel syndicat étaient parfois plus compliqués qu'on ne pouvait le supposer. De nombreux Polonais choisirent d'adhérer à la CGT et non à la CFTC car la première disposait, dès premiers mois suivant la Libération, de ses sections polonaises autonomes, contrairement au syndicat chrétien, qui ne créa ses sections polonaises que bien plus tard²³⁹. C'était donc leur attachement à la polonité qui poussait un certain nombre de Polonais, même éloignés des idées socialistes, à adhérer à la CGT. À la fin de l'année 1947, environ 70 % des mineurs polonais en France étaient membres de la CGT, dont près de 23 000 personnes dans le Nord-Pas-de-Calais. Les sections polonaises de la CGT restaient les plus nombreuses, même après la création de Force ouvrière et malgré le développement des structures analogues au sein de la CFTC²⁴⁰.

Même s'il est évident que les sections polonaises pouvaient favoriser l'isolement des immigrés, elles contribuaient aussi à accélérer leur processus d'intégration à la société française²⁴¹. Ces sections faisaient en effet partie d'un syndicat français ; en outre, une grande partie des immigrés concernés n'auraient pas du tout adhéré à ce syndicat s'il n'avait pas eu de sections polonaises.

La participation importante des Polonais cégétistes à la grève générale de l'automne 1947 suscita des représailles de la part des autorités françaises²⁴². Cela n'empêcha pas les immigrés polonais d'être encore plus actifs lors de la grève générale suivante, qui commença le 4 octobre 1948. Même si ce mouvement avait été inspiré par la CGT, représentant sans doute un élément clé du plan du PCF dans le but de renverser le gouvernement anticommuniste du radical-socialiste Henri Queuille, la participation des mineurs y était très importante : sur 243 653 mineurs appelés à se prononcer pour ou contre la grève générale, 218 618 (soit 89,73 %) y étaient favorables²⁴³.

À côté de la minorité des militants communistes, la plupart des grévistes polonais étaient des mineurs ne s'investissant pas en politique et qui désiraient

239 Jean Ostrowski, « Le syndicalisme ouvrier et les Polonais en France après la seconde guerre mondiale », art. cit., p. 162 ; Jerzy Klechta, *Najstarsza w świecie*, op. cit., p. 190.

240 Mylène Mihout, « L'engagement syndical, frein ou moteur à l'intégration de l'immigration ouvrière polonaise en France ? », dans Edmond Gogolewski (dir.), *La Protection des Polonais en France*, op. cit., p. 252.

241 Sur cette question, voir : *ibid.*, p. 245.

242 Il faut surtout mentionner deux cas particuliers : ceux des mineurs Jan Kabaciński et Wdowiak (ce dernier de Metz), qui furent arrêtés et ensuite accusés de choses si invraisemblables que l'écrasante majorité de l'opinion publique en France, y compris non communiste, critiqua fortement l'attitude des autorités françaises. Ces deux Polonais furent enfin libérés et partirent en Pologne. Voir : Leon Turajczyk, *Spoleczno-polityczne organizacje polskie we Francji*, op. cit., p. 179.

243 Kléber Deberles, *La Grande Épopée des mineurs*, Lille, La Voix du Nord, 1992, p. 178.

tout simplement prouver leur solidarité ouvrière. Comme l'a écrit l'historienne Milène Mihout, « la solidarité est devenue une réalité, et la combativité des Polonais, sûrs de leur légitimité, n'[était] pas un vain mot²⁴⁴ ».

Mais les mesures de répression ordonnées par le ministre de l'Intérieur, Jules Moch, furent particulièrement dirigées contre les participants étrangers à la grève. Il est évident que l'écrasante majorité d'entre eux étaient Polonais. Parmi les 52 étrangers expulsés en octobre, environ 40 étaient Polonais, membres des sections polonaises de la CGT. Le PCF était la seule force politique française à prendre leur défense²⁴⁵. La majorité des Polonais fixés en France étaient critiques envers leurs compatriotes qui participaient à la grève générale. Ils craignaient que la situation des années 1930 ne se répète. Le 9 décembre 1948, 44 Polonais furent expulsés de France pour leur participation à la grève générale de l'automne, d'après les données fournies par la Sûreté nationale²⁴⁶.

360

Bien que la participation des Polonais aux grèves générales des années 1947 et 1948 fût importante, on ne peut pas dire que la majorité des mineurs polonais en France sympathisaient avec les grévistes. Les sections polonaises de la CGT-FO et de la CFTC collaborèrent dans la lutte contre les « grèves politiques fomentées par la CGT²⁴⁷ ».

Au lendemain de la seconde guerre mondiale, l'ensemble des courants politiques et des institutions polonaises en France étaient en général favorables au fait que les Polonais adhèrent à des syndicats français, espérant que les intérêts de ces travailleurs seraient ainsi davantage protégés. Dans le même temps, les responsables de la vie associative et des organisations politiques polonaises en France ne renoncèrent pas à émettre des recommandations sur les syndicats que les travailleurs immigrés devraient choisir.

Ce facteur, ajouté à l'intégration progressive des immigrés à la société française, ne pouvait que contribuer à l'augmentation considérable du nombre de Polonais syndicalisés en France.

244 Cité d'après Mylène Mihout, « L'engagement syndical, frein ou moteur à l'intégration de l'immigration ouvrière polonaise en France ? », art. cit., p. 253.

245 BPP, fonds M. Biesiekierski, art. prov. 4/1, rapport n° 10 sur la situation dans le domaine du travail et de la protection sociale en France entre le 1^{er} octobre 1948 et le 31 janvier 1949, [Paris, après le 31 janvier 1949], p. 10-11.

246 Joanna Szulc, *De l'émigration à la réémigration*, op. cit., p. 368.

247 Jean Ostrowski, « Le syndicalisme ouvrier et les Polonais en France après la seconde guerre mondiale », art. cit., p. 170.

CONCLUSION DE LA TROISIÈME PARTIE

Contrairement à une idée répandue, il semble que le développement de la vie associative ait constitué une étape importante sur la voie de l'intégration des immigrés polonais à la société française, bien que le progrès de l'intégration des immigrés en France contribue au déplacement du cœur de l'activité des associations polonaises des questions internes vers la représentation des intérêts polonais face aux autorités françaises ou à la société indigène.

Reconnaître que la vie associative des immigrés a pu favoriser l'intégration des Polonais à la société française peut sembler paradoxal. Ce constat n'est toutefois pas nouveau, dans la mesure où le développement de l'engagement associatif est caractéristique de la vie des immigrés installés de façon plus stable en France avec leurs familles¹. Bien sûr, l'objectif initial était de maintenir la polonité de paysans déracinés, devenus ouvriers dans une France lointaine. Mais le choix des formes associatives, durables de par leur nature, dans le paysage français montrait que ces immigrés étaient conscients qu'il leur faudrait vivre à l'étranger durant de nombreuses années. Pour un grand nombre de Polonais, la vie associative était alors devenue un moyen de s'enraciner dans ce pays étranger.

Les premières années d'après-guerre se caractérisèrent d'abord par l'essor de la vie associative et les tentatives visant à renouveler le réseau de l'enseignement polonais en France. Néanmoins, après 1947, lorsque les relations franco-polonaises se détériorèrent et que la campagne de rapatriement eût considérablement ralenti, les trois principaux facteurs du « maintien de la polonité » (l'enseignement polonais, une aumônerie particulière pour les immigrés polonais et la vie associative polonaise en France) se virent de plus en plus affaiblis.

Outre l'intégration progressive des immigrés polonais installés depuis des années en France, la nationalisation des mines contribua également au déclin de l'enseignement polonais, et à l'affaiblissement considérable du rôle du clergé polonais au sein de la communauté immigrée. L'activité des associations polonaises se trouvait alors elle aussi en état de déclin. À la fin des années 1940, l'écart entre d'une part le niveau de l'intégration des immigrés polonais à la société française et d'autre part les buts et la dimension de l'activité des associations à caractère ethnique connut son apogée.

1 Voir : Gérard Noiriel, *Le Creuset français, op. cit.*, p. 184-185.

Des témoignages des immigrés polonais enquêtés par l'Ined au début des années 1950 nous montrent que la pratique de l'enseignement polonais n'était perçue que comme un épisode, lié aux premières années après la Libération, et cela indépendamment de la couleur politique de l'organisation proposant cet enseignement². Ces expériences ne survécurent pas à la fin des années 1940, non du fait d'obstacles créés par l'administration française, mais bien faute d'un intérêt suffisant de la part des immigrés eux-mêmes. Le nombre de maternelles polonaises diminua aussi régulièrement et sensiblement après la seconde guerre mondiale.

L'importance des cours polonais (qu'ils fussent d'obédience varsovienne ou londonienne) en dehors des cités minières était exagérée par certaines sources polonaises. Les enfants polonais suivaient les cours polonais et le catéchisme donné par des aumôniers polonais surtout dans le bassin minier du Nord et du Pas-de-Calais, ce qui explique pourquoi ces jeunes Polonais étaient capables de parler polonais. Ils préféraient cependant de plus en plus parler français, même entre eux, cela d'autant plus qu'ils avaient conscience que leurs parents avaient un statut social inférieur à celui des parents de leurs camarades français. Faire l'effort de suivre des cours polonais en plus des obligations de l'école française dans le but de s'imprégner et de faire vivre la culture polonaise – d'ailleurs peu estimée par la majorité française – ne constituait pas une perspective encourageante pour les enfants immigrés³.

En règle générale, les jeunes Polonais parlaient français plus couramment que polonais, ce qui peut faire relativiser l'importance de l'enseignement polonais en France. Ses objectifs principaux (freiner l'assimilation et sauvegarder la polonité) ne furent pas atteints dans la plupart des cas, au bénéfice de l'intégration des enfants d'immigrés polonais⁴. C'est l'intégration des enfants des immigrés polonais en tant que Français d'origine polonaise qui l'emporta. On ne peut évidemment pas non plus négliger l'influence que les cours polonais exerçaient sur un nombre minoritaire d'immigrés polonais d'avant-guerre. Mais il est difficile de cacher que l'importance majeure de la question de l'enseignement polonais en France, dans l'immédiat après-guerre, résidait dans le fait que cette question constituait un des champs de bataille principaux dans le conflit entre les deux camps politiques principaux de l'immigration polonaise.

2 Alain Girard et Jean Stoetzel, *Français et immigrés*, t. 1, *op. cit.*, p. 410.

3 *Ibid.*, p. 488; Jan Sikora, *Ewolucja Polonii francuskiej*, *op. cit.*, p. 176.

4 Sur la question de l'intégration progressive des immigrés polonais, y compris les enfants polonais, au sein de la société française, voir le chapitre 3, « Des Polonais en France aux Français d'origine polonaise – le processus de l'intégration sociale des immigrés polonais à la société française ».

Cette période se caractérisait aussi par l'affaiblissement de l'influence du clergé polonais en France. La nationalisation des mines contribua à la fin du financement des aumôniers polonais par les établissements français, dorénavant propriété de l'État. L'épiscopat français et les curés français durcirent leur attitude – par rapport à la période de l'entre-deux-guerres – envers l'autonomie des aumôniers polonais en France. L'Église française désirait que les catholiques polonais s'intègrent davantage parmi leurs coreligionnaires français et qu'ils se rapprochent du clergé français.

SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE

SOURCES

Archives

I. Archives nationales, Pierrefitte-sur-Seine

Série AJ 43 : archives de l'Organisation internationale pour les réfugiés :

- art. 311 : assistance aux Polonais ayant appartenu aux forces alliées réfugiées en France et aux étudiants réfugiés, 1948-1951

Série AJ 80 : Commissariat général du Plan de modernisation et d'équipement :

- art. 15 : archives de Monsieur Bou : production végétale, 1946-1947

Série BB 30 : ministère de la Justice :

- art. 1741 : Inspection générale des services judiciaires, 1944-1947

Série F 1 : ministère de l'Intérieur :

- F 1^a 3303 : X-B 18 : Polonais : camps de La Courtine, Lusignan, Couiza ; consulats polonais, novembre 1944 - septembre 1945 ;

- F 1^a 3345-3346 : situations des étrangers en France, 1944-1947 ;

- F 1^a 3364 : I-H : étrangers en France, 1946.

Série F 7 : police générale :

- art. 15589 : mélanges, entre autres Polonais en France, mai 1946 ; réfugiés israéliens en France, juin 1950 ; réfugiés de l'Europe centrale, mai 1950 ;

- art. 16102 : séjours des étrangers prisonniers et résistants, 1944-1945.

Série F 9 : affaires militaires (y compris le ministère des Prisonniers, Déportés et Réfugiés) :

- art. 3840 : centres de réfugiés polonais, 1945-1948.

Fonds 552 AP : fonds Vincent Auriol :

- art. 64 : notes sur les diplomates polonais, renseignements généraux sur les Polonais en France, 1947 (entre autres).

Fonds 577 AP : fonds Georges Mauco :

- art. 5 : documents sur les étrangers en France, 1945-1949.

II. Centre des archives diplomatiques, La Courneuve

Série Europe 1945-1960, sous-série Pologne :

- art. 4-5 : corps diplomatique et consulaire polonais en France. Attachés militaires, navals, de l'air et missions militaires. Correspondance à propos des Bureaux d'administration des Polonais, 1944-1949 ;
- art. 6 : représentants diplomatiques et consulaires du gouvernement polonais de Londres, 1945-1948 ;
- art. 30 : armée polonaise de l'extérieur, 1944-1949 ;
- art. 31 : militaires polonais en France, 1945-1948 ;
- art. 59 : France-Pologne, 1944-1946 ;
- art. 84-85 : Polonais en France – dossier général, 1944-1949 ;
- art. 86 : associations polonaises en France, 1944-1949 ;
- art. 87 : main-d'œuvre polonaise, 1944-1949.

398

III. Archives nationales du monde du travail, Roubaix

Compagnie des mines de Vicoigne-Nœux (Pas-de-Calais) :

- 19940511852 : enquêtes sur les travailleurs français et étrangers, 1939-1946.

Compagnie des mines d'Ostricourt (Nord) :

- 19940570043 : « La situation des Houillères nationalisées », conférence de M. Duguet, Charbonnages de France, le 30 mai 1947, 16 p.

IV. Archives départementales du Nord, Lille

Série 27W : commissariat régional de la République :

- 38328/24 : Polonais, 1944-1946 ;
- 38328/31 : Parti communiste et propagande anticommuniste, 1944-1946 ;
- 38345/1 : rapports des commissaires des renseignements généraux sur l'activité des étrangers, 1944-1945 ;
- 38345/2 : statuts administratifs et affaires se rapportant à des groupes ethniques ; affaires se rapportant au Comité d'action et de défense des immigrés (CADI) ; centre d'hébergement des étrangers ; recensement des étrangers internés maintenus en France ou expulsés, 1944-1946 ;
- 38345/3 : listes des étrangers internés et détenus, 1946 ;
- 38347/1 : activités des Polonais : associations, mineurs recrutés pour l'armée polonaise, Polonais ayant opté pour la Russie, 1945 ;
- 38347/2 : rapports sur l'attitude des Polonais et des Tchèques en France ; activité des associations polonaises, 1944-1946 ;
- 38474/6 : Affaires diverses concernant les consulats, entre autres : Pologne, 1944-1945.

V. Archives de la préfecture de police de Paris

Série B – cabinet du préfet de police, sous-série BA – rapports et renseignements adressés au cabinet du préfet (1869-1970) :

- BA 2186 : Pologne, ambassade et consulat général à Paris ;
- BA 2187 : Pologne, affaires diverses ;
- BA 2388 : Pologne, colonies polonaises.

VI. Centre des archives économiques et financières, Savigny-le-Temple

- B 33. 773 / F³⁰ 3216 : accords militaires franco-polonais, 1939-1940.

VII. La Contemporaine, Nanterre

- O pièce 26364 : *La Pologne en lutte 1939-1945-1949*, [brochure], Paris, Comité d'entente de l'Association des Polonais libres, 1949, 63 p ;
- O pièce 27302 : *Statut de l'Union centrale des Polonais en France avec les règlements des comités régionaux et des comités locaux qui font partie intégrante de l'Union*, [brochure], Paris, 1945, 16 p ;
- Q pièce 7492 : Frédéric Joliot-Curie, *Pour la défense de l'immigration démocratique polonaise en France*, [brochure], Paris, L'Amitié franco-polonaise, le 29 novembre 1949, 2 p.

VIII. Bibliothèque nationale de France

- 4-WZ-6441 : *Association des ingénieurs et techniciens polonais en France – 50 ans*, [brochure], juin 1969.

IX. Société historique et littéraire polonaise / Bibliothèque polonaise de Paris

Fonds Rosa Bailly née Dufour :

- vers. 2845/1-2 : correspondance, 1945-1946.

Fonds Mieczysław Biesiekierski :

- art. prov. 1 : documents biographiques, 1919-1974.
- art. prov. 3 : matériaux pour l'activité au sein de la Croix-Rouge polonaise (CRP) en France et de la Relief Society for Poles (RSFP), 1944-1951 ;
- art. prov. 4/1 : matériaux pour l'activité en tant que conseiller aux affaires du travail et de la protection sociale auprès de l'ambassade de Pologne à Paris et en tant que délégué du ministère du Travail et de la Protection sociale, correspondance, 1944-1949 ;
- art. prov. 5 : matériaux pour la campagne de réinstallation des Polonais en France, 1946-1948.

Fonds Kazimierz Czerny-Szwarcenberg :

- art. prov. 1 : correspondance, 1939-1946.

Fonds Józef Jakubowski :

- art. prov. 10 : rapports sur l'activité du Groupement d'assistance aux Polonais en France (Towarzystwo Opieki nad Polakami we Francji), 1941-1944 ;
- art. prov. 13 : matériaux sur les réunions du comité directeur de la CRP en France, 1944-1945 ;
- art. prov. 16 : questions de la protection dans des centres d'accueil, 1944-1945 ;
- art. prov. 17 : activité de la CRP en France dans le contexte du changement de la situation politique, 1944-1945 ;
- art. prov. 18 : matériaux concernant l'aide aux anciens prisonniers et détenus et aux Juifs polonais, 1943-1946 ;
- art. prov. 19 : affaires du service de l'emploi et du service de l'éducation de la CRP en France, 1944-1945 ;
- art. prov. 22 : rapports sur l'histoire et l'activité de la CRP en France, 1941-1945 ;
- art. prov. 23 : matériaux de l'assemblée des délégués régionaux de la CRP en France ;
- art. prov. 25 : correspondance concernant la CRP en France, 1944-1945 ;
- art. prov. 30 : activité de la branche française de la RSFP : Société de secours aux Polonais (Towarzystwo Pomocy Polakom), 1947-1950 ;
- art. prov. 33 : rapports sur l'activité de la RSFP, 1947-1949 ;
- art. prov. 34 : correspondance de la RSFP, 1946-1950 ;
- art. prov. 35 : matériaux des divers organismes dans le cadre de la RSFP, 1947-1955 ;
- art. prov. 42 : *varia*, concernant entre autres l'Organisation polonaise de lutte pour l'indépendance (Polska Organizacja Walki o Niepodległość, POWN), 1945-1983.

Fonds Aleksander Kawałkowski :

- BPP 1165 : rapports et mémoires concernant la POWN ;
- BPP 1168 : matériaux concernant la liquidation de la POWN et les affaires des combattants ;
- BPP 1169 : matériaux pour l'activité diplomatique de Kawałkowski, 1944-1948 ;
- BPP 1170 : rapports et mémoranda sur la situation intérieure en France, 1944-1947, entre autres : rapport sur la situation de l'immigration polonaise en France du mois de décembre 1944 ;
- BPP 1171 : rapports sur la situation intérieure en France et sur l'immigration polonaise, 1944-1946 ;
- BPP 1172 : matériaux concernant les associations polonaises à l'étranger, 1945-1946 ;
- BPP 1201/II : périodiques et brochures du fonds privé.

Fonds Stanisław Kot :

- KOT 11 : matériaux pour l'activité politique de Kot dans le Parti paysan polonais en exil (Polskie Stronnictwo Ludowe, PSL) dans les années 1947-1954.

Fonds Kajetan Morawski :

- art. prov. 6/I : rapports pour le ministère des Affaires étrangères du gouvernement polonais à Londres (MSZ), 1941-1953 ;

- art. prov. 19/I : matériaux concernant la Bibliothèque polonaise et la Société historique et littéraire polonaise, 1929-1954.

Fonds Tadeusz Parczewski :

- art. prov. 1/I-II : émigration polonaise en France : Organisations politiques. Organisations sociales, 1945-1960;
- art. prov. 5 : Mouvement polonais pour la Liberté « Indépendance et démocratie » (*Polski Ruch Wolnościowy* „Niepodległość i Demokracja”, NiD), 1945-1966;
- art. prov. 10 : Association d’entraide des anciens combattants polonais en France (Samopomoc byłych Kombatantów Polskich we Francji, puis Stowarzyszenie Polskich Kombatantów, SPK), 1946-1964;
- art. prov. 12 : documents du département éducation et culture de la SPK, 1946-1950.

Fonds Edmund Strauch :

- art. prov. 2 : correspondance de l’agence consulaire de Pologne à Charleville-Mézières, 1944-1950;
- art. prov. 3 : *varia* – circulaires, bulletins, invitations, 1945-1950.

Fonds Zygmunt Lubicz Zaleski :

- vers. 3882/2 : activité en tant que coordinateur de l’éducation de la jeunesse polonaise en France ; activité au sein du Comité central des études (Centralny Komitet Studiów) ;
- vers. 3883/2 : activité en tant que président du Comité central des études à Paris ; Mission militaire polonaise de liquidation (Polska Wojskowa Misja Likwidacyjna) ; Mission catholique polonaise (Polska Misja Katolicka) ;
- vers. 3892/2 : Activité en tant que délégué pour la France du ministre de l’Instruction publique et des Cultes.

Documents non classés :

- vers. 3209 : rapports sur les contrôles effectués par la CRP en France, 1945-1946 ;
- vers. 3215 : Union des réfugiés de guerre polonaise (Zjednoczenie Polskiego Uchodźstwa Wojennego) ;
- vers. 3218 : archives de l’Union indépendante des instituteurs polonais en France (Niezależny Związek Nauczycielstwa Polskiego) ;
- vers. 3219-3220 : fonds Jerzy Jankowski ;
- vers. 3269-3270 : fonds Lucjan Krawiec ;
- vers. 3386 : e.a. *Duszpasterstwo polskie we Francji* [L’Aumônerie polonaise en France], l’état à la date du 1^{er} mars 1947, brochure, 1947 ;
- vers. 4042-4043 : Mission militaire polonaise de liquidation en France (Polska Wojskowa Misja Likwidacyjna we Francji) ;
- vers. 4087-4091, 4115 : archives de l’Union centrale des Polonais en France (Centralny Związek Polaków we Francji) ;
- vers. 5011 : archives du Parti paysan polonais en France (Polskie Stronnictwo Ludowe).

X. Archives des Actes nouveaux (Archiwum Akt Nowych), Varsovie

Ambassade de Pologne à Paris

- art. 320 : protection sociale sur les immigrés en France et en Belgique, 1944-1945 ;
- art. 331 : réseau diplomatique polonais en France, 1943-1945 ;
- art. 346 : protection juridique sur les immigrés, 1945.

Croix-Rouge polonaise – comité de direction à Varsovie :

- art. 133 : section autonome à l'étranger (*Samodzielna Sekcja Zagraniczna*) : délégation de la CRP en France : organisation, instructions, résolutions et correspondance, 1945-1957.

Lycée polonais à Paris :

- art. 5 : l'activité, 1947-1963.

Ministère du Travail et de la Protection sociale :

- art. 222 : département des assurances sociales (Departament Ubezpieczeń Społecznych) – coopération avec les autres pays dans le domaine de sécurité sociale : France, 1946-1949 ;
- art. 225 : département des assurances sociales – allocations pour travailleurs polonais en France ayant effectué une partie de leur ancienneté de service en Allemagne („*zasilki gwareckie*”), 1945-1946 ;
- art. 382 : département des assurances sociales – aide aux Polonais établis hors de leur pays, 1945-1948.

402

XI. Archives du ministère des Affaires étrangères de Pologne, Varsovie (A MSZ)

Série 6 : département politique, section Europe occidentale et du Nord (Departament Polityczny – Wydział Zachodniej i Północnej Europy) :

- art. 969 (liasse 68) : conventions sur le rapatriement et réémigration des Polonais de France – exemplaires originaux, 1946-1947 ;
- art. 971 (liasse 68) : aumônerie polonaise en France, 1946-1947 ;
- art. 984 (liasse 69) : réseau diplomatique et consulaire polonais, 1945-1948 ;
- art. 985 (liasse 69) : rejet de l'*exequatur* pour la candidature consulaire d'Aleksander Bodak en France, 1948 ;
- art. 994 (liasse 71) : rapports politiques de l'ambassade de Pologne à Paris, 1945-1948 ;
- art. 1001 (liasse 72) : vie politique de l'immigration polonaise en France, 1945-1948.

Série 8 : département II, section pays romans (Departament II – Wydział Romański) :

- art. 83 (liasse 6) : enseignement polonais et cours de polonais pour les étrangers en France, 1949 ;

Série 15 : cabinet du ministre : - art. 169 (liasse 18) : questions concernant la citoyenneté et les passeports, entre autres : enregistrement des citoyens polonais en France, 1945-1950.

Série 20 : bureau consulaire (*Biuro Konsularne*), 1945-1950 :

- art. 17 (liasse 2) : rapports sur l'activité des services administratifs polonais sur le territoire français, 1947-1949 ;
- art. 18 (liasse 2) : rapport d'activité du consulat général de Pologne à Lille, 1949 ;
- art. 32 (liasse 2) : revue des affaires polonaises en France, 1948-1949 ;
- art. 48 (liasse 3) : rapports des consulats généraux de Pologne à Lille et à Marseille sur les affaires polonaises, 1949 ;
- art. 49 (liasse 4) : rapports des consulats de Pologne à Strasbourg, à Toulouse et à Lyon sur les affaires polonaises, 1949 ;
- art. 77 (liasse 5) : enseignement polonais à l'étranger, entre autres : en France, 1947-1949 ;
- art. 116-118 (liasse 9) : rapports du consulat général de Pologne à Paris, 1946-1949 ;
- art. 119-121 (liasse 9) : rapports du consulat général de Pologne à Marseille, 1946-1949 ;
- art. 122-124 (liasse 9) : rapports du consulat général de Pologne à Lille, 1946-1949 ;
- art. 125-127 (liasses 9, 10) : rapports du consulat de Pologne à Lyon, 1946-1949 ;
- art. 128-130 (liasse 10) : rapports du consulat de Pologne à Toulouse, 1947-1949 ;
- art. 131 (liasse 10) : rapports du consulat de Pologne à Strasbourg, 1946-1949 ;
- art. 133 (liasse 10) : rapports de l'agence consulaire de Pologne à Metz, 1946-1949 ;
- art. 444 (liasse 37) : protection sociale envers les émigrés – généralités, 1946 ;
- art. 456 (liasse 38) : la mise en service du réseau consulaire sur le territoire français, 1945 ;
- art. 993 (liasse 75) : rapports du consulat de Pologne à Toulouse sur les affaires polonaises, 1950 ;
- art. 1074 (liasse 80) : enregistrement des citoyens polonais par le consulat de Pologne à Lyon, 1950.

Série 22 : bureau pour les affaires du rapatriement (*Biuro do Spraw Repatriacji*) :

- art. 77, 80 (liasse 4) : situation de l'immigration polonaise dans la circonscription consulaire de Lille, 1947.

Base de données électroniques des postes diplomatiques et consulaires de Pologne pour les années 1918-1945, établie par Janusz Deszczka.

Base de données électroniques des postes diplomatiques et consulaires de Pologne pour les années 1946-2012, établie par Janusz Deszczka.

XII. Archives de l'Institut de la mémoire nationale (Archiwum Instytutu Pamięci Narodowej)

- AIPN 0179/1385 : département de l'information du ministère de la Sécurité publique (Wydział Informacji Ministerstwa Bezpieczeństwa Publicznego), *Emigracja polska*.

Broszura szkoleniowa [Émigration polonaise. Brochure d'instruction], Varsovie, août 1948.

XIII. Archives de l'université Jagellonne, Cracovie

Série S II 619 : dossiers individuels des universitaires ayant travaillé entre 1850 et 1939 :

- Wnorowski Feliks.

XIV. The Polish Institute and Sikorski Museum, Londres

Série A.XI.E : ministère des Affaires étrangères :

- art. 192 : relations polono-françaises, 1945 ;

- art. 598 : protection sociale sur les émigrés, 1945.

Série A.17 : Union mondiale des Polonais de l'étranger (Światpol) (Światowy Związek Polaków z Zagranicy) :

- art. 4 : pays européens et Canada, 1943-1946 ;

- art. 22 : Bulletins d'information (*Biuletyny informacyjny*), n° 1-34, 1945-1947 ;

- art. 24-25 : bulletins, brochures, 1938-1948.

Série A.46 : ambassade de Pologne [du gouvernement de Londres] à Paris, 1944-1950 :

- art. 1-4 : questions politiques – généralités, 1945-1949 ;

- art. 13-15 : organisation de la vie politique en France, 1945-1948 ;

- art. 23-24 : questions de la jeunesse, scolaires et académiques, 1945-1947 ;

- art. 29-30 : rapports consulaires, 1945-1947.

Série A.54 : consulat de Pologne à Lille :

- art. 2 : allocations pour veuves et enfants des victimes de guerre et les allocations aux familles de militaires, 1944-1945 ;

- art. 3 : Mission militaire polonaise de recrutement et évacuation (*Misja Wojskowa do spraw Zaciągu i Ewakuacji*), 1944-1945.

Série PRM : présidence du Conseil des ministres (*Prezydium Rady Ministrów*) :

- art. 162 : année 1945. Dépêches des services diplomatiques.

XV. Polish Underground Movement Study Trust (*Studium Polski Podziemnej*), Londres

Série A : 6^e section (section spéciale) de l'état-major du commandant en chef de l'armée polonaise (*Oddział VI Sztabu Naczelnego Wodza – Oddział Specjalny*) :

- A.5.2.9. : bases et postes de communication de l'Armée de l'intérieur avec la Pologne occupée : « Paryż » [« Paris »], 1940-1945.

Série SK.17 : 6^e section (section spéciale) de l'état-major du commandant en chef de l'armée polonaise (*Oddział VI Sztabu Naczelnego Wodza – Oddział Specjalny*) ; documents provenant d'un coffre retrouvé :

- art. 23 : matériaux de la « Baza Moda » à Paris concernant les postes « Lila » et « Mine », 1944-1945.

XVI. Polish Library POSK, Londres

558/RPS : fonds Tadeusz Świącicki :

- archives de la Société de bibliophiles polonais de Paris, 1945-1948.

916/RPS :

- Antoni Stefan Koper, *Polscy Displaced Persons w Niemczech, 1945-1947* [Personnes déplacées polonaises en Allemagne, 1945 -1947], London, [1979], introduction et première partie de la thèse de doctorat préparée à l'Université polonaise en exil (Polski Uniwersytet Na Obczyźnie) – brouillon, 88 p.

XVII. The National Archives, Kew, Londres

Série FO 371 : Foreign Office – Political Departments : General Correspondance:

- 47793 : Polish Committee of National Liberation France, 1945.

Série WO 204 : War Office – Allied Forces, Mediterranean Theatre : Military Headquarters Papers, Second World War :

- 5701 : Poles in France, 1944-1945 ;
- 5703 : Movements of Poles from France, 1944-1945.

Presse

Biuletyn Informacyjny Centralnego Związku Polaków we Francji [Bulletin d'information de l'Union centrale des Polonais en France], Paris, 1945-1947.

Biuletyn Polskiego Czerwonego Krzyża – Oddział na Francję [Bulletin de la Croix-Rouge polonaise – section française], Paris, 1944-1945.

Comité polonais de libération nationale en France. Service de documentation, Paris, 1944-1945.

Gazeta Ludowa. Tygodnik Polskiego Stronnictwa Ludowego we Francji [Gazette populaire. Hebdomadaire du Parti paysan polonais en France], Paris, 1946-1947.

Gazeta Polska (Niepodległość). Dziennik Wychodźstwa Polskiego we Francji (Journal polonais, fondé sous l'occupation ennemie en 1941), Paris, 1945-1949.

Głos Pracy. Miesięcznik robotników polskich w CGT-Force ouvrière [La Voix du Travail. Mensuel polonais de la CGT-Force ouvrière], Paris, 1949.

Kultura [La Culture], Paris, 1947-1950.

Lud Polski. Organ polskich mas pracujących we Francji [Le Peuple polonais. Organe de presse des classes laborieuses polonaises en France], Paris, 1946-1948.

Narodowiec [Le National], Lens, 1945-1949.

Niepodległość. Organ Wychodźstwa Polskiego we Francji [L'Indépendance. Organe de presse de l'émigration polonaise en France], Paris, 1944-1945.

Placówka [Le Poste], Paris, 1945-1948.

Polonia Zagraniczna. Biuletyn Organizacyjny Światowego Związku Polaków z Zagranicy [Polonia de l'étranger. Bulletin d'organisation de l'Union mondiale des Polonais de l'étranger], Londyn, 1945-1947.

Polska Wierna. Tygodnik katolicki [La Pologne fidèle. Hebdomadaire catholique], Paris/Londres, 1945-1949.

Syrena [La Sirène], Paris, 1947-1949.

Sztandar. Organ Centralnego Komitetu Walki [L'Étendard. Organe du Comité central de lutte], Lyon, 1944.

Sztandar Polski. Dziennik emigracji polskiej we Francji, Belgii i Holandii [L'Étendard polonais. Journal de l'émigration polonaise en France, en Belgique et aux Pays-Bas], Paris, 1945-1946.

Światło. Zbiór artykułów i rozpraw pod redakcją A. Ciołkosza i Z. Zaremby [La Lumière. Revue mensuelle], Paris, 1947-1949.

Więści. Wydawnictwo Oficera Opieki Obozu Zb. WP nr 3 dla żołnierzy Obozu [Les Nouvelles. L'édition de l'officier responsable du camp de rassemblement n° 3 de l'armée polonaise pour les soldats], Lille, 1946-1948.

Wolna Polska. Organ zjednoczonego ludu polskiego we Francji [La Pologne Libre. Organe de presse du peuple polonais uni en France], Lyon, 1944-1945.

Documents imprimés et mémoires

Archiwum Ruchu Robotniczego, n° 1, « Grupy polskie Francuskiej Partii Komunistycznej podczas okupacji hitlerowskiej. Materiały programowe, VIII 1941-VIII 1944 » [Les groupes polonais du Parti communiste français pendant l'occupation hitlérienne. Documents de programme, août 1941-août 1944], dir. Kazimiera Maj, 1973, p. 285-340.

BIESIEKIERSKI, Mieczysław, « Polska akcja opiekuńcza we Francji w okresie okupacji niemieckiej, czerwiec 1940-wrzesień 1944 » [L'action polonaise de protection sociale en France pendant l'occupation allemande, juin 1940-septembre 1944)], *Zeszyty Historyczne* (Paris), n° 105, 1993, p. 38-63.

BOBROWSKI, Czesław, *Wspomnienia ze stulecia* [Mémoires du centenaire], Lublin, Wydawnictwo Lubelskie, 1985, 344 p.

Bulletin de la statistique générale de la France, vol. 34, n° 12, décembre 1946.

Bulletin de la statistique générale de la France, vol. 35, n° 3, mars 1947.

CEGIEŁKA, Franciszek, « Nuncjusz A. G. Roncalli w Paryżu » [Le nonce A. G. Roncalli à Paris], *Zeszyty Historyczne* (Paris), n° 39, 1977, p. 184-193.

—, « Problemy Polskiej Misji Katolickiej we Francji w pierwszych latach po II wojnie światowej » [Les problèmes de la Mission catholique polonaise en France pendant les premières années après la seconde guerre mondiale], *Studia Polonijne*, n° 11, 1987, p. 223-236.

- GAJEWICZ, Bohdan, *Opieka nad kombatantami (1941-1944)* [La Protection pour les anciens combattants], Vals-les-Bains (Ardèche), Towarzystwo Opieki nad Polakami we Francji [Groupement d'assistance aux Polonais en France], octobre 1944, 74 p. ; *Zakończenie* [Conclusion], Paris, le 28 avril 1945, 4 p. [numérotées 75-78].
- INSEE, *Premiers résultats du recensement général de la population effectué le 10 mars 1946*, Paris, Impr. nationale, 1947, 61 p.
- , *Résultats statistiques du recensement général de la population effectué le 10 mars 1946*, t. II, *Population présente totale*, Paris, Impr. nationale, 1953, 436 p.
- JĘDRYCHOWSKI, Stefan, *Przedstawicielstwo PKWN i Rządu Tymczasowego RP we Francji* [La Représentation du CPLN et du gouvernement provisoire de la Pologne en France], Warszawa, MSZ, coll. « Materiały i Studia Historyczne » [Matériaux et études historiques], 1987, 78 p.
- „Komunikaty Informacyjne” Sztabu Naczelnego Wodza / Sztabu Głównego Polskich Sił Zbrojnych na Zachodzie, 1945-1947 [Les Bulletin d'information de l'état-major du commandant en chef des Forces armées polonaises de l'Ouest / de l'état-major des Forces armées polonaises de l'Ouest, 1945-1947], éd. Czesław Brzoza, Kraków, Księgarnia Akademicka, 2008, 728 p.
- MARÈS, Antoine, « Témoignages d'exilés et de réfugiés politiques d'Europe centrale en France après 1945 », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n° 44, octobre-décembre 1996, p. 48-54.
- MORAWSKI, Kajetan, *Tamten brzeg* [L'Autre Bord], éd. Jerzy Marek Nowakowski, Warszawa, Spotkania, 1996, 281 p.
- OLSZANSKI, Thomas, *La Vie errante*, dans *Un militant syndicaliste franco-polonais. « La Vie errante » de Thomas Olszanski, 1886-1959*, éd. et trad. Mylène Mihout, Lille, PUL, 1993, 395 p. (version polonaise: OLSZAŃSKI, Tomasz, *Życie tulacze*, Warszawa, Książka i Wiedza, 1957, 378 p.).
- OSTROWSKI, Jean, « Le syndicalisme ouvrier et les Polonais en France après la seconde guerre mondiale », dans GOGOLEWSKI, Edmond (dir.), *Les Ouvriers polonais en France après la seconde guerre mondiale*, actes du colloque de Lille, 26 et 27 octobre 1989, Villeneuve-d'Ascq, université Charles-de-Gaulle (Lille 3) / *Revue du Nord*, hors-série, n° 7, coll. « Histoire », 1992, p. 159-174.
- Pamiętniki emigrantów, 1878-1958* [Souvenirs des émigrés, 1878-1958], Warszawa, Czytelnik, 1960, 924 p.
- Polska Ludowa. Materiały i Studia*, n° 5, « Dokumenty do dziejów polskich demokratycznych formacji wojskowych we Francji, 1941-1945 » [Documents pour l'histoire des formations militaires démocratiques polonaises en France, 1941-1945], dir. Wincenty Romanowski et Mieczysław Wrzosek, 1966, p. 141-202.
- PONTY, Janine, *L'Immigration dans les textes. France, 1789-2002*, Paris, Belin, 2003, 416 p.
- Protokoły posiedzeń Rady Ministrów Rzeczypospolitej Polskiej* [Protocoles des réunions du Conseil des ministres de la république de Pologne], t. VII, *Maj-listopad 1944* [Mai-

novembre 1944], éd. Wojciech Rojek, collab. Andrzej Suchcitz, Kraków, Secesja, 2006, 694 p.

Protokoły posiedzeń Rady Ministrów Rzeczypospolitej Polskiej [Protocoles des réunions du Conseil des ministres de la république de Pologne], t. VIII, *Grudzień 1944-sierpień 1945* [Décembre 1944-août 1945], éd. Wojciech Rojek, collab. Andrzej Suchcitz, Kraków, Secesja, 2008, 774 p.

PUTRAMENT, Jerzy, *Pół wieku. Zagranica* [Un demi-siècle. À l'étranger], Warszawa, Czytelnik, 1965, 412 p.

Rocznik Statystyczny 1947 [Annuaire statistique de la république de Pologne 1947], Warszawa, GUS [Office central de statistiques], 1947.

Rocznik Statystyczny 1948 [Annuaire statistique de la république de Pologne 1948], Warszawa, GUS, 1949.

Rocznik Statystyczny 1956 [Annuaire statistique de la république de Pologne 1956], Warszawa, GUS, 1956.

Rocznik wychodźstwa polskiego we Francji i Belgii [Annuaire de l'émigration polonaise en France et en Belgique], Paris, 1948.

Sprawozdanie z pierwszego walnego zjazdu wychodźstwa polskiego we Francji, 17-18 grudnia 1944 roku [Compte-rendu de la 1^{re} assemblée plénière de l'émigration polonaise en France, les 17 et 18 décembre 1944], Paris, 1945, 140 p.

ZALESKI LUBICZ, Zygmunt, *Le Statut moral de l'émigré*, Paris, 1949, 8 p. (extrait de: *Revue des travaux de l'Académie des sciences morales et politiques*, 1949).

408

Communications orales

Communication orale enregistrée de Maciej Morawski, Paris, le 28 février 2012.

Sources audiovisuelles

WISNIEWSKI, Allan, *Pologne. Chronique d'un retour oublié, 1947-1990*, SCEREN/CNDR, coll. « Films en classe : collègue et lycée », « Histoire », 2010, 75 minutes.

BIBLIOGRAPHIE

Instruments de travail

BRUNEL, Ghislain (dir.), *Les Sources de l'histoire de la Pologne et des Polonais dans les archives françaises*, Paris, Direction des Archives de France, 2003, 818 p.

DANILEWICZ-ZIELIŃSKA, Maria, *Bibliografia: „Kultura”, 1958-1973; „Zeszyty Historyczne”, 1962-1973; działalność wydawnicza, 1959-1973* [Bibliographie: *Kultura*, 1958-1973; *Zeszyty Historyczne*, 1962-1973; l'activité éditoriale, 1959-1973], Le Mesnil-le-Roi, Instytut Literacki w Paryżu [Institut littéraire de Paris], coll. « Biblioteka Kultury » [Bibliothèque de la revue *Kultura*], 1975, 430 p.

- , *Bibliografia: „Kultura”, 1974-1980; „Zeszyty Historyczne”, 1974-1980; działalność wydawnicza, 1974-1980* [Bibliographie: *Kultura*, 1974-1980; *Zeszyty Historyczne*, 1974-1980; l'activité éditoriale, 1974-1980], Le Mesnil-le-Roi, Instytut Literacki w Paryżu [Institut littéraire de Paris], coll. « Biblioteka Kultury » [Bibliothèque de la revue *Kultura*], 1981, 314 p.
- , *Bibliografia: „Kultura”, 1981-1987; „Zeszyty Historyczne”, 1981-1987; działalność wydawnicza, 1981-1987* [Bibliographie: *Kultura*, 1981-1987; *Zeszyty Historyczne*, 1981-1987; l'activité éditoriale, 1981-1987], Le Mesnil-le-Roi, Instytut Literacki w Paryżu [Institut littéraire de Paris], coll. « Biblioteka Kultury » [Bibliothèque de la revue *Kultura*], 1989, 348 p.
- FAVIER, Jean (dir.), *Les Archives nationales. État général des fonds*, t. V, 1940-1958. *Fonds conservés à Paris*, Paris, Archives nationales, 1988, 468 p.
- GOULD, Julius et KOLB William L. (dir.), *A Dictionary of the Social Sciences*, London, Tavistock Publications, 1964, 761 p.
- JUDYCKA, Agata et JUDYCKI, Zbigniew, *Les Polonais en France. Dictionnaire biographique*, trad. Richard Zienkiewicz, Paris, Concorde, 1996, t. I, 348 p.
- JUDYCKI, Zbigniew A., *Polacy w świecie. Kwartalnik biograficzny Polonii* [Les Polonais dans le monde. Trimestriel biographique de la Polonia], Paris, puis Paris/Kielce, Scripta 2000, 17 tomes, 1992-2000.
- KOŁODZIEJ, Edward, « Sources pour l'histoire de l'immigration et de la Polonia de France dans les Archives nationales polonaises », dans GOGOLEWSKI, Edmond (dir.), *La Protection des Polonais en France. Problèmes d'intégration et d'assimilation*, actes du colloque de Lille, 15 et 16 mai 1997, Villeneuve-d'Ascq, Conseil scientifique de l'université Charles-de-Gaulle - Lille 3, 1999, p. 93-108.
- KOWALIK, Jan, *„Kultura”, 1947-1957. Bibliografia zawartości treści. Działalność wydawnicza, 1946-maj 1959* [Kultura, 1947-1957. Bibliographie du contenu de la revue. L'activité éditoriale, 1946-mai 1959], Le Mesnil-le-Roi, Instytut Literacki w Paryżu [Institut littéraire de Paris], coll. « Biblioteka Kultury » [Bibliothèque de la revue *Kultura*], 1959, 393 p.
- , *Bibliografia czasopism polskich wydanych poza granicami Kraju od września 1939 roku – World Index of Polish Periodicals Published outside of Poland since September 1939*, 5 tomes, Lublin, Wydawnictwo KUL [Presses universitaires de l'Université Catholique de Lublin], 1976 (t. I-IV), 1988 (t. V); t. I, 317 p., t. II, 245 p., t. III, 275 p., t. IV, 233 p., t. V, 272 p.
- Polska Służba Zagraniczna po 1 września 1939 r.* [Le Corps diplomatique polonais après le 1^{er} septembre 1939], Londyn, Stowarzyszenie Pracowników Polskiej Służby Zagranicznej, 1954, 180 p.
- Polski Słownik Biograficzny* [Dictionnaire biographique polonais], Kraków, PAN [Académie polonaise des sciences], 1962-1964, 1976, t. X, XXI.
- SUPRUNIUK, Anna et SUPRUNIUK, Mirosław A., *Bibliografia: „Kultura”, 1988-1996; „Zeszyty Historyczne”, 1988-1996; działalność wydawnicza, 1988-1996* [Bibliographie: *Kultura*, 1988-1996; *Zeszyty Historyczne*, 1988-1996; l'activité éditoriale, 1988-

1996], Le Mesnil-le-Roi : Instytut Literacki w Paryżu [Institut littéraire de Paris], coll. « Biblioteka Kultury » [Bibliothèque de la revue *Kultura*], 1997, 463 p.

VEGLIA, Patrick, FOLLIET, Delphine, EL YAZAMI, Driss, *et. al. Les Étrangers en France. Guide des sources d'archives publiques et privées. XIX-XX^e siècles*, Paris, Génériques/Direction des Archives de France, 2005, t. IV, 886 p.

Problématique et méthodologie

BABIŃSKI, Grzegorz, *Więź etniczna a procesy asymilacji. Przemiany organizacji etnicznych. Zagadnienia teoretyczne i metodologiczne* [Le Lien ethnique. Les transformations des organisations ethniques. Questions théoriques et méthodologiques], Warszawa/Kraków, PWN, 1986, 174 p.

KUBIAK, Hieronim, « Proces przystosowania społecznego emigrantów polskich do warunków kulturowych krajów osiedlenia. Podstawowe założenia i konkluzje teoretyczne » [Le processus d'adaptation sociale des émigrés polonais aux conditions culturelles de vie dans le pays de réinstallation. Les principes de base et conclusions théoriques], dans KUBIAK, Hieronim et PILCH, Andrzej (dir.), *Stan i potrzeby badań nad zbiorowościami polonijnymi* [L'État des connaissances et les besoins de la recherche sur les communautés polonaises à l'étranger], actes du colloque de Cracovie, 30 août-5 septembre 1975, Wrocław/Warszawa/Kraków/Gdańsk, Ossolineum-PAN [Académie polonaise des sciences], 1976, p. 60-73.

—, PALUCH, Andrzej K. et BABIŃSKI, Grzegorz, « Procesy asymilacji i ich odbicie w refleksji teoretycznej we współczesnych naukach społecznych » [Les Processus d'assimilation et leur reflet dans la réflexion théorique des sciences sociales contemporaines], dans KUBIAK, Hieronim et PALUCH, Andrzej K. (dir.), *Założenia teorii asymilacji* [Les Principes de la théorie d'assimilation], actes du colloque de Cracovie, juillet 1978, Wrocław/Warszawa/Kraków/Gdańsk, Ossolineum, Komitet Badania Polonii PAN [Bibliothèque sur les Polonais de l'étranger. Comité des recherches sur les Polonais de l'étranger de l'Académie polonaise des sciences], 1980, p. 53-78.

NOIRIEL, Gérard, « Immigration : le fin mot de l'histoire », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n° 7, 1985, p. 141-150.

PONTY, Janine, « Stan badań historycznych nad Polonią francuską » [L'état des recherches historiques sur la Polonia de France], trad. Anna Masiewicz, *Przegląd Polonijny*, n° 3, 1996, p. 65-72.

REA, Andrea et TRIPIER, Maryse, *Sociologie de l'immigration*, Paris, La Découverte, 2008, 120 p.

ŚLADKOWSKI, Wiesław, « Les recherches en Pologne sur l'immigration polonaise après la seconde guerre mondiale », dans GOGOLEWSKI, Edmond (dir.), *Les Ouvriers polonais en France après la seconde guerre mondiale*, actes du colloque de Lille, 26 et 27 octobre 1989, Villeneuve-d'Ascq, université Charles-de-Gaulle (Lille 3)/*Revue du Nord*, hors-série, n° 7, 1992, coll. « Histoire », p. 7-15.

Histoire politique de la France et histoire générale de l'immigration en France

- ANGLADE, Jean, *La Vie quotidienne des immigrés en France de 1919 à nos jours*, Paris, Hachette, 1976, 224 p.
- BLANC-CHALÉARD, Marie-Claude, *Histoire de l'immigration*, Paris, La Découverte, 2001, 121 p.
- , « Les Immigrés et le logement en France depuis le XIX^e siècle. Une histoire paradoxale », dans STORA, Benjamin et TEMIME, Émile (dir.), *Immigrances. L'immigration en France au XX^e siècle*, Paris, Hachette, 2007, p. 67-96.
- BOURGEOIS, Jean, « La situation démographique », *Population*, vol. 2, n° 2, 1947, p. 329-347.
- CASEVITZ, Jean, « Le recensement du 10 mars 1946 », *L'Information géographique*, vol. 11, n° 3, 1947, p. 102-111.
- COURTOIS, Stéphane, PESCHANSKI, Denis et RAYSKI, Adam, *Le Sang de l'étranger. Les immigrés de la MOI dans la Résistance*, Paris, Fayard, 1989, 473 p.
- DALLOZ, Jacques, *La France de la Libération*, Paris, PUF, 1983, 126 p.
- DEBERLES, Kléber, *La Grande Épopée des mineurs*, Lille, *La Voix du Nord*, 1992, 237 p.
- DELMAS, Luc, *Lorraine du fer. Terre d'immigrés*, dans *Mineurs immigrés. Histoire, témoignages. XIX^e, XX^e siècles*, actes du colloque de Lens, 17 et 18 mai 2000, Montreuil, Institut d'histoire sociale minière/Éd. VO, 2000, p. 73-87.
- DUPEUX, Georges, « L'immigration en France de la fin du XVIII^e siècle à nos jours », dans Commission internationale d'histoire des mouvements sociaux et des structures sociales, *Les Migrations internationales de la fin du XVIII^e siècle à nos jours*, Paris, CNRS, 1980, p. 161-174.
- FAIDUTTI-RUDOLPH, Anne-Marie, « L'évolution de l'immigration en France de 1946 à 1960 », *Information géographique*, vol. 26, n° 4, 1962, p. 152-160.
- FLEURANCE, Simone, « L'émigration française à l'étranger : tendances actuelles », *Population*, vol. 3, n° 3, 1948, p. 561-563.
- FORCADE, Olivier, *La République secrète. Histoire des services spéciaux français de 1918 à 1939*, Paris, Nouveau Monde éditions, 2008, 702 p.
- GEORGE, Pierre, *Les Migrations internationales*, Paris, PUF, 1976, 231 p.
- GREEN, Nancy L., « Les Juifs étrangers à Paris », dans KASPI, André et MARÈS, Antoine (dir.), *Le Paris des étrangers depuis un siècle*, actes du colloque de Paris, 14 mai 1987, Paris, Impr. nationale, 1989, p. 105-118.
- HEISCH, Robert, « L'évolution des salaires de 1949 à 1951 », *Journal de la Société statistique de Paris*, n° 93, 1952, p. 286-304.
- LACHAISE, Bernard, *Yvon Delbos. Biographie, 1885-1956*, Périgueux, Fanlac, 1993, 362 p.
- LALOU, Jean, « L'assistance sociale auprès des populations juives parisiennes au temps de l'Occupation », dans ZYTNIKI, Colette (dir.), *Terre d'exil, terre d'asile. Migrations juives en France aux XIX^e et XX^e siècles*, actes du colloque de Paris, le 28 octobre 2009, Paris, Éclat, coll. « Bibliothèque de Fondations », 2010, p. 49-67.

- LE LIEPVRE, Thérèse et BOUSQUET, Marie-Hélène de, « Étude de 4 000 dossiers du Service social d'aide aux émigrants », dans GIRARD, Alain et STOETZEL, Jean (dir.), *Français et immigrés*, t. II, *Nouveaux documents sur l'adaptation. Algériens, Italiens, Polonais. Le Service social d'aide aux émigrants*, Paris, PUF/Ined, coll. « Travaux et documents », 1954, p. 217-276.
- MILZA, Pierre, « Un siècle d'immigration étrangère en France », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n° 7, 1985, p. 3-18.
- NOIRIEL, Gérard, *Le Creuset français. Histoire de l'immigration (XIX^e-XX^e siècles)*, Paris, Le Seuil, 1988, 441 p.
- , *Population, immigration et identité nationale en France (XIX^e-XX^e siècle)*, Paris, Hachette, 1992, 190 p.
- , *Atlas de l'immigration en France*, Paris, Autrement, 2002, 64 p.
- RIOUX, Jean-Pierre, *La France de la Quatrième République*, t. I, *L'Ardeur et la Nécessité (1944-1952)*, Paris, Le Seuil, 1980, 315 p.
- RYGIEL, Philippe, *Destins immigrés. Cher, 1920-1980. Trajectoire d'immigrés d'Europe*, Besançon, Presses universitaires franc-comtoises, 2001, 447 p.
- SCHOR, Ralph, *Français et immigrés en temps de crise (1930-1980)*, Paris, L'Harmattan, 2004, 243 p.
- SĘKOWSKI, Paweł, « Narodziny i pierwsze lata polityki imigracyjnej Francji (1945-1952) » [La naissance et les premières années de la politique d'immigration en France, 1945-1952], *Bezpieczeństwo. Teoria i Praktyka*, n° 1, 2016, p. 183-198.
- , « Activity of the international community in Europe after the Second World War within the scope of the International Refugee Organisation as a model of the aid action towards refugees », *Securitologia*, n° 1, 2017, p. 119-139.
- SPIRE, Alexis, *Étrangers à la carte. L'administration de l'immigration en France (1945-1975)*, Paris, Grasset, 2005, 402 p.
- STORA Benjamin et TEMIME, Émile (dir.), *Immigrances. L'immigration en France au XX^e siècle*, Paris, Hachette, 2007, 382 p.
- TAPINOS, Georges, *L'Immigration étrangère en France (1946-1973)*, Paris, PUF/Ined, 1975, 154 p.
- TRIPPIER, Maryse, *L'Immigration dans la classe ouvrière en France*, Paris, CIEMI/L'Harmattan, 1990, 332 p.
- VIET, Vincent, *Histoire des Français venus d'ailleurs de 1850 à nos jours*, Paris, Perrin, 2004, 375 p.
- VINCENT, Paul, « Conséquences de six années de guerre sur la population française », *Population*, vol. 1, n° 3, 1946, p. 429-440.
- WEIL Patrick, *La France et ses étrangers. L'aventure d'une politique de l'immigration de 1938 à nos jours*, Paris, Gallimard, 2^e éd., 2004, 579 p.
- , *Liberté, égalité, discriminations*, Paris, Gallimard, 2008, 234 p.
- WIEVIORKA, Annette, *Déportation et génocide. Entre la mémoire et l'oubli*, Paris, Plon, 1992, 506 p.

Relations politiques franco-polonaises

- BORODZIEJ, Włodzimierz, « Rozmowy polsko-francuskie, 1945-1947. Zapomniany epizod z historii dyplomacji » [Les négociations entre la France et la Pologne dans les années 1945-1947 : épisode oublié de l'histoire de la guerre froide], *Kwartalnik Historyczny*, vol. 93, n° 1, 1986, p. 73-109.
- GIRZYŃSKI, Zbigniew, *Polska – Francja, 1945-1950* [Pologne – France, 1945-1950], Toruń, Mado, 2005, 383 p.
- JAROSZ, Dariusz et PASZTOR, Maria, « Kolonie letnie dla dzieci polonii francuskiej w latach 1948-1955 (organizacja, przebieg, skutki) » [Les colonies de vacances pour les enfants d'émigrés polonais en France dans les années 1948-1955 (l'organisation, le déroulement, les résultats)], dans PARAFIANOWICZ, Halina (dir.), *Polska w Europie i świecie w XX stuleciu : prace ofiarowane Panu Profesorowi Marianowi Leczykowi w 75-lecie urodzin* [La Pologne en Europe et dans le monde au XX^e siècle. Travaux offerts au professeur Marian Leczyk à l'occasion de son 75^e anniversaire], Białystok, Wydział Historyczno-Socjologiczny Uniwersytetu w Białymstoku [faculté d'histoire et de sociologie de l'université de Białystok], 2001, p. 419-437 (voir aussi l'article en français : « Les colonies de vacances pour les enfants d'émigrés polonais en France : un problème épineux dans les relations polono-françaises, 1948-1955 », *Revue d'histoire diplomatique*, vol. 116, n° 1, 2002, p. 3-25).
- , *Conflits brûlants de la guerre froide. Les relations franco-polonaises de 1945 à 1954*, Panazol, Lavauzelle, 2005, 384 p.
- , *Stosunki polsko-francuskie, 1944-1980* [Les Relations polono-françaises, 1944-1980], Warszawa, PISM [Institut polonais des Affaires internationales], 2008, 482 p.
- KAMIŃSKI, Marek K., « Stanowisko brytyjskie wobec prób zbliżenia między rządem w Warszawie a władzami francuskimi, 1946-1947 » [L'attitude britannique envers les tentatives du rapprochement entre le gouvernement de Varsovie et les autorités françaises, 1946-1947], *Kwartalnik Historyczny*, vol. 94, n° 4, 1987, p. 95-110.
- LAFOREST, Christophe, « Arrière-pensées et illusions. Les tentatives de renouvellement de l'alliance franco-polonaise, 1945-1947 », *Revue des études slaves*, vol. 71, n° 2, 1999, p. 263-278.
- PONTY, Janine, « Dans quelle mesure la Pologne s'éloigne-t-elle de l'Europe entre 1945 et 1949 ? », dans DAVION, Isabelle, KŁOCZOWSKI, Jerzy et SOUTOU, Georges-Henri (dir.), *La Pologne et l'Europe. Du partage à l'élargissement (XVIII^e-XX^e siècles)*, actes du colloque de Paris, 14-16 octobre 2004, Paris, PUPS, 2007, p. 235-248.
- ROJEK, Wojciech, « Schyłek misji ambasadora Kajetana Dzierżykrajca-Morawskiego we Francji, grudzień 1944-lipiec 1945 » [Le déclin de la mission de l'ambassadeur Kajetan Morawski en France, décembre 1944-juillet 1945], *Teki Historyczne* (Londres), n° 20, 1993, p. 376-397.
- , « Les rapports entre le gouvernement polonais de Londres et le général de Gaulle, juin 1940-juin 1945 », dans DRWĘSKI, Bruno (dir.), *L'Impact de la seconde guerre mondiale sur les relations franco-polonaises*, Paris, Inalcol/Cahiers du Centre d'étude de l'Europe médiane, n° 11, « Studia Gallo-Polonica », 2000, p. 51-65.

- SĘKOWSKI, Paweł, « Attitude des autorités françaises envers les représentants du gouvernement polonais en exil à la veille de la guerre froide, 1944-1949 », *Annales. Centre scientifique de l'Académie polonaise des sciences à Paris*, n° 14, 2012, p. 392-404.
- , « Działalność przedstawicieli dyplomatycznych i konsularnych władz warszawskich Rzeczypospolitej Polskiej we Francji w latach 1944-1947 » [L'activité des représentants diplomatiques et consulaires des autorités varsoviennes de la république de Pologne en France dans les années 1944-1947], *Dzieje Najnowsze*, vol. 44, n° 3, 2012, p. 93-107.
- SOUTOU, Georges-Henri, « La place de la Pologne dans la politique extérieure française pendant la guerre froide », dans DAVION, Isabelle, KŁOCZOWSKI, Jerzy et SOUTOU, Georges-Henri (dir.), *La Pologne et l'Europe. Du partage à l'élargissement (XVIII^e-XX^e siècles)*, actes du colloque de Paris, 14-16 octobre 2004, Paris, PUPS, 2007, p. 249-274.
- ZAHORSKI, Witold, « Les socialistes français et la république populaire de Pologne. De la méfiance mutuelle à la fin des années 70 », *Prace Historyczne*, vol. 142, n° 4, « Polska – Francja – Europa w XX wieku. Szkice z historii Polski, Francji i stosunków polsko francuskich / Pologne, France, Europe au XX^e siècle. Esquisses de l'histoire de la Pologne, de la France et des relations polono-françaises », dir. Paweł Sekowski, 2015, p. 699-712.
- ZAKS, Zofia, « Rząd francuski wobec Polskiego Komitetu Wyzwolenia Narodowego i Rządu Tymczasowego RP, lipiec 1944-sierpień 1945 » [Le gouvernement français envers le Comité polonais de libération nationale et le gouvernement provisoire de la république de Pologne, juillet 1944-août 1945], *Polska 1944/45-1989: Studia i materiały*, n° 1, 1995, p. 63-90.

Immigration polonaise

- ALBIN, Janusz, « La communauté polonaise en France et l'État polonais entre 1920 et 1939 », dans GOGOLEWSKI, Edmond (dir.), *La Protection des Polonais en France. Problèmes d'intégration et d'assimilation*, actes du colloque de Lille, 15 et 16 mai 1997, Villeneuve-d'Ascq, Conseil scientifique de l'université Charles-de-Gaulle - Lille 3, 1999, p. 41-55.
- ANDRZEJEWSKI, Julian, « Z działalności komunistów polskich we Francji: przyczynek do dziejów PPR we Francji » [De l'activité des communistes polonais en France : contribution à l'histoire du PPR en France], *Nowe Drogi*, n° 2, 1962, p. 39-55.
- BANASZAK, Marian, *Dar Boży dla Kościoła i Polski. Polskie Seminarium Duchowne w Paryżu, 1945-1995* [Un cadeau divin pour l'Église et pour la Pologne. Le Séminaire polonais de Paris, 1945-1995], Paris/Poznań, Papieski Wydział Teologiczny, 1995, 349 p.
- BOBIŃSKA, Celina et GALOS, Adam, « Poland: Land of Mass Emigration, ninth and twentieth Centuries », dans Commission internationale d'histoire des mouvements sociaux et des structures sociales, *Les Migrations internationales de la fin du XVIII^e siècle à nos jours*, Paris, CNRS, 1980, p. 467-502.

- BRZOZA, Czesław, « *Żołnierze Polskich Sił Zbrojnych w oddziałach wartowniczych przy armii amerykańskiej we Francji, 1946-1947* » [Les soldats des Forces armées polonaises dans les compagnies de sentinelles de l'armée américaine en France, 1946-1947], dans DMOWSKI, Rafał, GMITRUK, Janusz, KORNEĆ, Grażyna et WŁODARKIEWICZ, Wojciech (dir.), *Wojsko i kultura w dziejach Polski i Europy. Księga jubileuszowa profesora Piotra Matusaka w 65 rocznicę urodzin* [L'Armée et la culture dans l'histoire de la Pologne et de l'Europe. Mémoires en hommage du professeur Piotr Matusak à l'occasion de son 65^e anniversaire], Warszawa/Siedlce, MHPRL/Sprint, 2006, p. 491-504.
- BUCZEK, Roman, « *Udział Polskiej Organizacji Walki o Niepodległość (POWN) we francuskim ruchu oporu w latach 1941-1945* » [L'apport de l'Organisation polonaise de lutte pour l'indépendance (POWN) à la Résistance française dans les années 1941-1945], *Zeszyty Historyczne* (Paris), n° 38, 1976, p. 59-93.
- COOPER-RICHET, Diana, « Les mineurs polonais dans l'histoire de la France du xx^e siècle : jalons, originalités, figures », *Synergies Pologne. Revue du Gerflint*, numéro spécial, 2011, p. 45-55.
- DELAPERRIÈRE, Maria, « *Zygmunt Lubicz Zaleski (1882-1967), médiateur entre deux cultures* », *Synergies Pologne. Revue du Gerflint*, numéro spécial, 2011, p. 63-70.
- DUFOIX, Stéphane, *Politiques d'exil. Hongrois, Polonais et Tchécoslovaques en France après 1945*, Paris, PUF, 2002, 320 p.
- DZWONKOWSKI, Roman, « *Przemiany polskiej parafii w północnej Francji, 1922-1972. Studium historyczno-socjologiczne parafii w Oignies* » [Les transformations d'une paroisse polonaise dans le Nord de la France, 1922-1972. Étude historique et sociologique de la paroisse d'Oignies], *Studia Polonijne*, n° 1, 1976, p. 17-83.
- , « *Status prawny Polonii Francuskiej* » [Le statut juridique de la Polonia de France], *Przegląd Zachodni*, vol. 35, n° 2, 1979, p. 112-120.
- , « *Geneza i rola przywódczej grupy społecznej w historii polskiej emigracji zarobkowej we Francji, 1920-1945* » [La genèse et le rôle du groupe social meneur dans l'histoire de l'émigration économique polonaise en France, 1920-1945], *Przegląd Polonijny*, n° 3, 1979, p. 69-82.
- , « *Przywódcza grupa społeczna w historii polskiej emigracji zarobkowej we Francji, 1920-1980* » [La question du commandement social dans l'histoire de l'émigration polonaise en France, 1920-1980], *Studia Polonijne*, n° 5, 1983, p. 67-77.
- , « *Szkolnictwo polonijne we Francji po drugiej wojnie światowej* » [L'enseignement polonais en France après la seconde guerre mondiale], *Studia Polonijne*, n° 7, 1983, p. 183-205.
- , « *La presse catholique polonaise en France dans les années 1923-1983* », dans BEAUVOIS, Daniel (dir.), *La Presse polonaise en France (1918-1984)*, Villeneuve-d'Ascq, université Charles-de-Gaulle (Lille 3) / *Revue du Nord*, hors-série, coll. « Histoire », n° 4, 1988, p. 61-86.
- , « *La vie religieuse dans les milieux ouvriers polonais en France après la seconde guerre mondiale* », dans GOGOLEWSKI, Edmond (dir.), *Les Ouvriers polonais en France*

- après la seconde guerre mondiale*, actes du colloque de Lille, 26 et 27 octobre 1989, Villeneuve-d'Ascq, université Charles-de-Gaulle (Lille 3)/*Revue du Nord*, hors-série, coll. « Histoire », n° 7, 1992, p. 17-33.
- , « Polska Misja Katolicka w Paryżu i Ambasada „Warszawska“, 1945-1947. Konflikt ideologiczny i polityczny » [La Mission catholique polonaise à Paris et l'ambassade dite « varsoviennne », 1945-1947. Un conflit idéologique et politique], dans SUDZIŃSKI, Ryszard (dir.), *Emigracja polska wobec problemów przebudowy i sowietyzacji kraju po drugiej wojnie światowej* [L'Émigration polonaise face aux problèmes de la reconstruction et de la soviétisation du pays après la seconde guerre mondiale], Toruń, Wydawnictwo Adam Marszałek, 2007, p. 151-172.
- DZWONKOWSKI, Roman et ŚLADKOWSKI, Wiesław, « Polonia francuska » [La Polonia de France], dans SZYDŁOWSKA-CEGŁOWA, Barbara (dir.), *Polonia w Europie* [La Polonia en Europe], Poznań, Zakład Badań Narodowościowych PAN [Unité des recherches ethniques de l'Académie polonaise des sciences], 1992, p. 365-410.
- FALEŃCZYK, Marian, « L'Église polonaise en exil en France après la seconde guerre mondiale », dans JAKUBOSZCZAK, Agnieszka et TOLLET, Daniel (dir.), « *Toute la France est polonaise!* » *La présence polonaise en France aux XIX^e et XX^e siècles*, actes du colloque de Paris, novembre 2004, Paris/Poznań, Wydawnictwo Poznańskie, 2007, p. 255-266.
- FREY, Yves, *Polonais d'Alsace. Pratiques patronales et mineurs polonais dans le bassin potassique de Haute-Alsace, 1918-1948*, Besançon, Presses universitaires franco-comtoises, 2003, 598 p.
- FRISZKE, Andrzej, *Życie polityczne emigracji* [La Vie politique de l'émigration], Warszawa, Biblioteka *Więzi* [Bibliothèque de la revue *Więź*], 1999, 512 p.
- GARÇON, Gabriel, « Le *Młode serce* – journal de l'association de la jeunesse catholique polonaise KSMP en France, 1946-1953 », dans BEAUVOIS, Daniel (dir.), *La Presse polonaise en France (1918-1984)*, Villeneuve-d'Ascq, université Charles-de-Gaulle (Lille 3)/*Revue du Nord*, hors-série, coll. « Histoire », n° 4, 1988, p. 193-205.
- , « Les relations entre l'Union des associations catholiques polonaises et l'Union centrale des Polonais, 1945-1949 », dans GOGOLEWSKI, Edmond (dir.), *Les Ouvriers polonais en France après la seconde guerre mondiale*, actes du colloque de Lille, 26 et 27 octobre 1989, Villeneuve-d'Ascq, université Charles-de-Gaulle (Lille 3)/*Revue du Nord*, hors-série, coll. « Histoire », n° 7, 1992, p. 35-47.
- , « La jeunesse polonaise et les organisations catholiques polonaises en France », dans GOGOLEWSKI, Edmond (dir.), *La Protection des Polonais en France. Problèmes d'intégration et d'assimilation*, actes du colloque de Lille, 15 et 16 mai 1997, Villeneuve-d'Ascq, Conseil scientifique de l'université Charles-de-Gaulle - Lille 3, 1999, p. 125-141.
- , *Les Catholiques polonais en France. Les années de fondation (1919-1949)*, Lille, Rayonnement culturel polonais, 2004, 499 p.
- GIRARD, Alain, « Les Polonais dans les départements du Nord et du Pas-de-Calais », dans GIRARD, Alain et STOETZEL, Jean (dir.), *Français et immigrés*, t. II, *Nouveaux*

documents sur l'adaptation. Algériens, Italiens, Polonais. Le Service social d'aide aux émigrants, Paris, PUF/Ined, coll. « Travaux et documents », 1954, p. 183-214.

GIRARD, Alain et STOETZEL, Jean, *Français et immigrés*, t. I, *L'Attitude française. L'adaptation des Italiens et des Polonais*, Paris, PUF/Ined, 1953, 532 p.

GIRZYŃSKI, Zbigniew, « Inne spojrzenie na Kraj. Tygodnik „Sztandar Polski” jako próba alternatywnego prezentowania spraw polskich na emigracji we Francji w latach 1945-1946 » [Une autre vue sur le pays. L'hebdomadaire *Sztandar Polski* comme une épreuve à la représentation alternative des affaires polonaises à l'émigration en France dans les années 1945-1946], dans SUDZIŃSKI, Ryszard (dir.), *Emigracja polska wobec problemów przebudowy i sowietyzacji kraju po drugiej wojnie światowej* [L'Émigration polonaise face aux problèmes de la reconstruction et de la soviétisation du pays après la seconde guerre mondiale], Toruń, Wydawnictwo Adam Marszałek, 2007, p. 173-186.

GMURCZYK-WROŃSKA, Małgorzata, *Polacy we Francji w latach 1871-1914: społeczność polska i jej podstawy materialne* [Les Polonais en France dans les années 1871-1914: la communauté polonaise et ses fondements matériels], Warszawa, Neriton, 1996, 296 p.

GOGOLEWSKI, Edmond, « La vie associative des Polonais en France après la seconde guerre mondiale », dans JECHOVÁ, Hana et WŁODARCZYK, Hélène (dir.), *Les Effets de l'émigration et l'exil dans les cultures tchèque et polonaise*, actes du colloque de Paris, 5-7 décembre 1985, Paris, PUPS, 1987, p. 25-48.

—, « Le *Kupiec Polski*, organe des commerçants et artisans polonais en France, 1934-1969 », dans BEAUVOIS, Daniel (dir.), *La Presse polonaise en France (1918-1984)*, Villeneuve-d'Ascq, université Charles-de-Gaulle (Lille 3)/*Revue du Nord*, hors-série, coll. « Histoire », n° 4, 1988, p. 115-140.

—, « Powrót do Polski robotników polskich z Francji » [Le retour en Pologne des ouvriers polonais de France], *Przegląd Polonijny*, n° 4, 1990, p. 29-47.

—, « L'enseignement élémentaire du polonais en France après la seconde guerre mondiale », dans GOGOLEWSKI, Edmond (dir.), *Les Ouvriers polonais en France après la seconde guerre mondiale*, actes du colloque de Lille, 26 et 27 octobre 1989, Villeneuve-d'Ascq, université Charles-de-Gaulle (Lille 3)/*Revue du Nord*, hors-série, coll. « Histoire », n° 7, 1992, p. 175-195.

—, *La Langue polonaise dans l'enseignement élémentaire et secondaire en France (1833-1990)*, Villeneuve d'Ascq, Centre d'étude de la culture polonaise de l'université Charles-de-Gaulle - Lille 3, 1994, 340 p. (version polonaise: *Szkolnictwo polskie we Francji, 1833-1990*, trad. Stefan Kaufman et Justyna Łukaszewicz, Wrocław, Towarzystwo Przyjaciół Polonistyki Wrocławskiej, 1998, 249 p.).

—, *La Pologne et les Polonais dans la tourmente de la deuxième guerre mondiale*, Villeneuve-d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 1996, 271 p.

GRONOWSKI, Ludwik, *Polacy we francuskim ruchu oporu* [Les Polonais dans la Résistance française], Warszawa, Prasa Wojskowa, 1950, 52 p.

GRUSZYŃSKI, Jan, *La Communauté polonaise en France de 1919 à 1975. Problèmes de l'intégration de trois générations*, thèse de doctorat en sociologie, sous la dir. d'Alain

- Girard, université Paris V-Descartes, 1977, 559 p. (version polonaise imprimée : *Spoleczność polska we Francji (1918-1978). Problemy integracyjne trzech pokoleń*, Warszawa, PWN, 1981, 316 p.).
- , « Integracja religijna Polaków we Francji » [L'intégration religieuse des Polonais en France], *Studia Polonijne*, n° 4, 1981, p. 160-176.
- HABIELSKI, Rafał, *Życie społeczne i kulturalne emigracji* [La Vie sociale et culturelle de l'émigration], Warszawa, Biblioteka *Więzi* [Bibliothèque de la revue *Więź*], 1999, 408 p.
- HŁADKIEWICZ, Wiesław, « La jeunesse polonaise en France dans le courant des orientations politiques et des influences de l'enseignement de 1944 à 1948 », dans GOGOLEWSKI Edmond (dir.), *La Protection des Polonais en France. Problèmes d'intégration et d'assimilation*, actes du colloque de Lille, 15 et 16 mai 1997, Villeneuve-d'Ascq, Conseil scientifique de l'université Charles-de-Gaulle - Lille 3, 1999, p. 193-202.
- L'HÔPITALIER, capitaine, *Dzieje Armii Polskiej we Francji, 1939-1945* [L'Armée polonaise en France, 1939-1945], Paris, Montbrun, 1950, 225 p. (ouvrage bilingue en polonais et en français).
- JANOWSKA, Halina, *Polska emigracja zarobkowa we Francji, 1919-1939* [L'Émigration économique polonaise en France, 1919-1939], Warszawa, Książka i Wiedza, 1964, 320 p.
- , « Dwie reemigracje Polaków z Francji » [Les deux rapatriements des Polonais de France], *Problemy Polonii Zagranicznej*, n° 4, 1964-1965, p. 7-26.
- , « An Introductory Outline of the Mass Polish Emigrations, their Directions and Problems, 1870-1945 », dans BOBIŃSKA, Celina et PILCH, Andrzej (dir.), *Employment-seeking Emigrations of the Poles Worldwide, XIX and XX c.*, trad. Danuta E. Żukowska, Warszawa/Kraków, PWN, 1975, p. 121-143.
- , « Polscy imigranci w Lotaryngii, 1919-1939 » [Les immigrés polonais en Lorraine, 1919-1939], *Przegląd Polonijny*, n° 3, 1996, p. 73-82.
- JAROS, Stanisław, « Reemigracja Polaków z Francji w latach 1946-1948 » [Le rapatriement des Polonais de France dans les années 1946-1948], *Problemy Polonii Zagranicznej*, n° 6-7, 1971, p. 61-95.
- JERECZEK, Jean-Pierre, « Rôle du syndicalisme dans l'intégration des ouvriers polonais », dans GOGOLEWSKI, Edmond (dir.), *La Protection des Polonais en France. Problèmes d'intégration et d'assimilation*, actes du colloque de Lille, 15 et 16 mai 1997, Villeneuve-d'Ascq, Conseil scientifique de l'université Charles-de-Gaulle - Lille 3, 1999, p. 223-231.
- JUCHNIEWICZ, Mieczysław, *Polacy w europejskim ruchu oporu, 1939-1945* [Les Polonais dans la Résistance en Europe, 1939-1945], Warszawa, Interpress, 1972, 178 p.
- JUIF, Catherine, *Les Polonais de Saône-et-Loire. Intégration sociale, assimilation (1939-1980)*, thèse de doctorat en histoire, sous la dir. d'Yves Lequin, université Lumière-Lyon II, 1994, 555 p., cote BnF : microfiche M-33000.

- KALINOWSKI, Piotr, *Au service de la Pologne et de la France. L'émigration polonaise en France, 1939-1945*, trad. Michel Lisowski, Paris, Société historique et littéraire polonaise, 2^e éd., 1995, 63 p. (version polonaise : *Emigracja polska we Francji w służbie Polski i Francji, 1939-1945*, Paris, Księgarnia Polska [Librairie polonaise], 1970, 71 p.).
- KERSTEN, Krystyna, *Repatriacja ludności polskiej po II wojnie światowej: studium historyczne* [Le Rapatriement de la population polonaise après la seconde guerre mondiale : une étude historique], Wrocław/Warszawa/Kraków/Gdańsk, Ossolineum, 1974, 279 p.
- KLECHTA, Jerzy, *Najstarsza w świecie: Polska Misja Katolicka we Francji, 1836-2006* [La Plus Vieille au monde. La Mission catholique polonaise en France, 1836-2006], Paris, Polska Misja Katolicka we Francji [Mission catholique polonaise en France], 2006 (2^e éd.), 272 p.
- KMIECIAK, Jacques, « La protection des Polonais en zone interdite », dans GOGOLEWSKI, Edmond (dir.), *La Protection des Polonais en France. Problèmes d'intégration et d'assimilation*, actes du colloque de Lille, 15 et 16 mai 1997, Villeneuve-d'Ascq, Conseil scientifique de l'université Charles-de-Gaulle - Lille 3, 1999, p. 77-91.
- KOPKA, Bogusław et TARCZYŃSKI, Jan (dir.), *Błękitna Armia i jej dowódca gen. Józef Haller* [L'Armée bleue et son commandant le gén. Józef Haller], actes du colloque de Varsovie, 4 et 5 octobre 2017, Warszawa, Wojskowe Centrum Edukacji Obywatelskiej im. płk. dypl. Mariana Porwita, 2017, 263 p.
- KOSTRUBIEC, Benjamin, « Évolution de la structure de la population active polonaise du Nord/Pas-de-Calais. Étude par zone d'emploi », dans GOGOLEWSKI, Edmond (dir.), *Les Ouvriers polonais en France après la seconde guerre mondiale*, actes du colloque de Lille, 26 et 27 octobre 1989, Villeneuve-d'Ascq, université Charles-de-Gaulle (Lille 3)/*Revue du Nord*, hors-série, coll. « Histoire », n° 7, 1992, p. 221-236.
- LAURENT, Maryla, « L'abandon de la polonité, un acte volontaire ou une attitude induite ? », dans GOGOLEWSKI, Edmond (dir.), *Les Ouvriers polonais en France après la seconde guerre mondiale*, actes du colloque de Lille, 26 et 27 octobre 1989, Villeneuve-d'Ascq, université Charles-de-Gaulle (Lille 3)/*Revue du Nord*, hors-série, coll. « Histoire », n° 7, 1992, p. 115-137.
- LERSKI, Jerzy, « Polacy z „Nord” » [Les Polonais du Nord], *Kultura* (Paris), n° 1, 1949, p. 14-31.
- ŁAPTOS, Józef, *Humanitaryzm i polityka. Pomoc UNRRA dla Polski i polskich uchodźców w latach 1944-1947* [L'Humanitarisme et la politique. L'aide de l'UNRRA pour la Pologne et les réfugiés polonais dans les années 1944-1947], Kraków, Wydawnictwo Naukowe Uniwersytetu Pedagogicznego w Krakowie [Presses de l'Université Pédagogique de Cracovie], 2018, 511 p.
- , « Polityczne implikacje działalności humanitarnej UNRRA wobec środkowoeuropejskich “displaced persons”, 1945-1947 » [Les implications politiques de l'activité humanitaire de l'UNRRA envers les personnes déplacées de l'Europe centrale], *Prace Komisji Środkowoeuropejskiej*, vol. 5, 1997, p. 141-159.

- , « La situation et le rôle de l'émigration polonaise en France à l'époque de la guerre froide, 1944-1956 », dans MICHEL, Bernard et ŁAPTOS, Józef (dir.), *Les Relations entre la France et la Pologne au XX^e siècle*, actes du colloque de Paris, 30 et 31 mars 2001, Kraków, Eventus, 2002, p. 181-204.
- , « La "Kultura" dite parisienne et l'émigration polonaise en France », dans JAKUBOSZCZAK, Agnieszka et TOLLET, Daniel (dir.), « Toute la France est polonaise ! » La présence polonaise en France aux XIX^e et XX^e siècles, actes du colloque de Paris, novembre 2004, Paris/Poznań, Wydawnictwo Poznańskie, 2007, p. 241-253.
- , « UNRRA, IRO i władze francuskie wobec zjawiska przeobrażania się polskich dipisów w uchodźców politycznych (1944-1950) » [L'UNRRA, l'OIR et les autorités françaises envers le phénomène de la transformation des déplacés polonais en réfugiés politiques, 1944-1950], *Prace Historyczne*, vol. 142, n° 4, « Polska – Francja – Europa w XX wieku. Szkice z historii Polski, Francji i stosunków polsko francuskich / Pologne, France, Europe au XX^e siècle. Esquisses de l'histoire de la Pologne, de la France et des relations polono-françaises », dir. Paweł Sekowski, 2015, p. 683-697.
- ŁĘPKOWSKI, Tadeusz, *Wolna szkoła polska w okupowanej Francji. Historia Gimnazjum i Liceum im. Cypriana Norwida w Villard-de-Lans, 1940-1946* [Une école libre polonaise en France occupée. L'histoire du gymnase et lycée polonais Cyprien-Norwid à Villard-de-Lans, 1940-1946], Warszawa, PWN, 1990, 321 p.
- ŁUCZAK, Czesław, « Deportations of Polish Manpower to Hitler's Reich, 1939-1945 », dans BOBIŃSKA, Celina et PILCH, Andrzej (dir.), *Employment-seeking Emigrations of the Poles Worldwide, XIX and XX c.*, trad. Danuta E. Żukowska, Warszawa/Kraków, PWN, 1975, p. 177-194.
- , « Przemieszczenia ludności z Polski podczas drugiej wojny światowej » [*Les déplacements de population de Pologne pendant la deuxième guerre mondiale*], dans PILCH, Andrzej (dir.), *Emigracja z ziem polskich w czasach nowożytnych i najnowszych, XVIII-XX w.* [L'Émigration du sol polonais aux temps modernes et contemporains, XVIII^e-XX^e siècles], Warszawa, PWN, 1984, p. 451-483.
- , *Polacy w okupowanych Niemczech, 1945-1949* [Les Polonais en Allemagne occupée, 1945-1949], Poznań, Pracownia Serwisu Oprogramowania, 1993, 261 p.
- ŁUKASIEWICZ, Sławomir, « Jerzy Jankowski et les fédéralistes polonais en France », dans MARÈS, Antoine, PRAŻUCH, Wojciech et KAWKA, Inga (dir.), *Les Exilés polonais en France et la réorganisation pacifique de l'Europe (1940-1989)*, Frankfurt am Main, Peter Lang, 2017, p. 119-145.
- MAJ, Kazimiera, *Polscy komuniści we Francji, 1919-1946* [Les Communistes polonais en France, 1919-1946], Warszawa, Książka i Wiedza, 1971, 345 p.
- MARKIEWICZ, Władysław, *Przeobrażenia świadomości narodowej reemigrantów polskich z Francji* [Les Modifications de la conscience nationale chez les rapatriés polonais de France], Poznań, Wydawnictwo Poznańskie, 1960, 252 p.
- MICHEL, Joël, « La seconde guerre mondiale et l'évolution de la communauté polonaise du Nord de la France », *Revue du Nord*, vol. 57, n° 226, « La libération du Nord et du Pas-de-Calais, 1944-1947. La communauté polonaise [du Nord de la France]

- et la seconde guerre mondiale », actes du colloque de Lille, 2 et 3 novembre 1974, juillet-septembre 1975, p. 403-420 (version polonaise : « II wojna światowa a przemiany społeczności polskiego pochodzenia zamieszkanej na terytorium północnej Francji », dans KUBIAK, Hieronim et PILCH, Andrzej [dir.], *Stan i potrzeby badań nad zbiorowościami polonijnymi* [L'État des connaissances et besoins de la recherche sur les communautés polonaises à l'étranger], actes du colloque de Cracovie, 30 août-5 septembre 1975, Wrocław/Warszawa/Kraków/Gdańsk, Ossolineum-PAN, 1976, p. 578-597).
- MIHOUT, Mylène, « L'engagement syndical, frein ou moteur à l'intégration de l'immigration ouvrière polonaise en France? », dans GOGOLEWSKI, Edmond (dir.), *La Protection des Polonais en France. Problèmes d'intégration et d'assimilation*, actes du colloque de Lille, 15 et 16 mai 1997, Villeneuve-d'Ascq, Conseil scientifique de l'université Charles-de-Gaulle - Lille 3, 1999, p. 233-257.
- NISIOBĘCKA, Aneta, *Reemigracja Polaków z Francji oraz ich adaptacja w Polsce Ludowej w latach 1945-1950* [Le Rapatriement des Polonais de France et leur adaptation en Pologne populaire dans les années 1945-1950], thèse de doctorat en sciences politiques, sous la dir. de Maria Pasztor, université de Varsovie, 2015, 385 p.
- NOSSOWSKA, Małgorzata, *O Francuzce, która pokochała Polskę: Rosa Bailly i stowarzyszenie Les Amis de la Pologne* [À propos une Française qui est tombée amoureuse de la Pologne : Rosa Bailly et l'association Les Amis de la Pologne], Lublin, Wydawnictwo UMCS [Presses universitaires de l'université Marie - Curie-Skłodowska de Lublin], 2012, 452 p.
- NOWAKOWSKA-WIERZCHOŚ, Anna, « „Praca polityczna” Polskiej Partii Robotniczej – oddział we Francji w środowisku polskich emigrantek w 1946 r. » [Le « travail politique » de la section française du Parti ouvrier polonais parmi les femmes immigrées polonaises en 1946], *Teki Archiwalne*, n° 11, 2011, p. 301-319.
- , « *Konopniczanki* » – *Związek Kobiet Polskich we Francji im. Marii Konopnickiej w latach 1944-1950* [« Konopniczanki ». L'Union de femmes polonaises en France « Maria Konopnicka » dans les années 1944-1950], thèse de doctorat en histoire, sous la dir. de Małgorzata Gmurczyk-Wrońska, Institut d'histoire de l'Académie polonaise des sciences, Varsovie, 2014, 254 p.
- NOWAKOWSKI, Stefan, « Przeobrażenia społeczne i adaptacja reemigrantów w Polsce » [Les transformations sociales et l'adaptation des rapatriés en Pologne], *Mysł Współczesna*, n° 7, 1950, p. 62-86.
- PACHOWICZ, Anna, *Towarzystwo Opieki nad Polakami we Francji, 1941-1944* [Groupement d'assistance aux Polonais en France, 1941-1944], Toruń, Oficyna Wydawnicza Kucharski, 2013, 493 p.
- PACZKOWSKI, Andrzej, *Prasa i społeczność polska we Francji, 1920-1940* [La Presse et la population polonaise en France, 1920-1940], Wrocław/Warszawa/Kraków, Ossolineum/Komitet Badania Polonii PAN [Bibliothèque sur les Polonais de l'étranger. Comité des recherches sur les Polonais de l'étranger de l'Académie polonaise des sciences], 1979, 243 p. (version française raccourcie : « La Presse des

émigrés polonais en France, 1920-1940 », *Revue du Nord*, vol. 60, n° 236, janvier-mars 1978, p. 151-162).

PETERSEN, Nicolas, « Emigracja polska we Francji » [L'Émigration polonaise en France], *Kultura* (Paris), n° 1-2, 1971, p. 151-164.

PIECZYŃSKI, Przemysław, « Les voyages de la jeunesse d'origine polonaise de France en Pologne dans les années 1945-1991 », dans GOGOLEWSKI, Edmond (dir.), *La Protection des Polonais en France. Problèmes d'intégration et d'assimilation*, actes du colloque de Lille, 15 et 16 mai 1997, Villeneuve-d'Ascq, Conseil scientifique de l'université Charles-de-Gaulle - Lille 3, 1999, p. 217-222.

POIGNANT, Raymond, « Étude sur l'assimilation de l'immigration polonaise dans le Pas-de-Calais », *Population*, vol. 4, n° 1, 1949, p. 157-162.

PONTY, Janine, « Społeczność polska w Sallaumines (Pas-de-Calais, Francja) w latach 1922-1946: studium demograficzne » [La communauté polonaise à Sallaumines (Pas-de-Calais, France) dans les années 1922-1946: étude démographique], *Polska klasa robotnicza: studia historyczne* [La Classe ouvrière polonaise. Études historiques], t. VIII, 1978, p. 361-395.

—, « Une intégration difficile : les Polonais en France dans le premier vingtième siècle », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n° 7, 1985, p. 51-58.

—, « Le problème des naturalisations », dans GOGOLEWSKI, Edmond (dir.), *Les Ouvriers polonais en France après la seconde guerre mondiale*, actes du colloque de Lille, 26 et 27 octobre 1989, Villeneuve-d'Ascq, université Charles-de-Gaulle (Lille 3) / *Revue du Nord*, hors-série, coll. « Histoire », n° 7, 1992, p. 99-113.

—, « Conclusions », dans GOGOLEWSKI, Edmond (dir.), *Les Ouvriers polonais en France après la seconde guerre mondiale*, actes du colloque de Lille, 26 et 27 octobre 1989, Villeneuve-d'Ascq, université Charles-de-Gaulle (Lille 3) / *Revue du Nord*, hors-série, coll. « Histoire », n° 7, 1992, p. 237-238.

—, *Les Polonais du Nord ou la Mémoire des corons*, Paris, Autrement, 1995, 128 p.

—, « Les rapatriements d'ouvriers polonais, 1945-1948 », dans DRWĘSKI, Bruno (dir.), *L'Impact de la seconde guerre mondiale sur les relations franco-polonaises*, Paris, Inalco / *Cahiers du Centre d'étude de l'Europe médiane*, n° 11, « Studia Gallo-Polonica », 2000, p. 125-137.

—, « Un enjeu des relations franco-polonaises : l'immigration collective et le retour en Pologne, 1919-1948 », dans MICHEL, Bernard et ŁAPTOS, Józef (dir.), *Les Relations entre la France et la Pologne au XX^e siècle*, actes du colloque de Paris, 30 et 31 mars 2001, Kraków, Eventus, 2002, p. 95-105.

—, « Dépasser les stéréotypes : au sujet de l'immigration polonaise en France », dans DELAPERRIÈRE, Maria, DOBERSZYC, Joanna et DRWĘSKI, Bruno (dir.), *La France et la Pologne au-delà des stéréotypes*, actes du colloque de Paris, 6 décembre 2002, Paris, Centre d'étude de l'Europe médiane/Institut d'études slaves, 2004, p. 27-36.

—, *Polonais méconnus. Histoire des travailleurs immigrés en France dans l'entre-deux-guerres*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2005 (3^e éd.), 474 p.

- , *Les Polonais en France de Louis XV à nos jours*, Paris, Le Rocher, 2008, 204 p.
- PUDŁO, Kazimierz, « La réadaptation en Pologne des Polonais de France après la deuxième guerre mondiale », dans GOGOLEWSKI, Edmond (dir.), *La Protection des Polonais en France. Problèmes d'intégration et d'assimilation*, actes du colloque de Lille, 15 et 16 mai 1997, Villeneuve-d'Ascq, Conseil scientifique de l'université Charles-de-Gaulle - Lille 3, 1999, p. 203-216.
- ROLBIECKI, Waldemar, « Polska Stacja Naukowa w Paryżu w latach 1939-1978 » [Le Centre scientifique polonais de Paris dans les années 1939-1978], dans REDEROWA, Danuta, JACZEWSKI, Bohdan et ROLBIECKI, Waldemar, *Polska Stacja Naukowa w Paryżu w latach 1893-1978* [Le Centre scientifique polonais de Paris dans les années 1893-1978], Wrocław, Ossolineum, coll. « Monografie z dziejów nauki i techniki » [Monographies de l'histoire de la science et de la technique], 1982, p. 193-321.
- SALMON-SIAMA, Monika, « Chemins du destin de Wacław Jan Godlewski (1906-1996), messager du peuple franco-polonais », *Synergies Pologne. Revue du Gerflint*, numéro spécial, 2011, p. 71-80.
- SĘKOWSKI, Paweł, « Les Polonais d'Alsace et de Lorraine à travers la seconde guerre mondiale », dans LEMMES, Fabian, GROSSMANN, Johannes, WILLIAMS, Nicholas J., FORCADE, Olivier et HUDEMANN, Rainer (dir.), *Evakuierungen im Europa der Weltkriege – Les Évacuations dans l'Europe des guerres mondiales – Evacuations in World War Europe*, Berlin, Metropol, 2014, p. 189-205.
- , « Francja wobec polskich uchodźców wojennych i dipisów w pierwszych latach po drugiej wojnie światowej » [La France et les réfugiés et déplacés polonais dans l'immédiat après-guerre], *Dzieje Najnowsze*, vol. 46, n° 2, 2014, p. 71-83.
- , « Les Polonais dans la Résistance communiste en France », *Prace Historyczne*, vol. 142, n° 4, « Polska – Francja – Europa w xx wieku. Szkice z historii Polski, Francji i stosunków polsko francuskich / Pologne, France, Europe au xx^e siècle. Esquisses de l'histoire de la Pologne, de la France et des relations polono-françaises », dir. Paweł Sekowski, 2015, p. 671-682.
- SIKORA, Jan, *Ewolucja Polonii francuskiej. Obserwacje – hipotezy – refleksje* [L'Évolution de la Polonia de France. Observations – hypothèses – réflexions], Lublin, Polonia, 1988, 218 p.
- SIWIK, Anna, *Polska Partia Socjalistyczna na emigracji w latach 1945-1956* [Le Parti socialiste polonais en exil dans les années 1945-1956], Kraków, Księgarnia Akademicka, 1998, 260 p.
- , « Les socialistes polonais en France et l'idée de l'Europe », dans MARÈS, Antoine, PRAŻUCH, Wojciech et KAWKA, Inga (dir.), *Les Exilés polonais en France et la réorganisation pacifique de l'Europe (1940-1989)*, Frankfurt am Main, Peter Lang, 2017, p. 79-88.
- SKOWRONEK, Jerzy, *Cmentarz polski w Montmorency* [Le Cimetière polonais de Montmorency], éd. Alicja Bochenek, Marek Cichowski et Krzysztof Filipow, Warszawa, PIW, 1986, 303 p.

- SZCZERBIŃSKI, Marek et ZDANEWICZ, Krzysztof, « Les problèmes de l'émigration polonaise en France à travers la presse polonaise, entre 1944 et 1949 », dans GOGOLEWSKI, Edmond (dir.), *Les Ouvriers polonais en France après la seconde guerre mondiale*, actes du colloque de Lille, 26 et 27 octobre 1989, Villeneuve-d'Ascq, université Charles-de-Gaulle (Lille 3)/*Revue du Nord*, hors-série, coll. « Histoire », n° 7, 1992, p. 139-158.
- SZULC, Joanna, *De l'émigration à la réémigration. Le retour des Polonais au pays de 1945 au début de la guerre froide*, thèse de doctorat en histoire, sous la dir. d'Olivier Dard, université de Lorraine, Metz, 2012, 494 p.
- SZULKIN, Michał, « Paryska „Niepodległość”, organ wychodźstwa polskiego we Francji, 1944-1945 » [*L'indépendance parisienne*, l'organe de presse de l'émigration polonaise en France, 1944-1945], *Rocznik Historii Czasopiśmiennictwa Polskiego*, vol. 14, n° 1, 1974, p. 73-84.
- ŚLADKOWSKI, Wiesław, *Emigracja polska we Francji, 1871-1918* [L'Émigration polonaise en France, 1871-1918], Lublin, Wydawnictwo Lubelskie, 1980, 373 p.
- , *Polacy we Francji* [Les Polonais en France], Lublin, Polonia, 1985, 224 p.
- , « Szkolnictwo polskiego nad Sekwaną wzloty i upadki » [Le développement et l'effondrement de l'enseignement polonais sur Seine], dans KOPRUKOWNIAK, Albin (dir.), *Szkolnictwo polonijne na świecie. Zarys syntezy* [L'Enseignement polonais dans le monde. Un essai de synthèse], Lublin, Wydawnictwo UMCS [Presses universitaires de l'université Marie - Curie-Skłodowska de Lublin], 1995, p. 150-173.
- TURAJCZYK, Leon, « Polonijne organizacje społeczno-polityczne we Francji i ich postawa wobec powrotu emigracji zarobkowej do kraju, 1945-1948 » [Les Organisations sociales et politiques polonaises en France et leur attitude envers le retour de l'émigration économique au pays, 1945-1948], *Materiały i Studia z najnowszej historii Polski*, n° 3, 1967, p. 45-62.
- , *Spółeczno-polityczne organizacje polskie we Francji, 1944-1948* [Les Organisations sociales et politiques polonaises en France, 1944-1948], Warszawa, Książka i Wiedza, 1978, 391 p.
- VALENTIN-STĄCZEK, Ewa, *Les Villardiens. Biographies. La création et vie du lycée polonais à Villard-de-Lans (1940-1946)*, trad. Marie-Irène Malewiak et Barbara Pawłowska, Wrocław, E. Valentin-Stączek, 2007, 565 p. (version polonaise: *Villardczycy: życiorysy. Powstanie i funkcjonowanie polskiego Liceum w Villard de Lans, 1940-1946*, Wrocław, Amia, 2003, 511 p.).
- VERU, Estelle, *L'Émigration polonaise à l'épreuve de la guerre froide (1944-1949)*, mémoire de maîtrise en histoire, Marie-Claude Blanc-Chaléard et Annie Fourcaut (dir.), université Paris I - Panthéon-Sorbonne, 2004, 239 p.
- WOLTMANN, Bernard, « Le sport dans les milieux ouvriers polonais en France après la seconde guerre mondiale », dans GOGOLEWSKI, Edmond (dir.), *Les Ouvriers polonais en France après la seconde guerre mondiale*, actes du colloque de Lille, 26 et 27 octobre 1989, Villeneuve-d'Ascq, université Charles-de-Gaulle (Lille 3)/*Revue du Nord*, hors-série, coll. « Histoire », n° 7, 1992, p. 211-220.

- WRÓBEL, Janusz, « Działania Ministerstwa Bezpieczeństwa Publicznego przeciwko repatriantom z Zachodu w latach 1945-1953 » [Les activités du ministère de la Sécurité publique contre les personnes rapatriées de l'Ouest dans les années 1945-1953], dans TERLECKI, Ryszard (dir.), *Aparat bezpieczeństwa wobec emigracji politycznej i Polonii* [L'Appareil de sécurité envers l'émigration politique et la Polonia], Warszawa, IPN [Institut de la mémoire nationale], 2005, p. 185-240.
- ZAMOJSKI, Jan E., « La participation des Polonais à la Résistance dans le Pas-de-Calais et le Nord, 1940-1944 », *Revue du Nord*, vol. 57, n° 226, « La libération du Nord et du Pas-de-Calais, 1944-1947. La communauté polonaise [du Nord de la France] et la seconde guerre mondiale », actes du colloque de Lille, 2 et 3 novembre 1974, juillet-septembre 1975, p. 435-459.
- , *Polacy w ruchu oporu we Francji, 1940-1945* [Les Polonais dans la Résistance en France, 1940-1945], Wrocław, Ossolineum, 1975, 415 p.
- , « La présence polonaise en France dans les années de la seconde guerre mondiale », dans MICHEL, Bernard et ŁAPTOS, Józef (dir.), *Les Relations entre la France et la Pologne au XX^e siècle*, actes du colloque de Paris, 30 et 31 mars 2001, Kraków, Eventus, 2002, p. 128-158.
- ZBYSZEWSKI, Waclaw A., « Polonia francuska » [La Polonia de France], *Kultura* (Paris), n° 11, 1950, p. 109-117.
- ZGÓRNIAK, Marian, « La Résistance polonaise en France sous l'occupation hitlérienne, 1940-1944 », *Revue du Nord*, vol. 57, n° 226, « La libération du Nord et du Pas-de-Calais, 1944-1947. La communauté polonaise [du Nord de la France] et la seconde guerre mondiale », actes du colloque de Lille, 2 et 3 novembre 1974, juillet-septembre 1975, p. 461-474.
- ZIELIŃSKI, Henryk, « Le gouvernement polonais et le problème de l'émigration polonaise en France, 1944-1947 », *Revue du Nord*, vol. 57, n° 226, « La libération du Nord et du Pas-de-Calais, 1944-1947. La communauté polonaise [du Nord de la France] et la seconde guerre mondiale », actes du colloque de Lille, 2 et 3 novembre 1974, juillet-septembre 1975, p. 421-428 (version polonaise : « Rząd polski a problemy emigracji polskiej we Francji, 1944-1947 », *Przegląd Polonijny*, n° 2, 1975, p. 85-93).
- ŻARYN, Jan, « Stronictwo Narodowe na emigracji, 1945-1955. Zarys działalności » [Le Parti national polonais à l'émigration, 1945-1955. Une esquisse sur son activité], dans FRISZKE, Andrzej (dir.), *Warszawa nad Tamizą: Z dziejów polskiej emigracji politycznej po drugiej wojnie światowej* [Varsovie sur la Tamise. De l'histoire de l'émigration politique polonaise après la seconde guerre mondiale], Warszawa, ISP PAN [Institut d'études politiques de l'Académie polonaise des sciences], 1994, p. 61-92.

TABLE DES TABLEAUX

Tableau 1. Les départements comprenant le plus grand nombre d'étrangers et les nationalités dominantes, selon le recensement général de la population de 1946 ...	57
Tableau 2. Les départements comptant le plus d'étrangers, selon les renseignements du ministère de l'Intérieur au 31 décembre 1948.....	57
Tableau 3. La répartition de la main-d'œuvre dans les mines de houille et de lignite pour le 1 ^{er} trimestre 1946, selon le ministère de la Production industrielle ..	57
Tableau 4. Départements comptant le plus grand nombre de ressortissants polonais ..	62
Tableau 5. Répartition par sexe des principales populations étrangères en France, selon le recensement général de la population de 1946	63
Tableau 6. Répartition par sexe de la population polonaise dans les départements comptant le plus grand nombre de ressortissants polonais, selon le recensement général de la population de 1946.....	64
Tableau 7. Les Polonais sur le territoire français suivant l'année de leur entrée en France, selon le recensement des étrangers de 1945.....	65
Tableau 8. Répartition professionnelle de la population active polonaise dans la région Nord-Pas-de-Calais, selon le recensement général de la population de 1946.....	77
Tableau 9. Les Polonais dans les mines de houille et de lignite à la date du 31 mars 1946, selon le ministère de la Production industrielle.....	90
Tableau 10. L'acquisition de la nationalité française par les Polonais et par l'ensemble des étrangers.....	151
Tableau 11. Les mariages mixtes entre Français et Polonais dans l'immédiat après-guerre, d'après les statistiques du mouvement de la population de l'Insee....	156
Tableau 12. Le réseau consulaire polonais en France au 19 mai 1945	172
Tableau 13. Les postes de rassemblement (<i>stacje zborne</i>) et des camps de rassemblement (<i>obozy zborne</i>) des engagés volontaires de France et de Belgique pour des Forces armées polonaises	209
Tableau 14. Les lieux d'hébergement des Polonais désirant entrer au sein des bataillons polonais relevant du gouvernement provisoire de la république de Pologne à Lublin (à partir du 1 ^{er} février 1945 : à Varsovie), au 23 janvier 1945	216
Tableau 15. La démobilisation en Grande-Bretagne des engagés volontaires de l'armée de terre des Forces armées polonaises de l'Ouest issus de l'immigration polonaise en France en 1946.....	224

Tableau 16. Statistiques de l'enseignement primaire polonais et des maternelles polonaises, dits indépendants en France	262
Tableau 17. Les cours polonais en France durant l'année scolaire 1945-1946	264
Tableau 18. Les cours polonais en France durant l'année scolaire 1947-1948	268
Tableau 19. Évolution de la situation de l'Union centrale des Polonais en France dans l'immédiat après-guerre	317
Tableau I. Populations française et étrangère en France selon le département de domicile, d'après le recensement général de la population de 1946	373
Tableau II. Polonais en France au premier semestre de 1946, selon les renseignements de la direction générale de la Sûreté nationale et la direction des Renseignements généraux.....	376
Tableau III. Répartition des allocataires des aides de la section française de la Croix-Rouge polonaise, au 1 ^{er} mars 1945	378
Tableau IV. Les enfants polonais dans des écoles primaires publiques en France, selon les statistiques fournies par Georges Mauco.....	378

TABLE DES CARTES

Carte 1. Le peuplement de la France au lendemain de la seconde guerre mondiale, selon la population présente par département, d'après le recensement général du 10 mars 1946.....	56
Carte 2. La répartition des Polonais en France par département, selon le recensement général de la population de 1946.....	70
Carte 3. Le réseau consulaire de Pologne au mois de mai 1945.....	174

ABRÉVIATIONS

A MSZ	Archiwum Ministerstwa Spraw Zagranicznych RP, Warszawa (Archives du ministère des Affaires étrangères de Pologne, Varsovie)
A PPP	Archives de la préfecture de police de Paris
AAN	Archives des actes nouveaux, Varsovie (Archiwum Akt Nowych)
AD Nord	Archives départementales du Nord, Lille
AITPF	Association des ingénieurs et techniciens polonais en France
AN	Archives nationales de France, Pierrefitte-sur-Seine
ANMT	Archives nationales du monde du travail, Roubaix
BAP	Bureau d'administration des Polonais
BI	Brigade(s) internationale(s)
BnF	Bibliothèque nationale de France
BPP	Bibliothèque polonaise de Paris
CAD	Centre des archives diplomatiques, La Courneuve
CADI	Comité d'action et de défense des immigrés
CAEF	Centre des archives économiques et financières, Savigny-le-Temple
CCHF	Comité central des Houillères de France
CFTC	Confédération française de travailleurs chrétiens
CGT	Confédération générale du travail
CGT-FO	Confédération générale du travail – Force ouvrière
CGTU	Confédération générale du travail unitaire
CKS	Centralny Komitet Studiów (Comité central des études)
CKW	Centralny Komitet Walki (Comité central de lutte)
CNPF	Conseil national des Polonais de France (Rada Narodowa Polaków we Francji)
CNR	Conseil national de la Résistance
CPF	Congrès de la Polonia de France
CPLN	Comité polonais de libération nationale en France (Polski Komitet Wyzwolenia Narodowego we Francji) / Comité polonais de libération nationale (Polski Komitet Wyzwolenia Narodowego)
CRP	Croix-Rouge polonaise
CUDEF	Comité uni de défense des Juifs
CVR	Combattant volontaire de la Résistance
FEP	Federacja Emigrantów Polskich (Fédération des émigrés polonais en France)
FFI	Forces françaises de l'intérieur
FO	Force ouvrière

FPZOO	Federacja Polskich Związków Obrońców Ojczyzny (Fédération des unions des anciens combattants polonais en France)
FREP	Federacja Robotników i Emigrantów Polskich (Fédération des ouvriers et émigrés polonais en France)
FRP	Federacja Robotników Polskich (Fédération des ouvriers polonais en France)
FSJF	Fédération des sociétés juives de France
FTPF	Francs-tireurs et partisans français
FTP-MOI	Franc-tireurs et partisans – main-d’œuvre immigrée
GAPF	Groupement d’assistance aux Polonais en France
GIP	Groupement d’infanterie polonaise
GPRF	Gouvernement provisoire de la République française
GPUN	Gouvernement provisoire d’unité nationale
GUS	Główny Urząd Statystyczny (Office central de statistiques)
HBNPC	Houillères du bassin du Nord et du Pas-de-Calais
Ined	Institut national d’études démographiques
Insee	Institut national de la statistique et des études économiques
KTM	Komitet Towarzystw Miejsowych (Comité des associations locales)
MAE	ministère des Affaires étrangères
MOE	Main-d’œuvre émigrée
MOI	Main-d’œuvre immigrée
MPiOS	Ministerstwo Pracy i Opieki Społecznej (ministère du Travail et de la Protection sociale)
MPP	Milice patriotique polonaise
MSZ	Ministerstwo Spraw Zagranicznych (ministère des Affaires étrangères)
NiD	« Niepodległość i Demokracja » (« Indépendance et démocratie »)
OIR	Organisation internationale pour les réfugiés
OPO	Organizacja Pomocy Ojczyźnie (Organisation d’aide à la patrie)
PAN	Polska Akademia Nauk (Académie polonaise des sciences)
PAU	Polska Akademia Umiejętności (Académie polonaise des arts et sciences)
PCF	Parti communiste français
PDR	Prisonniers, déportés et réfugiés
PISM	Polish Institute and Sikorski Museum
PKO S.A.	Polska Kasa Opieki S.A. (Caisse polonaise d’assistance SA)
PMK	Polska Misja Katolicka we Francji (Mission catholique polonaise en France)
POSK	Polski Ośrodek Społeczno-Kulturalny (Polish Social and Cultural Association)
POWN	Polska Organizacja Walki o Niepodległość (Organisation polonaise de lutte pour l’indépendance)
PPR	Polska Partia Robotnicza (Parti ouvrier polonais)
PPS	Polska Partia Socjalistyczna (Parti socialiste polonais)
PPS-WRN	Polska Partia Socjalistyczna – Wolność – Równość – Niepodległość (Parti socialiste polonais – Liberté – Égalité – Indépendance)

PSL	Polskie Stronnictwo Ludowe (Parti paysan polonais)
PTPK	Polskie Towarzystwo Przyjaciół Książki w Paryżu (Société polonaise des amis du livre à Paris / Société des bibliophiles polonais de Paris)
PUR	Państwowy Urząd Repatriacyjny (Office national du rapatriement)
PWML	Polska Wojskowa Misja Likwidacyjna (Mission militaire polonaise de liquidation)
PZPN	Polski Związek Piłki Nożnej we Francji (Association polonaise de football en France)
RSFP	Relief Society for Poles
SFIO	Section française de l'internationale ouvrière
SHAEF	Supreme Headquarters Allied Expeditionary Force
SHLP	Société historique et littéraire polonaise
SL	Stronnictwo Ludowe (Parti paysan)
SPK	Samopomoc byłych Kombatantów Polskich we Francji, puis Stowarzyszenie Polskich Kombatantów (Association d'entraide des anciens combattants polonais en France)
SPP	Studium Polski Podziemnej (Polish Underground Movement Study Trust)
SSAE	Service social d'aide aux émigrants
SSP	Société de secours aux Polonais
SUP	Sorbonne Université Presses
TUR	Towarzystwo Uniwersytetu Robotniczego (Association de l'université ouvrière des émigrés polonais en France)
UACP	Union des Associations catholiques polonaises en France (Polskie Zjednoczenie Katolickie we Francji)
UCPF	Union centrale des Polonais en France (Centralny Związek Polaków we Francji)
UJ	Université Jagellonne (Uniwersytet Jagielloński)
UNRRA	United Nations Relief and Rehabilitation Administration
YMCA	Young Men's Christian Association
ZHP	Związek Harcerstwa Polskiego we Francji (Union des éclaireurs polonais en France)
ZNP	Związek Nauczycielstwa Polskiego we Francji (Union des instituteurs polonais en France)
ZORR	Związek Osadników i Robotników Rolnych (Union des colons et ouvriers agricoles)
ZRP	Związek Robotników Polskich we Francji (Société des ouvriers polonais en France)
ZUPRO	Związek Uczestników Polskiego Ruchu Oporu we Francji (Association des résistants combattants polonais en France)
ZUS	Zakład Ubezpieczeń Społecznych (Office national des assurances sociales)

TABLE DES MATIÈRES

Remerciements.....	9
Note de l'auteur.....	11
Préface de Józef Łaptos.....	13
Introduction	17
Objet de la recherche.....	19
Présentation du corps des sources.....	21
Les archives.....	21
La littérature scientifique.....	22
Construction du livre.....	28
PROLOGUE. Les antécédents et le contexte de la présence étrangère en France au lendemain de la seconde guerre mondiale.....	29
La genèse : la communauté polonaise en France avant 1945.....	29
Les débuts de l'immigration polonaise en France.....	29
La grande vague de l'immigration polonaise : les travailleurs arrivés dans l'entre-deux-guerres.....	33
L'influence des années de guerre dans la situation des immigrés polonais en France.....	43
La présence étrangère en France au lendemain de la seconde guerre mondiale.....	51

PREMIÈRE PARTIE

LA SITUATION ET LES CHANGEMENTS

AU SEIN DE L'IMMIGRATION POLONAISE D'AVANT-GUERRE

AU LENDEMAIN DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE

CHAPITRE 1. Les caractéristiques de l'ancienne immigration polonaise en France au lendemain de la Libération.....	61
La composition et la répartition de l'immigration polonaise d'avant-guerre.....	61
La répartition professionnelle des travailleurs polonais.....	72
La situation sociale et matérielle des travailleurs polonais selon les secteurs d'activité.....	82
Anciens déportés en Allemagne et anciens <i>Volksdeutsche</i> de nationalité polonaise : la situation des Polonais appartenant à des groupes particuliers créés en temps de guerre.....	99
CHAPITRE 2. Le rapatriement des anciens immigrés polonais : l'action de <i>reemigracja</i>	109
Les premiers retours : avant l'accord franco-polonais.....	110

Le rapatriement organisé dans le cadre des conventions franco-polonaises (1946-1948) : déroulement et bilan	111
Partir en Pologne ou rester en France? Les motivations des immigrés polonais	125
Le rapatriement des déplacés et réfugiés polonais de France : l'action de <i>repatriacja</i>	132
CHAPITRE 3. Des Polonais en France aux Français d'origine polonaise :	
l'intégration progressive à la société française	135
L'évolution des mœurs et des traditions au sein de la communauté polonaise établie en France depuis des années.....	135
Les naturalisations des immigrés polonais	145
Les facteurs contribuant à l'intégration progressive des polonais à la société française	154
La deuxième génération opte pour la France : le facteur principal du progrès de l'intégration	159
Conclusion de la première partie	163

L'ENJEU DU « CONTRÔLE » DE LA COMMUNAUTÉ POLONAISE
EN FRANCE PAR LES AUTORITÉS POLONAISES EN EXIL ET AU PAYS

CHAPITRE 4. Le fonctionnement des réseaux diplomatiques et consulaires de l'État polonais en France	167
Quand la France reconnaissait le gouvernement polonais de Londres (septembre 1944 - juin 1945).....	168
Quand la France reconnaissait le gouvernement polonais de Varsovie (à partir du 29 juin 1945).....	175
L'« exopolitie » polonaise en France après la perte de la reconnaissance française par le gouvernement polonais de Londres.....	195
CHAPITRE 5. Les anciens immigrés polonais toujours en uniforme militaire après la Libération de la France : les deux nouvelles mobilisations et la démobilisation des ressortissants polonais de France	203
Une nouvelle mobilisation ordonnée par le gouvernement polonais en exil : l'engagement volontaire des immigrés polonais dans les Forces armées polonaises sous le commandement militaire britannique.....	203
L'engagement volontaire dans les bataillons polonais relevant des autorités polonaises de Varsovie et faisant partie de la 1 ^{re} armée française	213
Le retour en France des engagés volontaires dans les Forces armées polonaises de l'Ouest issus de l'immigration polonaise en France	218
CHAPITRE 6. L'action sociale envers les ressortissants polonais nécessiteux en France ..225	
L'action des représentants du gouvernement polonais de Londres (jusqu'en juin 1945).....	225
L'action des représentants du gouvernement polonais de Varsovie	239
L'action sociale des militants de l'« exopolitie » polonaise en France (après la perte de la reconnaissance française par le gouvernement polonais en exil)	243
Conclusion de la deuxième partie	245

TROISIÈME PARTIE

L'ÉVOLUTION DE LA PERCEPTION DU « MAINTIEN DE LA POLONITÉ » :
DES ALÉAS DE L'ENTRE-DEUX-GUERRES
À LA FIN DES ANNÉES 1940

CHAPITRE 7. Le changement du statut de l'enseignement polonais en France	249
L'enseignement au niveau primaire.....	249
L'enseignement au niveau secondaire.....	270
L'enseignement supérieur.....	276
L'importance réelle de l'enseignement polonais en France et sa situation à la fin des années 1940.....	278
CHAPITRE 8. L'activité des aumôniers polonais parmi les immigrés en France	283
L'évolution du statut des prêtres polonais en France	283
L'activité du clergé et des religieuses polonais en France	285
CHAPITRE 9. La vie associative des immigrés polonais en France.....	293
La naissance et le développement de la vie associative des immigrés polonais dans l'entre-deux-guerres.....	295
L'activité des associations fidèles au gouvernement polonais en exil et rassemblées dans l'Union centrale des Polonais en France (UCPF).....	298
L'activité des associations reconnaissant le gouvernement varsovien rassemblées dans le Comité polonais de libération nationale (CPLN), puis le Conseil national des polonais de France (CNPf).....	318
La vie associative du « bloc catholique » : l'activité de l'Union des associations catholiques polonaises en France (UACP) et de ses organisations membres.....	329
Le fonctionnement des partis politiques polonais en France.....	335
La presse polonaise.....	341
Quel niveau réel de participation des immigrés à la vie associative polonaise en France?.....	344
La modification du caractère de la vie associative des Polonais en France au lendemain de la seconde guerre mondiale.....	349
L'activité des Polonais dans les syndicats français	353
Conclusion de la troisième partie	361
Conclusion générale	365
Annexes	373
Données statistiques	373
Documents	381
Postface d'Olivier Forcade	393
Sources et bibliographie	397
Sources.....	397
Bibliographie.....	408

Table des tableaux	427
Table des cartes.....	429
Abréviations	431
Index des noms de personnes	435
Index des noms de lieux	443
Table des matières	453